

LE MONDE

diplomatie

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 70 pes.
Italie : 900 lire
Abonnements : voir tarif page 14
Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 08

AOUT 1977 N° 281 - 24^e année

ISLAM
ET POLITIQUE
Domination
ou
libération ?
(Pages 9 à 14)

Magie

Par CLAUDE JULIEN

IMPOSSIBLE d'imaginer un plus beau conte de fées : les relations américano-Israéliennes paraissent irrémédiablement détériorées, en particulier depuis la prise de position du président Carter en faveur d'un foyer national pour les Palestiniens ; en Israël, le nouveau premier ministre, dont la victoire électorale avait été accueillie avec appréhension par les Etats-Unis, prometait de rétablir un climat de compréhension et de confiance ; à coups de citations bibliques, disant-il, il s'efforçait de convaincre M. James Carter du bon droit des Israéliens dans la définition qu'il en donnait lui-même ; les deux hommes se racontaient ; en quelques heures de conversation, le miracle s'accomplissait ; coup de magie, Washington semble souscrire aux vœux de Jérusalem. En paroles seulement ? Non : une importante aide militaire confirme que les Etats-Unis se rallient aux arguments du gouvernement israélien.

M. Menachem Begin a beau se féliciter de ses bonnes « relations personnelles » avec M. James Carter, le baromètre au Israël a beau être à l'optimisme et fêter le triomphe, les rapports internationaux ne seront jamais aussi simples. Ou alors la monde pourrait, dès maintenant, se préparer à une nouvelle guerre en Proche-Orient. M. Begin a remporté à Washington un éclatant succès de relations publiques, il n'a pas gagné une bataille diplomatique.

DEUX questions qui ne se règlent pas à coups de discours et de sourires commandent, en effet, le comportement des protagonistes en Proche-Orient : le destin du peuple palestinien et la politique énergétique. Sur ces deux points, tout homme de la part des Etats-Unis favorise le jeu de l'Union soviétique dans la politique, toujours susceptible d'être artificiellement des désordres, soit, en revanche, admirablement exploiter les malheurs de l'autre Super-Grand.

Les Etats-Unis et les Neuf de la Communauté européenne n'ont pas cédé à une lubie en reconnaissant — bien tardivement, hélas ! — le droit des Palestiniens à une patrie. Ce n'est pas là seulement, de la part des Occidentaux, une solennelle position de principe qu'il leur serait difficile d'oublier ou de renier : c'est une condition de paix dans une région dont ils ne peuvent se désintéresser. Le chemin déployé par M. Begin à Washington n'y change rien.

La politique énergétique, de son côté, concerne sans doute la santé économique de l'Occident, mais aussi, à travers elle, sa stabilité sociale et politique. Rien de cela ne peut être écarté par l'opération de séduction que M. Begin a parfaitement réussie aux Etats-Unis.

Alors ? Alors, il faut bien en conclure, et nul ne l'ignore à Jérusalem, que M. Carter n'a pas cédé sur le fond. Il a simplement jugé inopportun de manifester d'emblée trop de rigueur et de rigueur : le temps lui-même devra montrer à M. Begin que son « plan de paix » n'est pas un Discours l'Espharic, ou sa revanche bien vite aux dents réglée.

JEU dangereux ? Peut-être, car les réactions de la Syrie et de la Jordanie ne suffisent évidemment pas à déstabiliser les dirigeants Israéliens. Une nouvelle appréciation des véritables rapports de forces étant toujours nouvelle, le jeu ne peut être exclu.

Israël aurait bien joué si M. James Carter était un aimable prédicateur baptiste plein de bonnes intentions, ignorant les dossiers, nourrissant sa diplomatie de ce que M. Raymond Aron, un peu méprisant et très désinvolte, appelle de l'« évangélisme ». Mais, ancien officier, ingénieur nucléaire, homme d'affaires, le chef de la Maison Blanche sait que l'autorité des Etats-Unis dans le monde et le statut du capitalisme américain appellent une stricte révélation des conceptions des événements, des habitudes qui trop longtemps ont modelé la politique de Washington.

En invoquant les droits de l'homme et la « morale », aurait-il donc entrepris une révolution ? Certainement pas. Voilà plus de quarante ans, les milieux d'affaires considèrent F.D. Roosevelt comme un dangereux « socialiste », alors que, malgré eux, il servait le capitalisme américain. C'est une sorte de New Deal à l'échelle mondiale que M. Carter s'efforce maintenant de mettre en œuvre : pour sauver l'essentiel, accorder quelques concessions, donner de soi une image moins contradictoire de l'idéal proclamé.

De même que Roosevelt ne put résoudre tous les problèmes, corriger toutes les injustices, et laisser, à la veille de la guerre, une dizaine de millions de chômeurs, de même M. Carter ne peut pas régler toutes les misères du monde, mais obtenir le contraste entre la rare américain et la politique de puissance. Projet intelligemment conservateur, indispensable au maintien, sous de nouvelles formes, de l'hégémonie impériale. Projet qui suppose de ne pas jouer trop ouvertement avec les principes. M. Begin ne tardera pas à le découvrir.

Une polémique autour du P. C. italien

SAUVER UN ETAT EN DECOMPOSITION ?

Un peu plus d'un an après les élections législatives du 23 juin 1976, l'Italie est passée, des grandes espérances toujours un gouvernement monocolor à des résultats pourtant contradictoires, à un sentiment diffus de désillusion et de découragement.

Il n'y a pas eu de grands — ni même de petits — changements de cap. A la tête du pays se trouve toujours un gouvernement « monocolor » démocrate-chrétien, tout comme les autres qui « malgouvernent » depuis trente ans ; mais il dispose maintenant de l'appui que constitue l'abstention du parti communiste.

La situation économique et sociale n'a cessé de se dégrader, notamment celle des jeunes, des étudiants et des grandes masses de chômeurs et de travailleurs

sous-employés, principalement méridionaux. Le pays, il est vrai, ne s'est pas effondré, comme certains le prophétisaient. Mais les pays s'effondrent-ils ? Cependant, la révolte, la violence politique, la désagrégation de l'Etat sautent aux yeux de tous.

Sur cette toile de fond s'est développée, au cours des derniers mois, une polémique de caractère moral, politique et culturel, dans laquelle ont été impliqués certains des plus importants représentants de la culture italienne et des dirigeants les plus écoutés du parti communiste. C'est une polémique qui, en raison de ses thèmes, de son ton et de son large retentissement, est extrêmement révélatrice de l'obscurité, des difficultés et des dangers qui caractérisent la situation italienne, et des chantages qui divisent la gauche.

Par FERDINANDO SCIANNÀ

C'est à ce point qu'intervient l'écrivain Leonardo Sciascia. « Je dois avouer que, n'étant le docteur de ne pas avoir peur, j'aurais refusé, moi aussi », déclare Sciascia, « il s'explique ainsi : « Je ne voudrais pas faire partie d'un jury — et en particulier d'un jury appelé pour juger ce que l'on a coutume d'appeler des délits contre les institutions, contre l'Etat. De même que je ne comprends pas ce que défendent les magistrats et la police — et je l'ai écrit ailleurs — le comprends-je encore moins que moi, moi précisément, je sois appelé à servir de cariatide à cet écroulement ou à cette désagrégation dont je ne me sens, en aucune façon, responsable. Souscris un article sous ce titre : « Le devoir d'être pessimiste. Il y soutient qu'il oscille entre l'optimisme du désir et le pessimisme de la raison. A propos de la situation italienne, il écrit : « Lorsque l'on réfléchit, c'est-à-dire que l'on interroge l'histoire, que l'on compare des situations différentes, que l'on interroge les données que l'on a à sa disposition, il me paraît impossible que la fin de la première république italienne puisse être évitée. »

diagnostiqué chez les jurés de Turin comme un « syndrome dépressif ».

Calvino réplique en accusant Sciascia de pessimisme, mais dans une acception nouvelle, paradoxale, celle qui a été donnée par le dissident russe Boukovski. Est pessimiste, selon Boukovski, celui qui pense que les choses ne peuvent aller plus mal qu'elles ne vont ; optimiste celui qui répond : mais si ! mais si ! C'est au nom de cet optimisme amer que Sciascia se trompe lourdement, dit-il, s'il pense que les choses ne peuvent pas aller plus mal.

Presque simultanément, dans la Stampa, Norberto Bobbio, prestigieux philosophe de tradition libérale, grossiste, écrit un article sous ce titre : « Le devoir d'être pessimiste. Il y soutient qu'il oscille entre l'optimisme du désir et le pessimisme de la raison. A propos de la situation italienne, il écrit : « Lorsque l'on réfléchit, c'est-à-dire que l'on interroge l'histoire, que l'on compare des situations différentes, que l'on interroge les données que l'on a à sa disposition, il me paraît impossible que la fin de la première république italienne puisse être évitée. »

La crainte du pire

MAIS le vrai tournant de la polémique, qui la fait sortir du milieu un peu académique des écrivains, c'est encore Sciascia qui l'a provoqué, avec un bref article intitulé « De peur en peur » et qui, en guise de réponse à Calvino, élargit amplement le discours : « ... Il est vraiment difficile, dit Sciascia, et presque impossible d'être optimiste en face de la peur dont ce qui est — ou devrait être — la meilleure partie de notre pays est désormais la proie. Et il poursuit : Quand on a peur, on ne bouge pas, ou bien on bouge mal. Il est impossible d'avoir peur et d'agir, d'avoir peur et de raisonner, d'avoir peur et de créer. La peur est mauvaise conseillère et, en effet, il y a des années qu'elle donne de mauvais conseils. Depuis le cabinet Tambroni (1960), la gauche italienne rit

dans la crainte du pire, et elle ne bouge que pour l'éviter. Les événements du Chili ont ramené cette peur, et l'ont démesurément accrue. Et le pire est venu quand même, d'une année à l'autre, d'un jour à l'autre. La peur continuera à venir, selon l'optimisme de Calvino et selon mon pessimisme. Elle continuera à venir jusqu'au moment où la gauche se libérera de la peur en disant fermement : assez ! Et c'est bien clair, je ne pense pas à la révolution, et pour des raisons qui peuvent aussi bien réveiller Ortega et Beringuer. Je pense simplement à l'opposition, à l'opposition la plus constitutionnelle, à une opposition qui, si elle avait existé, aurait encore en elle cette fraction qui se sent désormais hors jeu. Et, au contraire, elle se trouve dans la condition de devoir l'affronter : à commencer par les universités. »

Journaliste italien.

(Lire la suite page 15.)

Faiblesse idéologique et erreurs tactiques

LE MALAISE DE LA GAUCHE JAPONAISE

Par PHILIPPE PONS

LES résultats des élections sénatoriales du 10 juillet, qui ont permis, contre toute attente, au parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis vingt-deux ans, de maintenir sa majorité à la Chambre haute posent une question fondamentale au Japon aujourd'hui : celle du malaise de la gauche. En fait, il s'agit moins, pour analyser la situation politique japonaise actuelle, d'éprouver une nouvelle fois sur l'habileté avec laquelle les conservateurs réussissent à se maintenir au pouvoir, malgré scandales et rivalités de clans,

que de s'interroger sur l'incapacité de la gauche à offrir une solution de rechange crédible. Bien qu'au Japon, comme dans la plupart des autres pays industrialisés, le pouvoir en place soit impopulaire — comme le prouvent les sondages d'opinion —, les Japonais ont tendance, lors des consultations électorales, à reconduire plus ou moins docilement (aux élections générales de décembre 1976, le P.L.D., qui a perdu quelques sièges, n'a dû qu'un ralliement de plusieurs indépendants de conserver sa suprématie à la Chambre basse) une majorité conservatrice.

Alors que l'on assiste en Europe à une polarisation de la vie politique en deux camps presque égaux, le Japon apparaît figé dans l'immobilisme. La tendance traditionnelle des Japonais à privilégier le pouvoir en place est loin d'expliquer totalement cette situation. La raison essentielle tient davantage à la peur du vide qu'engendrerait le fractionnement de l'opposition. Si celui-ci se poursuivait, il semblerait difficile de prévoir à brève échéance une alternance au pouvoir. Différents facteurs expliquent la situation présente de la gauche japonaise. Des conditions historiques d'abord. L'idée socialiste est perdue au Japon depuis l'origine comme une « importation ». Bien qu'elle ait fait son apparition dans l'archipel à la fin du dix-neuvième siècle et que les recherches marxistes y aient été à l'époque rapidement plus poussées qu'en Chine par exemple, la pensée socialiste n'a jamais été vraiment

incorporée au corpus idéologique nippon. Le marxisme est demeuré pour les Japonais une explication du monde, sans doute valable, mais qui ne s'appliquerait pas à leur cas particulier. Ce phénomène peut paraître paradoxal pour un pays qui, d'autre part, absorbe avec une appétence immédiate toutes les doctrines, théories et techniques de l'Occident. En fait, celles-ci n'ont dû leur « assimilation » qu'au fait qu'elles étaient imposées d'en haut — par l'empereur Meiji. Les Japonais, encore aujourd'hui, sont apparemment beaucoup moins perméables aux réformes venues d'en bas, de type démocratique. Ils sont toujours sensibles en revanche, comme le prouve la dernière campagne électorale, à la politique de séduction des notables, mais peu intéressés par les débats d'idées.

Dans l'immédiat après-guerre, cependant, les Japonais, émergents du régime militaire, semblaient beaucoup moins hébétés à l'égard du socialisme : c'est l'époque de la montée du parti communiste, de l'établissement en 1949 d'un cabinet de coalition. Mais en cinq ans, d'Hiroshima à la guerre de Corée, qui sera marquée au Japon par les « purges rouges » lancées par MacArthur contre les communistes, les Japonais vont « découvrir », à l'ennemi, l'incarné par la « Chine rouge », est l'ennemi. Ils chercheront désormais à exorciser leur défaite en se concentrant dans les rangs de plus fort et à trouver chez ce dernier de nouveaux codes de lecture de la réalité (démocratie, expansion économique).

(Lire la suite page 4.)

- Dans ce numéro :
- L'Albanie, un petit pays qui ne se pose pas en modèle (Pages 2 et 3)
 - Au Kurdistan irakien : la fiction de l'autonomie (Pages 6 et 7)
 - La tentation du protectionnisme (Page 30)

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école

lémania

lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/20 15 01

L'ALBANIE, UN PETIT PAYS QUI NE

A contre-courant du nouvel ordre international

Le journal du parti communiste albanais a donné, au début du mois de juillet, un grand retentissement à un article théorique qui, sans citer directement la Chine, critique la politique de Pékin en lui reprochant, notamment, d'avoir, au nom de la théorie des trois mondes, justifié un rapprochement avec l'impérialisme américain contre le socialisme soviétique. Un refroidissement des relations entre Tirana et Pékin était perceptible depuis quelques années. Pour Zeri i Popullit, l'analyse de classe permet de distinguer seulement « deux mondes » qui s'affrontent dans une lutte à mort. Dans le même temps, de nouveaux documents du parti du travail albanais (parti communiste) sont rendus publics : ils étaient divers aspects de la lutte des communistes albanais et permettant de mieux percevoir leurs conceptions.

Si la République populaire d'Albanie passe presque inaperçue, le doit-elle aux chiffres réduits de sa superficie (moins de 30 000 kilomètres carrés) et de sa population (trois de trois millions d'habitants, mais avec le taux de croissance le plus élevé d'Europe) ? Ou bien faut-il expliquer la rareté des informations à son sujet par le caractère insolite des réponses qu'elle apporte aux grandes questions de ce temps ?

Il est vrai qu'en refusant de participer à la conférence d'Helsinki, qu'elle qualifie de « conférence de l'insécurité en Europe », — d'entretenir des relations avec les deux Super-Puissances aux conditions posées par celles-ci, d'intégrer son économie, par le jeu des crédits et des investissements étrangers, aux rouages du système capitaliste mondial, l'Albanie semble aller à contre-courant de ce qu'il est convenu d'appeler la « détente », la « coexistence pacifique » et la « coopération internationale ». Ces refus, depuis sa victoire dans la lutte de libération nationale antifasciste en 1944, se confondent avec les combats

que, sous la direction de son parti (1), le peuple albanais mène pour la sauvegarde de son indépendance et des acquis de sa révolution.

Du fait de sa situation géographique dans les Balkans, l'Albanie fut de tout temps une terre d'occupation et de résistances à l'occupation. Elle était particulièrement bien préparée, par toutes les leçons de son histoire, à faire face aux impérialismes nouveaux qui, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, prennent la relève de l'Allemagne hitlérienne en cherchant à se partager le monde. Nul répit ne lui est d'ailleurs accordé. Elle vient à peine de chasser les occupants nazis, sans l'aide d'aucune armée étrangère, qu'elle doit affronter des tentatives d'annexion de la part des Yougoslaves et des actes de sabotage de groupes de « xénocrates infiltrés » par les Anglo-Américains, cependant que les barcelonnais continuent sur sa frontière avec la Grèce, qui attaquera son territoire en août 1949. Mais, pendant toute cette période, l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes se tiennent fermement à ses côtés.

Sans roubles ni dollars

Il n'en va plus de même, quelques années plus tard, quand, à partir du vingtième congrès du P.C. soviétique (février 1956), Khrushchev renoue ouvertement en cause l'unité du mouvement communiste international : il s'en prend à la mémoire et à l'œuvre de Staline pour avancer des « propositions nouvelles » sur une série de questions fondamentales comme celles de la guerre et de la paix et des voies de passage au socialisme ; il essaie d'isoler la Chine, qui ne partage pas ses vues, et réhabilite Tito, jusqu'alors dénoncé comme étant l'agent du révisionnisme moderne et le cheval de Troie de l'impérialisme américain.

Faute de pouvoir contraindre l'Albanie à lui emboîter le pas, Khrushchev lui inflige, en 1961, les mêmes « sanctions » qu'à la Chine : retrait en quelques semaines de tous les crédits et des prévisions financières, et des véritables blocs économiques — que ses successeurs vont maintenir. — Il tente délibérément de saboter son troisième plan quinquennal, dont les prévisions tenaient compte de l'aide soviétique. Puis il rompt unilatéralement les relations diplomatiques, entraînant à sa suite la plupart des pays de démocratie populaire.

Cette politique achève de convaincre les Albanais que l'Union soviétique est en train de changer de nature, que le pouvoir y est passé des mains du prolétariat à celles d'une bourgeoisie de type nouveau qui, tout en continuant à se réclamer du légalisme et du socialisme, travaille en fait à la restauration du capitalisme (sous la forme monopoliste d'Etat) et pour-suit des buts d'hégémonie mondiale, en compétition avec les Etats-Unis. Ils savent qu'il leur faudra désormais compter avec ce nouvel ennemi de la révolution, ennemi d'autant plus dangereux qu'il ne s'avance pas à visage découvert : le social-impérialisme (2).

Privée de roubles, l'Albanie ne se tourne pas pour autant vers les dollars. Avec l'aide de la Chine, elle relève le défi par un effort accru de production et d'intensification de la lutte de classes dans tous les domaines. « Notre politique est une politique ouverte, la politique des principes prolétariens », précise M. Enver Rodja dans un discours d'octobre 1974. Rejetant les méthodes de la diplomatie secrète, il affirme par là que la politique d'un Etat ou du prolétariat est au pouvoir ne peut que se conformer à des attitudes de principe, qui répondent à ses propres intérêts

Par YVES LETOURNEUR *

nationaux en même temps qu'à ceux de la cause révolutionnaire de tous les peuples.

Bien que l'aggravation des contradictions du système capitaliste mette à l'ordre du jour le problème de la révolution, « la situation actuelle dans le monde », déclare M. Enver Rodja (3), « est trouble et l'autoconservation, la lutte pour l'existence n'y ont pas leur place ». Car cette crise du capitalisme s'accompagne du danger fasciste qui se précise dans certains pays de démocratie bourgeoise où le grand capital, tout en profitant des illusions réformistes et légalistes propagées par les révisionnistes et les sociaux-démocrates, se prépare au coup de force. A quoi s'ajoute le danger de guerre qui résulte de la rivalité accrue pour le partage des marchés et des zones d'influence. Les exemples abondent : le Proche-Orient, où les deux Super-Puissances exploitent et enveniment les conflits entre les peuples arabes et Israël, ainsi qu'entre les peuples arabes eux-mêmes, pour s'assurer la possession des placements de pétrole ; l'Angola, où elles se disputent les dépouilles du colonialisme portugais ; l'Europe, où le Marché commun et le COMECON (4) leur servent à la fois d'instrument de domination et de champ de bataille économique.

Il est toutefois possible de conjurer ces périls, pourvu que les peuples voient lucidement « quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir » : ils doivent savoir que, « contrairement à ce que cherche à leur faire croire Moscou, les contradictions qui opposent les Etats-Unis et l'Union soviétique ne sont pas des contradictions entre le socialisme et l'impérialisme, mais des contradictions entre deux grandes puissances impérialistes ». Il importe de ne pas se laisser prendre au piège des discours sur le désarmement, la détente, le non-recours à la force, etc., discours que les deux Super-Puissances ne cessent de démentir par leurs actes : militarisation croissante de leur économie, déploiement de leurs bases militaires et de leurs flottes de guerre dans toutes les régions du monde, manœuvres stratégiques répétées dans le « front OTAN » du Pacifique, de Varsovie, dont les troupes d'occupation foulent en permanence la souveraineté des Etats.

Conscients que, « quand les Super-Puissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais », les peuples ne seront pas tentés de « s'appuyer sur un impérialisme pour combattre l'autre ou pour lui échapper ». Et tout au long de ce processus, l'apparition du social-impérialisme ne doit détourner personne de la lutte contre l'impérialisme américain, qui

* Secrétaire de l'Association des amis franco-albanais.

« demeure la citadelle politique et économique du système capitaliste d'exploitation, le grand défenseur du colonialisme et du néo-colonialisme, l'inspirateur du racisme et le plus grand gendarme de la réaction internationale ».

Les peuples ne se laisseront pas non plus abuser par le slogan de « l'Europe unie », qui, sous prétexte de tenir tête aux deux Super-Puissances, ne peut qu'aider « la bourgeoisie réactionnaire cosmopolite de ce continent » à « supprimer la personnalité des peuples et des Etats d'Europe occidentale pour les mettre sous sa coupe », et à réaliser ses visées néo-colonialistes sur le dos des pays en voie de développement.

Il ne restera pas de vue, enfin, qu'une lutte conséquente contre les Super-Puissances, contre les monopoles des Etats impérialistes, contre les sociétés multinationales, passe nécessairement par le soutien à la lutte

que les peuples opprimés mènent pour leur liberté et leur indépendance, et que ce soutien exige une opposition résolue à la bourgeoisie au pouvoir dans leur propre pays : « Les impérialismes et les sociaux-impérialismes ont pour trinité alliée la bourgeoisie réactionnaire de tout pays où ils étendent leur influence (...). Autant nous devons nous séparer des deux forces l'une de l'autre. Sans combattre l'une, on ne peut combattre l'autre ; sans combattre la réaction intérieure, jusqu'à sa destruction, on ne peut combattre l'ennemi extérieur, on ne peut éviter la guerre. Il faut détruire toutes les sortes de bases dans tout pays où les Super-Puissances en ont établi et créé, parce qu'on affaiblit et détruit ainsi à l'échelle mondiale leur influence et leur force, qu'elles ont fondées sur l'esclavage des peuples et des pays ».

Appel à la vigilance des peuples

DANS cette perspective, les Albanais appellent à la vigilance les peuples de la Méditerranée et des Balkans, en particulier les peuples de Yougoslavie, de Grèce, de Turquie et de Roumanie. Indépendamment de la différence de leurs régimes politiques, ils leur demandent de faire front pour exiger le départ des flottes des deux Super-Puissances et le démantèlement de leurs bases. Pour sa part, l'Albanie a depuis longtemps interdit ses ports aux navires de guerre américains et soviétiques, empêchant ainsi que son territoire ne leur serve de point d'appui pour leurs menées agressives contre ses voisins.

Par la rigueur de ses choix et la fermeté de ses refus, l'Albanie se condamnerait-elle à l'isolement et à l'impuissance, comme le disent et le souhaitent ses détracteurs ? Elle est en relations diplomatiques, commer-

ciales et culturelles avec plus de soixante-dix pays, dont la France (5). De surcroît, elle est le seul pays d'Europe qui ignore l'inflation (6) et le chômage et se montre capable de promouvoir simultanément, en comptant sur ses propres forces, le développement de sa production (7), la hausse continue des salaires et la réduction de leur éventail (qui n'est plus que de 1 à 2), de même que la baisse ou le maintien des prix à la consommation après avoir, depuis plusieurs années déjà, entièrement aboli le système des impôts.

Il est légitimement reconnu qu'il n'y a pas de « modèle ». Encore peut-on admettre que l'Albanie fournit l'exemple d'un petit pays qui, sans se laisser intimider ni dominer par personne, assume la prospérité et l'indépendance de son peuple, en suivant une voie nationale et révolutionnaire indépendante.

de la culture et de l'art français sont les amis sincères de l'Albanie. Nous entretenons avec l'Etat français des rapports normaux, indépendamment de ce qu'il s'approuve ou notre régime, pas plus que nous n'approuvons le sien. Mais nous constatons que le gouvernement français n'intervient pas dans nos affaires.

(6) Le taux spéculatif des prix en Albanie a été au grand jour l'existence du phénomène de l'inflation dans les pays du bloc soviétique. A titre d'indicateur, pour la période de 1965 à 1974, elle a atteint 11,5 % en Hongrie et 11 % en Tchécoslovaquie. En Union soviétique, les hausses des prix sont importantes, mais les produits du marché kolchozien, sans parler de ceux qui sont écoulés au marché noir.

(7) De 1965 à 1975, le taux de croissance de la production industrielle en Albanie a été de 10,4 %, contre 4,5 % en R.D. de l'Allemagne, 4,2 % en Italie, 6,7 % en Hongrie, 7 % en Yougoslavie, 8,3 % en Grèce, 1,9 % en U.R.S.S., 2,4 % en R.F. d'Allemagne, 4,2 % en Italie, 6,7 % en France (selon le rapport sur le VII^e Plan quinquennal, présenté au VII^e congrès du P.T.A. par M. Mehmet Shahu).

Kostas Vergopoulos et le « capitalisme difforme »

La rente foncière est-elle éternelle ?

AVEC la publication de son ouvrage, le Capitalisme difforme et la Nouvelle Question agraire (1), Kostas Vergopoulos achève de livrer au public la substance de sa thèse de doctorat, puisqu'une partie en avait déjà été reprise dans un livre, écrit en collaboration avec Samir Amin, intitulé La Question paysanne et le Capitalisme (2). Ces deux travaux constituent des moments importants dans le débat sur la nature et la fonction de la rente foncière dans les sociétés dominées par le mode de production capitaliste, et, par conséquent, sur la place et le rôle économique et politique de la paysannerie dans l'économie et dans la lutte des classes. Ce débat a été inauguré par Marx lui-même : la « Conversion du surprofit en rente foncière » est, en effet, le titre de la section 8 du livre III du Capital. Mais ces pages publiées par Engels après la mort de leur auteur ont fait l'objet d'interprétations aussi diverses que controversées. Les contributions les plus célèbres à ce débat furent celles de Kautsky, en 1900, avec la Question agraire, et de Lévine, en 1913, avec les Nouvelles données sur le développement du capitalisme dans l'agriculture. Ce débat est toujours ouvert. En France, il a été récemment relancé à la suite des travaux de C. Servolin, G. Postel-Vinay, P.-P. Rey, etc.

Selon l'opinion la plus communément partagée, y compris par des économistes marxistes, la propriété foncière est une survivance archaïque, à terme condamnée par le développement de méthodes modernes utilisant massivement des machines et des engrais. Toujours selon cette représentation commune, ces techniques conduisent fatalement à la concentration des terres dans de grandes fermes puissamment outillées et employant peu de main-d'œuvre, comme on peut en voir aux Etats-Unis ou dans les grandes propriétés vécues à la monoculture dans les pays tropicaux. Bref, selon la terminologie marxiste, la petite production marchande dans l'agriculture est fatalement condamnée à disparaître au bénéfice de capitaux privés.

Le premier mérite des deux ouvrages de K. Vergopoulos est de montrer, grâce à des analyses courtes, empiriques, précises — chiffres à l'appui — que la petite paysannerie, loin de disparaître petit à petit en tant que survivance archaïque condamnée, non seulement résiste, mais encore se transforme dans le sens d'un certain développement. Et, fait plus paradoxal encore, cet essor bénéficie d'une politique délibérée, attentive et systématique de la part de l'Etat, politique de remembrement et de

soutien qui contredit, sur le plan des apparences, le schéma de développement du capitalisme industriel privé.

Dans son ouvrage le plus ancien, la Question agraire et le Capitalisme, K. Vergopoulos établit ces faits pour l'ensemble des nations et des Etats de l'O.C.D.E. dans la période qui court après la deuxième guerre mondiale. Son nouveau livre restitue le champ de l'analyse au cas de la Grèce. Mais il analyse l'histoire de ce pays en s'attachant, toutefois, plus préci-

sément à la période contemporaine, qui correspond à la naissance, puis à la consolidation de la domination du capitalisme dans cette société. L'insurrection de 1921 marque le début d'une étape de transition entre l'Antiquité et le capitalisme. Ni l'empire byzantin ni l'empire ottoman, en effet, n'ont connu de grosse propriété foncière privée : « La terre appartient, en général, à l'Etat. Les paysans ont la possession des lots de terre familiaux qu'ils cultivent. » Le surplus est prélevé sous forme d'impôt collectif et se risait ni la concentration ni l'accumulation des richesses, mais la simple reproduction, quasiment à l'identique, de l'administration des villes. Le paysan n'est donc ni un serf lié personnellement à un seigneur, ni un esclave, mais un propriétaire de facto exploité collectivement et anonymement par l'appareil d'Etat central. Selon la terminologie de Samir Amin, il s'agit donc là d'un « mode de production tributaire centralisé » plus proche de ce qu'on appelle un « mode de production asiatique » que de la féodalité de l'Europe occidentale.

Marx avait déjà remarqué cette différence (3),

qui invalide le célèbre schéma stalinien d'évolution historique en quatre stades. Ainsi, l'existence de grands domaines fonciers au dix-neuvième siècle, appelés « latifundia », ne peut pas être interprétée comme la survivance de grandes propriétés féodales, mais comme le produit de la décadence de l'empire ottoman, soumis aux effets dévastateurs du marché international à partir du dix-septième siècle, et de l'industrialisation croissante de leur économie. Les métayers grecs du Nouveau Monde, inflation aggravant le déficit de la balance commerciale de l'empire, puisque l'impôt était prélevé en argent (et non en nature).

La seconde rectification proposée par K. Vergopoulos a pour objet la forme et la fonction de la rente foncière capitaliste. Celle-ci est, en général, considérée comme un rapport social de distribution caractéristique du mode de production capitaliste. Pour Kostas Vergopoulos,

Par JEAN POUTGE

l'appropriation privée de cette rente foncière ne serait caractéristique que d'un stade particulier du capitalisme, celui qui suit la phase d'accumulation primitive et qui précède le stade qu'on peut caractériser aussi bien comme celui des monopoles que celui de l'impérialisme. A ce dernier stade, la rente foncière ne serait pas appropriée par une classe particulière de propriétaires fonciers capitalistes mais serait socialisée par l'intermédiaire de l'Etat et transférée par ce dernier au capital industriel privé : « Le capitalisme a déjà nationalisé l'agriculture sans le dire. Les paysans travaillant sur les champs doivent être considérés comme des salariés aux pièces ou à domicile non pas de tel ou tel patron particulier mais de l'ensemble impersonnel du système capitaliste en tant que tel. » Cela ne signifie pas que l'Etat n'intervienne que lors de la troisième étape, loin de là. Mais les formes et les effets de son intervention sont chaque fois caractérisés. Une même apparence, la présence massive de la petite production marchande, neval donc en fait, suivant les périodes historiques considérées, à des rapports sociaux de natures extrêmement différentes.

Le Capitalisme difforme et la Nouvelle Question agraire propose une lecture de l'histoire moderne de la Grèce à travers ces deux rectifications. Il montre comment les autres interprétations qui ont été proposées sont faussées par un point de vue occidental-centrique, parce qu'elles voulaient à tout prix retrouver une féodalité en Grèce (première rectification) ou bien faire de la paysannerie une classe réactionnaire, parce qu'archaïque et condamnée (deuxième rectification). C'est dire que cet ouvrage ne manquera pas de provoquer des critiques passionnées.

Leur enjeu sera vraisemblablement l'interprétation à donner à la rente foncière capitaliste. En effet, dans certaines formulations, peut-être un peu rapides, K. Vergopoulos ne s'empêche pas de dire que le nouveau régime de l'agriculture familiale permet au capital industriel de supprimer l'appropriation du profit que constitue la rente foncière. Peut-on dire pour autant que le rapport social de distribution appelé rente foncière a disparu ? La terre continue, en effet, à avoir un prix, ce qui, suivant une formule célèbre, est aussi irrational que pour un logarithme d'avoir une couleur jaune. Quantitativement, le profit capitaliste se partage en profit d'entreprise, intérêt et rente foncière capitaliste. Mais, de même que le taux d'intérêt peut être très faible et, à la limite, s'annuler sans que le rapport social du capital porteur d'intérêt disparaisse, de même on peut imaginer que, dans le rapport de forces entre les propriétaires fonciers et les industriels, ces derniers prennent le dessus sans que disparaissent pour autant le monopole privé du sol. Le passage d'un stade du capitalisme à l'autre ne consiste alors pas en une suppression de la rente foncière mais en un changement de la forme de son appropriation, qui, de privée, devient collective. Dans le premier stade du capitalisme, les mécanismes des prix de production et des monopoles permettent à une branche particulière, l'agriculture, d'échapper à la péréquation des taux de profit et de retenir par devers elle une part substantielle de la plus-value sous forme de rente foncière capitaliste. Dans le second stade, c'est l'impôt, le crédit et la politique publique des prix et de la commercialisation qui assurent non pas une rétention de plus-value, mais, au contraire, son transfert aux autres branches industrielles (et en particulier aux industries agro-alimentaires).

Le moindre paradoxe n'est sans doute pas que, à propos d'une question qui, apparemment, est aussi ancienne, technique et particulière que la question agraire, Kostas Vergopoulos soit conduit à aborder des problèmes aussi brûlants, politiques et généraux que la nature et le rôle de l'Etat dans les sociétés contemporaines. La transition au deuxième stade du capitalisme met en place une machine sociale capitaliste de caractère impersonnel. Ce mécanisme n'est pas doté d'une dynamique d'homogénéisation. Il reproduit et approfondit la tension de ses hétérogénéités et de ses différences, pour en faire le moteur de son auto-développement.

(1) Kostas Vergopoulos, Le Capitalisme difforme et la Nouvelle Question agraire : l'exemple de la Grèce moderne ; présentation de Samir Amin ; François Maspero, Paris, 1976, 211 pages, 22 F.

(2) Samir Amin, Kostas Vergopoulos, La Question paysanne et le Capitalisme, Anthropos, Idop, Paris, 1977, 228 pages, 42 F.

(3) Cf. la lettre de Marx à Engels du 2 juin 1853, par exemple.

RETEND PAS
Indépendance

PTA
RE
HIVES



سكائن الرمال

PRÉTEND PAS SE POSER EN MODÈLE

Indépendance nationale et souveraineté économique

Par ERIC VIGNE

DEPUIS le VII^e congrès du Parti du travail, en novembre 1976, la République populaire socialiste d'Albanie (R.P.S.A.) s'est engagée dans la réalisation de son septième plan quinquennal (1976-1980).

Les grandes orientations visent « à poursuivre à des rythmes rapides l'édification socialiste du pays en vue d'en faire un pays industriel-agricole, doté d'une industrie et d'une agriculture avancées, conformément aux principes de l'appui sur ses propres forces et du renforcement de l'indépendance économique du pays ». D'autre part, les rapports de production doivent être améliorés, et les différences entre la ville et la campagne réduites « par le développement de la lutte de classe et la mobilisation du peuple sous la direction du parti ».

Toutefois, le contexte international de crise économique et politique n'est pas oublié, et, depuis quelques mois, le Parti du travail mène une intense campagne d'explication, auprès des travailleurs, à propos du « brutal ancrissement impérialiste et révisionniste, et de la pression de la crise économique et financière du monde capitaliste et révisionniste ».

De fait, cette crise a lourdement pesé sur le commerce extérieur de la R.P.S.A., par la nette dévalorisation des termes de l'échange qui s'en est suivie (1). Il convient, d'autre part, d'y ajouter les effets du refus des États-Unis, puis du gouvernement soviétique (depuis que ce dernier a rompu avec l'Albanie socialiste), d'autoriser le commerce avec l'Albanie. Les effets de ce blocus sont, aujourd'hui encore, très réels : en retard, du jour au lendemain, son aide économique et financière à Tirana en novembre 1981, l'U.R.S.S. a délibérément retardé de dix ans la réalisation des grands projets d'industrialisation, à commencer par le

combinat métallurgique d'Elbasan, un des plus grands combinats actuellement en service en Europe, qui doit permettre, dans les cinq ans à venir, à l'Albanie de produire la fonte, le nickel, le cobalt et les aciers de haute qualité nécessaires à son développement.

Aujourd'hui, les communistes albanais font du principe « compter sur ses propres forces » l'axe d'une politique visant à sauvegarder l'indépendance économique et politique du pays. Ce qui n'implique pas l'autarcie et « n'exclut pas l'aide internationale du prolétariat, des révolutionnaires et des pays socialistes. Toutefois, au début de sa grande importance, le facteur extérieur — la solidarité et l'aide internationale — est un élément auxiliaire et non le facteur déterminant » (2).

Fondement du nouveau plan quinquennal, ce principe est pleinement observé, aux yeux des dirigeants albanais, « lorsqu'un collectif ou une personne en particulier accomplit ou suraccroît les tâches qui lui sont assignées, sans demander de moyens supplémentaires à l'État et à la société ». Le P.T.A. considère qu'il y a donc nécessité, pour les masses, de comprendre clairement la situation créée par le blocus impérialiste et révisionniste, afin que cessent les tendances, apparues lors du V^e plan quinquennal, à « planifier la production au-dessous des possibilités réelles, à réclamer des investissements et des produits à importer au-delà des possibilités du pays, à courir dans la réalisation des normes après la quantité aux dépens de la qualité ou à gaspiller carburants et matières premières ».

D'autre part, le P.T.A. entend développer la plus possible l'initiative populaire et le contrôle ouvrier et paysan dans les entreprises. Les dirigeants albanais se sont attachés à souligner, au dernier congrès

du parti, les diverses insuffisances qui avaient marqué la réalisation du plan précédent : « Inutilités et faiblesses dans la direction, attitudes et pratiques bureaucratiques et libérales, conceptions technocratiques et intellectuelles » (3). Le P.T.A. a décidé à combattre politiquement ces défauts (4), à se combiner, dans l'élaboration de l'adul plan, la centralisation nécessaire à la détermination à l'échelon national des grandes orientations préliminaires, et la démocratie de base dans chaque unité de production : là, les collectifs ouviens et paysans ont discuté les propositions centrales qui leur étaient faites, sur la base de leur propre expérience passée, ils ont fixé eux-mêmes leurs normes productives annuelles pour les cinq ans à venir.

Il s'agit, dans le domaine agricole, d'assurer la satisfaction définitive des besoins nationaux en céréales panifiables — objectif réalisé, puisqu'il a été atteint pour la première fois en 1976. D'autre part, l'élevage et les grandes cultures industrielles devaient connaître des hausses de production sensibles (30 à 40 % en moyenne selon les produits ou les cheptels). Par ailleurs, les grands axes de développement de l'agriculture nouvelle demeurent : mécanisation poussée de l'agriculture et augmentation des surfaces irriguées et de la consommation nationale d'engrais chimiques.

Pour leur part, les industries d'extraction et de transformation connaîtront un développement prioritaire et combiné afin d'autoriser un réajustement des exportations : en 1980, ces dernières devraient être assurées à 80 % par des matières premières enrichies ou traitées en Albanie même. Entre-temps, les importations de

produits mécaniques et de certains biens de production pourraient être sensiblement réduites avec l'objectif de produire dans le pays plus de 90 % des pièces détachées nécessaires aux grands équipements en cours d'aménagement (5).

Le développement des forces productrices devrait s'accompagner d'une amélioration des rapports de production. En appelant ouvriers et paysans à suivre les meilleurs exemples de production et de productivité, le P.T.A. les incite, en fait, à renforcer leur contrôle sur la gestion des entreprises et à développer leur lutte contre le taylorisme par la multiplication de leurs propres innovations qui, dans de nombreux cas, ont déjà permis d'améliorer les processus de production tout en économisant les matières premières (6). Ce renforcement du rôle de direction politique de la classe ouvrière dans les usines au niveau de la gestion et de la production est, aux yeux des dirigeants

albanais, la condition indispensable à la réalisation du VII^e plan (7).

On dit en Albanie que la politique est l'« expression concentrée de l'économie » : il semble bien en tout cas qu'une réelle unité populaire se soit manifestée dans les usines, les coopératives et les fermes d'État, lors de la discussion de l'article 28 de la nouvelle Constitution stipulant qu'en R.P.S.A., « l'outil de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou en participation avec des monopoles et des États capitalistes et révisionnistes, et l'acceptation de crédit de ces derniers sont interdits ». Pour le Parti du travail d'Albanie, cette volonté de sauvegarder l'indépendance nationale en préservant la souveraineté économique est, aujourd'hui, une des raisons du développement de ses liens avec les pays en voie de développement.

(1) L'augmentation générale des prix à l'importation (les notamment des biens de production) a fortement affecté la répartition du revenu national albanais : pour maintenir sa politique stabilisée des prix intérieurs à la production et à la consommation, la R.P.S.A. a dû consacrer à l'acquisition de sa balance des comptes des revenus primitivement réservés à la reproduction élargie.

(2) Le P.T.A. bénéficie d'une aide importante de la Chine sous forme de crédits à long terme sans intérêts ou de participation commune à la réalisation de grands complexes, comme celui d'Elbasan. D'autre part, elle exporte vers une quarantaine de pays (dont la France) des minerais (cuivre, chrome, ferro-nickel), des produits finis, textiles et alimentaires. L'exportation est uniquement vers la Yougoslavie voisine.

(3) Ces insuffisances expliquent, avec le poids de la crise internationale, que l'augmentation du produit social n'ait été que de 17 % au lieu de 24 %. Toutefois, le revenu réel par habitant a progressé, comme prévu, de 14,5 %.

(4) Le Monde diplomatique de décembre 1976.

(5) Il s'agit essentiellement de la raffinerie ultra-moderne de Ballsh et de l'hydrocentrale de Peshkopi.

(6) Une des réalisations récentes de ce type est la construction, par les ouvriers avec l'aide de microprogrès de Korçë, d'une presse dont la conception nouvelle permet une fabrication améliorée d'instruments de haute précision ainsi qu'une rentabilité supérieure du processus de production.

(7) L'augmentation de la production nationale devra répondre à une poussée démographique qui demeure parmi les plus importantes d'Europe (le taux de natalité est de trente pour mille). Si l'Albanie a pu, jusqu'ici, maintenir une politique nataliste (population de 2,4 millions d'habitants) grâce à une croissance annuelle du revenu national de 8 à 9 %, elle devra néanmoins créer, d'ici à 1980, deux cent vingt-cinq mille nouveaux emplois pour les jeunes travailleurs (Agence télégraphique albanaise, bulletin quotidien du 26 mai 1977).

LE P.T.A. OUVRE SES ARCHIVES

À célébration, voilà quelques mois, du trente-cinquième anniversaire de la fondation du Parti communiste d'Albanie, le 8 novembre 1941, a été l'occasion pour les dirigeants albanais de rappeler l'importance qu'ils attachent, aujourd'hui encore, à la lutte antifasciste de libération nationale qu'ils menèrent de 1941 à 1944. Cette lutte, en effet, « ne fut pas seulement une lutte contre les occupants pour la libération, mais aussi une véritable révolution populaire qu'organisa et conduisit le parti communiste » (1).

Dès sa création, le parti communiste (aujourd'hui parti du travail) s'appuyait sur l'esprit de résistance populaire à la politique de fascisation de l'occupant italien, pour organiser l'unité des ouvriers, paysans et éléments patriotes sur le mot d'ordre : « Une Albanie libre, indivisible, indépendante et démocratique ». Pour concrétiser cette union, le Front de libération nationale constituait des conseils de libération dans les zones qu'il contrôlait. Ces conseils détruisaient l'appareil d'État structuré par l'occupant, qui reposait sur la collaboration des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore. Parce que « la réaction n'était qu'une partie du front hitlérien, maintenue sur pied principalement grâce au concours des occupants », en dirigeant leurs coups contre l'occupant fasciste italien, puis allemand, les partisans albanais frappaient indirectement les classes exploitatrices collaboratrices.

La chance du P.C.A. fut l'insuccès de la bourgeoisie albanaise à organiser une force politique autonome. Aussi « l'Albanie fut-elle le seul pays européen où le front commun antifasciste fut un rassemblement populaire à la base, sans autre parti que le P.C.A., qui a forgé et dirigé cette union ».

Toutefois, l'occupant nazi tenta d'opposer au P.C.A. d'autres organisations comme le Balli Kombëtar d'abord, puis le Legatit — organisation mise sur pied en collaboration avec les services secrets britanniques. Churchill voyant dès 1943 dans l'Albanie une marche-frontière de la Grèce, ces tentatives échouèrent devant la tactique adoptée par le P.C. à l'égard de ces organisations : non pas l'attaque frontale, mais la négociation publique, afin de les amener à se démasquer par leur refus de combattre l'occupant : tactique payante, à lire les archives de cette époque du comité central du P.C. (2). Les communistes albanais furent donc les seuls, en Europe, à libérer sans aucune force étrangère leur pays. De plus, ils libérèrent les partisans yougoslaves à libérer le Kosovo.

À cette époque, les rapports entre le P.C.A. et le parti communiste yougoslave, qui avait servi de relais, en 1941, pour établir les liens entre le P.C.A. et le Komintern,

étaient bons. Les premières divergences apparurent à la fin de 1944. Divergences politiques d'abord, en 1948 : à la différence du P.C.Y., les communistes albanais refusèrent de se fonder dans le Front de libération nationale et tentèrent d'affirmer, dans les alliances de classes, la primauté politique du prolétariat, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation. Divergences nationales ensuite : l'Albanie refusait son annexion à la Yougoslavie, sous prétexte d'unification des plans quinquennaux, de fusion des États-majors ou d'édification de trusts mixtes. La rupture intervenue en 1948 ne se fit pas sans problèmes : les Yougoslaves avaient organisé, au sein du P.C.A., une puissante fraction favorable à leurs thèses. Pour sa part, Tito se heurta à l'opposition — non signalée par M. Djilas quand il expliqua, dans son Congrès du prolétariat, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation. Divergences nationales ensuite : l'Albanie refusait son annexion à la Yougoslavie, sous prétexte d'unification des plans quinquennaux, de fusion des États-majors ou d'édification de trusts mixtes. La rupture intervenue en 1948 ne se fit pas sans problèmes : les Yougoslaves avaient organisé, au sein du P.C.A., une puissante fraction favorable à leurs thèses. Pour sa part, Tito se heurta à l'opposition — non signalée par M. Djilas quand il expliqua, dans son Congrès du prolétariat, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation. Divergences nationales ensuite : l'Albanie refusait son annexion à la Yougoslavie, sous prétexte d'unification des plans quinquennaux, de fusion des États-majors ou d'édification de trusts mixtes. La rupture intervenue en 1948 ne se fit pas sans problèmes : les Yougoslaves avaient organisé, au sein du P.C.A., une puissante fraction favorable à leurs thèses. Pour sa part, Tito se heurta à l'opposition — non signalée par M. Djilas quand il expliqua, dans son Congrès du prolétariat, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation. Divergences nationales ensuite : l'Albanie refusait son annexion à la Yougoslavie, sous prétexte d'unification des plans quinquennaux, de fusion des États-majors ou d'édification de trusts mixtes. La rupture intervenue en 1948 ne se fit pas sans problèmes : les Yougoslaves avaient organisé, au sein du P.C.A., une puissante fraction favorable à leurs thèses. Pour sa part, Tito se heurta à l'opposition — non signalée par M. Djilas quand il expliqua, dans son Congrès du prolétariat, allié aux paysans pauvres, sur le reste de la nation.

Douze ans plus tard, Khrouchtchev recourait aux mêmes pressions (constitution au sein du parti d'une fraction khrouchtchevienne, appel à la subversion de l'armée albanaise, chantage à la cessation des livraisons militaires et économiques). Il s'agissait alors de faire céder le P.T.A. qui refusait de condamner les communistes chinois à la conférence de Bucarest (juin 1960), en même temps qu'il rejetait les propositions soviétiques visant à faire de l'Albanie le « verger » du Comecon, dépendant de l'U.R.S.S. pour tous ses besoins industriels. Dans le discours (publié par Tirana seulement dix ans plus tard) qu'il prononça à la conférence des P.C. de Moscou, en novembre 1960, M. Enver Hodja révélait ces pressions soviétiques, afin de « mettre un terme aux manifestations négatives qui affaiblissent le mouvement communiste international » et dans l'espoir que les Soviétiques prendraient « nos critiques dans leur véritable sens » : elles sont sévères mais franches et cordiales » (3). Le P.T.A. espérait préserver la cohésion des P.C. européens : les textes officiels de cette époque célèbrent l'unité du mouvement communiste international, alors que l'analyse de la politique khrouchtchevienne, pour l'essentiel, est déjà faite (une politique « révisionniste ») dans les messages et séminaires secrets qu'échangeaient les dirigeants albanais (4).

La rupture vint des Soviétiques, en octobre 1961, quand ils déclarèrent la politique ouverte avec le P.C.A. A l'occasion de ces deux ruptures, le P.T.A. avait affirmé sa volonté de s'en tenir au principe : « Compter sur ses propres forces ». Aujourd'hui encore, ce principe est appliqué. D'autant qu'il s'agit d'édifier le socialisme (donc, aux yeux des dirigeants albanais, une économie à prix stables) dans le contexte de l'initiation mondiale des économies capitalistes de l'Ouest et de l'Est (5). Toutefois, ce principe n'est pas seulement un principe économique Fon-

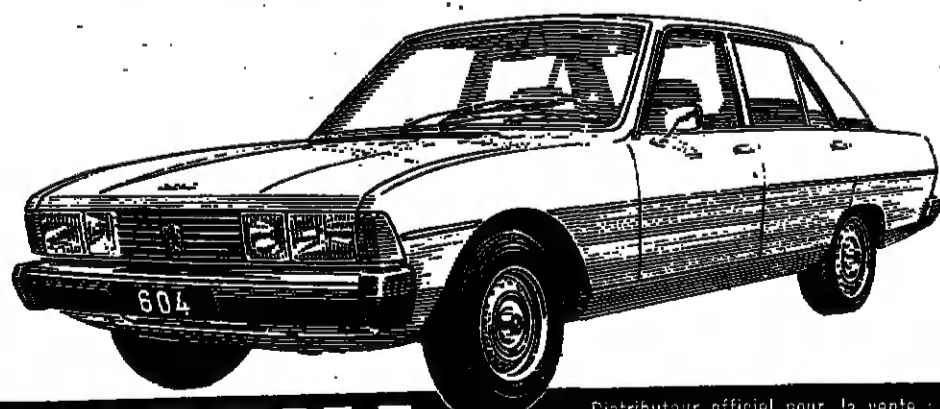
dement de l'édification socialiste, il est aussi l'élément moteur de la politique de la santé, comme le soulignent M. et A. Béhar. Dans la préface à leur ouvrage (6), le professeur Militez définit ce principe : « Le peuple albanais est le seul au monde, que je connaisse personnellement, capable, sans aucun esprit partisan, de se débarrasser de toutes les influences étrangères et susceptible, par ailleurs, d'accepter et d'intégrer toutes les découvertes scientifiques qui lui paraissent utiles ».

La politique de la santé repose, en Albanie, sur la prophylaxie, sur une véritable politique alimentaire (7) et sur une ergonomie qui est l'œuvre des travailleurs des usines et des travailleurs de la santé. En liaison avec cette ergonomie, se déroule une importante lutte contre le taylorisme et ses rapports au travail, ses rapports au savoir ou son usage du temps. Particulièrement intéressantes à ce titre sont les pages que les auteurs consacrent à l'instauration de rapports nouveaux entre l'ouvrier et la machine dans le procès de production, tels qu'on peut les voir en Albanie dans les différentes usines (rotation des postes de travail, coopération, innovations technologiques des travailleurs). Il y a là incontestablement, pour M. et A. Béhar, « une médecine propre, exarçée par des médecins purs sous tous les plans, aidée par les travailleurs eux-mêmes, ce qui explique l'étonnante rapidité avec laquelle une médecine moderne et neuve a pu se développer dans un pays si longtemps contraint à lutter pour sa simple survie ».

E. V.

(1) Conférence nationale sur la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais. - Textes et contributions, Tirana, 1976, 210 pages, 10 F.
(2) La Lutte antifasciste de libération nationale. - Documents et contributions, Tirana, 1976, 359 pages, 28 F.
(3) Enver Hodja, Œuvres choisies, 1941-1960, deux volumes, Tirana, 1976, 906 pages et 925 pages, 26 F. chaque.
(4) La Grande Divergence. Nouveau Bureau d'édition, B.P. 97, 75003 Paris Cedex 14, 1976, 308 pages, 37 F. Les textes du P.T.A. de 1961 viennent d'autre part, de faire l'objet d'un numéro spécial de la revue du C.C. DTPA, Albanie d'aujourd'hui (en langue française).
(5) Enver Hodja, Rapport au septième congrès du P.T.A., N.S.S. 1976, 208 pages, 13 F. ; Mehmet Shkupi, Rapport sur le septième plan quinquennal, 1976-1980, Paris, 1976, 5 F. ; Aristotel Pano, L'inflation, maladie chronique du monde capitaliste, C.E.D.A.S. Paris, 1976, 60 pages, 6 F. Ces deux derniers ouvrages sont diffusés par les éditions N. Bédune, 76, bd Saint-Michel, 75006 Paris.
(6) Docteurs M. et A. Béhar, Santé publique et médecine préventive en Albanie, A.F.A. Nouveau Bureau d'édition, Paris, 1976, 190 pages, 21 F.
(7) C. Rognant-Roger, La Politique alimentaire de la R.P.S.A., publications de l'université de Paris-I — I.S.O.S., Paris, 1976, 209 pages — exemplaire dactylographié.

automobiles
PEUGEOT



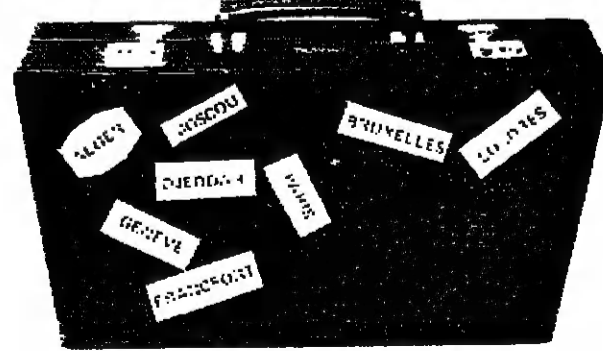
SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
et des Organisations Internationales
• aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426

**Air Algérie vous transporte
au carrefour
des nouveaux échanges.**



Nous vous offrons comme cela
près de 25 pays et de 50 escales.
Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure.
Pour y aller conclure vos marchés.
A partir de Londres, Paris,
Francfort, Bruxelles, Prague,
Genève ou Moscou. Vite. Confortablement.
Au rythme de vos affaires.



الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

Après un an et demi de combats

Le « sommet » de l'O.U.A., qui s'est tenu à Libreville au début de juillet, n'a réglé aucun des conflits qui opposent plusieurs Etats africains. En revanche, il a souligné le nombre croissant des différends frontaliers dont l'existence porte atteinte à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, principe constitutif de l'organisation. C'est à travers les modalités de la décolonisation du Sahara - espagnol - que, pour la première fois en 1975, deux Etats, le Maroc et la Mauritanie, ont réussi à exprimer et à satisfaire des revendications territoriales sur la base d'arguments « historiques ».

Ce règlement de fait, refusé par les populations concernées, générateur d'un conflit lourd de répercussions politiques dans la région, apparaît désormais comme la première des opérations de remise en cause généralisée des frontières africaines. En annonçant pour le mois d'octobre la tenue d'un « sommet » extraordinaire réservé à l'examen de la question du Sahara occidental, les Etats africains, dans leur majorité, montrent qu'ils en sont désormais conscients.

A l'origine, le départ de la puissance coloniale administrante, l'Espagne, ne soulevait pas de difficultés majeures dans son principe. Elle avait été invitée, dès 1965, à quitter le territoire et régulièrement convoquée, depuis lors, à s'exécuter, à la fois par l'ONU (1) et par l'O.U.A. (2). La procédure retenue était celle de l'autodétermination des populations sous contrôle de l'ONU. Sur cette base anti-colonialiste, existait une unanimité dans les instances internationales et chez les pays voisins : Maroc, Mauritanie, Algérie, au moins jusqu'à la fin de l'année 1973 (3). Certes, l'Espagne ne se montrait guère pressée, ni toujours de très bonne volonté ; Franco s'attachait à garantir les intérêts espagnols dans la région par le biais d'un néo-colonialisme judiciaire : octroi d'un statut d'autonomie interne en septembre 1973, aménagement progressif d'une autodétermination qui prése-

rait l'influence de la métropole. Il y avait là une ligne conduite éprouvée, et le colonialisme européen, finissant, n'en connaissait pas d'autres. Mais cette procédure ne sera pas menée à terme. En 1974, le Maroc rompt le front anticolonialiste, antenne seul et pour son propre compte une campagne diplomatique contre l'Espagne, déviant ainsi ses visées annexonistes.

Ce changement d'attitude signifie que, désormais, l'ancien colonisateur espagnol n'est plus le défenseur privilégié des intérêts occidentaux dans la région (4), et qu'il est remplacé, dans ce rôle, par un Etat chrétien puissant et étendu. Cette nouvelle stratégie a été partiellement révélée par les déclarations de M. Kissinger au Congrès, en février 1975, transmises par une indiscretion au New York Times (5).

En juillet 1974, Hassan II adresse un message au général Franco pour le mettre en garde contre « toute action unilatérale entreprise par l'Espagne au Sahara qu'elle administre », situation à l'application du statut interne au Sahara occidental. Mais il s'agit vraisemblablement d'un prétexte, car le statut a été annoncé en septembre 1973 et se réfère explicitement au droit à l'autodétermination des habitants du territoire (6). En réalité, déçu par les résolutions du conseil des ministres de l'O.U.A. réunis à Mogadiscio un mois plus tôt (7), le souverain marocain saisi l'occasion de la maladie de Franco, qu'il croit mourant, pour engager l'action. Hassan II appelle, d'une part, à la guerre : « Quand il s'agit du territoire national et de son intégrité, tous les Marocains se dressent comme un seul homme pour libérer leur territoire » (8) et, de l'autre, à la conciliation, en rappelant les propositions qu'il avait faites au général Franco de concéder des bases militaires à l'Espagne et de créer avec elle des sociétés mixtes d'exploitation au commun des richesses « du sol et de la mer ».

Les initiatives de Rabat

Cette action diplomatique est complétée par de nombreuses missions d'information auprès de l'Egypte (9), de la Tunisie, de l'O.L.P., du Sénégal et des pays européens (Allemagne de l'Ouest, Belgique, Pays-Bas, Italie)... Dans toutes les conversations, les émissaires marocains se placent à souligner l'importance du soutien que la France accorde à la position de leur pays et à l'action décisive qu'il entreprend « pour libérer son territoire ».

En effet, dès le 26 juillet, le premier ministre marocain, M. Osman, a été reçu à l'Elysée. Il fait état d'une parfaite compréhension par la France des revendications marocaines. « M. Giscard d'Estaing connaît bien le dossier. Rien de notre entente, nous avons déployé une carte et nous avons examiné le problème sous tous ses angles », dira-t-il au cours de sa conférence de presse. Il ajouta aussi : « Nous souhaitons que se renforcent les liens et que s'élargisse la coopération entre les deux pays. Nous sommes en plein décollage. Nous considérons que la France est un partenaire privilégié. Après les entretiens que j'ai eu aujourd'hui avec le président de la République (10) et le premier ministre français (11), je pense que ces espoirs sont partagés par la France. Cette coopération ne devrait pas se limiter aux problèmes économiques mais aussi à la concertation internationale ».

Le 1^{er} août suivant, la visite de M. Sauvagnargues, en principe motivée par le règlement de l'indemnisation par le Maroc des agriculteurs français nationalisés, scelle une entente sur tous les plans, comme le montrent les propos du ministre français des affaires étrangères : « Les préoccupations d'une nation amie comme le Maroc sont prises en très sérieuse considération... J'ai écouté les propos marocains sur le Sahara occidental avec beaucoup de compréhension et de sympathie. La France n'est pas en mesure d'intervenir directement mais tout dépend de ce que le Maroc attend d'elle ».

Le Maroc poursuit sa stratégie, réclamant de tous côtés une aide concrète,

principalement auprès de la nation arabe (12), multipliant les déclarations belliqueuses (13) contre l'Espagne, toujours présentée comme le principal soutien des intérêts étrangers dans la région, alors que tout indique que le Maroc en assume désormais la défense. En fait, le changement à la guerre ne spécifie que sur la mort de Franco, auquel devrait succéder une équipe plus compréhensive pour le rôle dévolu au Maroc.

Mais Franco ne disparaît pas l'année suivante, et, lui vivant, l'Espagne ne modifie en rien sa position sur le Sahara occidental, qui demeure : « Autodétermination du peuple sahraoui suivant la décision des Nations unies ». Hassan II ne peut véritablement engager la guerre, qu'il a pourtant annoncée à grand fracas. Il lui faut trouver une solution d'attente honorable. Ce retournement va s'effectuer en trois étapes : l'appel à la Cour internationale de justice de La Haye, le 15 septembre ; une entente durable avec la Mauritanie, début octobre, le « sommet » arabe, à la fin du mois même.

L'appel à la Cour de La Haye reculait l'orgueilisme le plus compétent, l'Assemblée de l'ONU, et les décisions déjà prises. Quant au résultat de la consultation et à son application, il ne faisait aucun doute, après l'affirmation par le roi Hassan II, dès le 20 août 1974, qu'il rejetterait le principe même de l'autodétermination sauf si le choix proposé au peuple sahraoui était entre le maintien sous la tutelle espagnole et le retour à la mère patrie. Le rapprochement avec la Mauritanie, effectué officiellement après les déclarations marocaines à l'ONU au mois de septembre, incluait un plan de partage du Sahara occidental dont les modalités étaient maintenues secrètes, peut-être négocié par l'intermédiaire du président Mubarak, qualifié par le chef de la diplomatie mauritanienne de « fidèle allié de la Mauritanie » lors de son voyage à Kinshasa, fin août. Les deux Etats, le Maroc et la Mauritanie, étaient désormais liés.

Au « sommet » arabe, le sentiment dominant fut le soulagement d'avoir évité la création d'un foyer de tension créé et

LA STRATÉGIE DU FRONT POLISARIO

alimenté par des intérêts extérieurs au Maghreb. L'Algérie y était particulièrement sensible. Jusqu'à là, elle avait peu réagi, se contentant de souligner que « le Sahara sous domination espagnole ne devrait, en aucune manière, constituer la pomme de discorde entre les Etats limitrophes » (14). Avec cette attitude, l'Algérie s'engageait dans la voie périlleuse de « tout plutôt qu'une guerre dans

Par RAOUX WEEKSTEEN

la région », qui donnera pendant un temps un caractère confus à ses positions. Dans son discours au « sommet » arabe, le président Boumedienne affirmait d'abord son sentiment anticolonialiste (15) : « C'est un problème de sécurité, il y a la colonisation aux frontières de mon pays. Comment pourrais-je parler du colonialisme en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, et me taire à propos du Sahara ? » Il exprimait ensuite son souci d'éviter un conflit dans la région : « Si une guerre venait à éclater entre le Maroc et l'Espagne, cette guerre aurait inévitablement des répercussions sur toute la région » ; et plus loin : « Qu'il soit clair, car ce point doit être clair et pour qu'il n'y ait plus aucune ambiguïté, que je tiens beaucoup à nos relations avec le Maroc, avec la Mauritanie et avec nos frères voisins de l'Algérie, car il ne nous est pas possible de progresser, de construire notre pays, de vaincre les problèmes du sous-développement sans la stabilité, sans la sécurité, sans la paix dans la région ». Enfin, au prix de cette paix, il semblait accepter tout mode de règlement de la question, y compris un partage éventuel : « Si les frères présidents et roi consacrent cette formule pour l'attente entre les deux pays et en tout état de cause pour entamer la libération et la délimitation de ce qui sera la zone marocaine et ce qui sera la zone mauritanienne, je serai alors parmi ceux qui consacrent cette formule ». En marge du « sommet » et dans le souci de maintenir la question du Sahara « espagnol » dans le cadre d'un problème régional de décolonisation, des solutions sont évoquées auxquelles l'Algérie aurait souscrit. Mais aucune ne reçoit d'écho. Dans les conversations avec les conseillers d'Hassan II, ni la possibilité d'un soutien du Maroc à la lutte des populations du Sahara occidental contre le colonialisme espagnol ni l'éventualité d'une négociation avec l'ensemble de la population sahraoui qui déboucherait sur le rattachement au Maroc ou sur la création d'un Etat indépendant sous influence marocaine ne soulèvent le moindre intérêt.

L'Algérie est vite convaincue que ses tentatives de conciliation (16) n'ont guère de sens face à un plan de remise en cause de l'ensemble des données géopolitiques au Maghreb. C'est sans illusion que l'Algérie voit ensuite le Maroc repêcher sa manœuvre diplomatique de 1974, cette fois, l'agonie de Franco va permettre le succès en novembre 1975 (17). Certes qu'elle ne pourra éviter la création d'un foyer de tension dans la région, l'Algérie jette les bases de sa stratégie à la Haye, son influence en Espagne, ses relations étroites avec la Mauritanie, son poids à l'ONU, en Afrique, parmi les non-alignés...

Elle perd néanmoins, sans avoir cédé sur le principe de l'autodétermination et sans avoir cessé de lutter pour maintenir la question et son règlement éventuel au plan régional, ce qui lui vaut toutes les accusations d'hégémonie. En décembre 1975, la petite phrase d'Hassan II (« J'attends que l'Algérie me fasse la guerre ») montre que la totalité du plan prévu au départ n'est pas réalisée. La fin de l'année 1975 voit la mise en application de la politique du Maroc, de la Mauritanie et de l'Espagne au Sahara occidental. Elle va être confrontée à une force jusque-là sous-estimée : la volonté des Sahraouis et leur expression politique : le Front Polisario.

Dès le début de l'invasion du Sahara occidental, encore « espagnol », en no-

vembre 1975, les troupes marocaines se heurtent à une résistance acharnée. Leur manœuvre stratégique, qui consistait à occuper la Seguiet-el-Hamra d'ouest en est, n'empêchait pas les habitants des villes et les nomades, pris à revers, de s'échapper par le sud à travers le désert. Le Front Polisario, en réussissant à encadrer et à décapiter cet exode, montrait que ses structures, jusque-là clandestines, étaient solides et qu'il détenait seul le contrôle de la population sahraoui. Aussi la plupart des élus de la Djema, assemblée de notables mise en place par l'Espagne, se ralliaient rapidement au Front Polisario pour ne pas perdre toute représentativité (18). Prés d'un mois après le Maroc, la Mauritanie entraînait en guerre, comme à regret, en attaquant la ville de la Guéra le 10 dé-

L'aide algérienne aux Sahraouis

L'ALGERIE sortait lentement de l'expé-

lative et n'avait encore fourni que quelques moyens logistiques à l'évacuation (carburant, véhicules, climats, etc.), des secours d'urgence (couvertures, médicaments, produits d'alimentation), mais peu d'armement. Le convoi de vivres et de munitions fournis par l'Algérie aux combattants du Polisario attaqués par les Marocains, le 25 janvier 1976, dans la région d'Angila, ne constituait que l'un des premiers soutiens sérieux de l'Algérie aux Sahraouis. L'événement, présenté par les Marocains comme la preuve d'une agression caractérisée de la part de l'Algérie (20), montrait surtout l'énervement des militaires algériens et le refus catégorique du président Boumedienne de céder à la provocation en entraînant l'Algérie dans un conflit (21).

(1) 30 décembre 1966 : l'Assemblée générale de l'ONU adopte la première résolution pertinente du comité des Vingt-Quatre après que l'Espagne ait reconnu son droit à l'autodétermination. Elle a tenu la puissance administrative à arrêter la plus tôt possible, en concertation avec les populations de la population autochtones du Sahara espagnol et en consultation avec les gouvernements marocain et mauritanien et toutes autres parties intéressées, les modalités d'organisation d'un référendum qui sera tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations unies afin de permettre à la population autochtones du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

(2) 31 octobre-4 novembre 1966 : l'Assemblée générale de l'ONU adopte la deuxième résolution pertinente du comité des Vingt-Quatre. Elle a tenu la puissance administrative à arrêter la plus tôt possible, en concertation avec les populations de la population autochtones du Sahara espagnol et en consultation avec les gouvernements marocain et mauritanien et toutes autres parties intéressées, les modalités d'organisation d'un référendum qui sera tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations unies afin de permettre à la population autochtones du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

(3) 24 juillet 1974 : « sommet » d'Agadir, Algérie-Maroc-Mauritanie : « Les trois chefs d'Etat ont convenu une attention particulière à l'abolition de la colonisation du Sahara espagnol, ils ont réaffirmé leur engagement à respecter le principe de l'autodétermination et leur souci de veiller à l'application de ce principe dans un cadre qui garantisse aux habitants du Sahara l'expression libre et authentique de leur volonté conformément aux décisions du Comité des Vingt-Quatre ».

(4) Ce texte est : 1° stratégique (les bases américaines des îles Canaries à l'Est, les Palmes et une troisième base à l'ouest, la Grande-Charrie couvrant tout le trafic naval de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 2° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 3° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 4° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 5° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 6° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 7° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 8° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 9° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 10° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 11° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 12° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 13° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 14° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 15° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 16° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 17° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 18° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 19° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 20° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 21° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 22° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 23° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 24° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 25° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 26° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 27° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 28° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 29° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 30° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 31° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 32° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 33° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 34° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 35° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 36° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 37° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 38° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 39° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 40° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 41° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 42° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 43° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 44° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 45° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 46° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 47° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 48° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 49° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 50° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 51° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 52° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 53° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 54° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 55° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 56° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 57° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 58° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 59° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 60° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 61° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 62° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 63° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 64° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 65° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 66° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 67° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 68° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 69° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 70° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 71° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 72° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 73° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 74° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 75° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 76° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 77° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 78° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 79° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 80° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 81° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 82° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 83° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 84° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 85° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 86° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 87° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 88° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 89° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 90° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 91° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 92° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 93° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 94° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 95° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 96° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 97° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 98° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 99° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 100° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 101° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 102° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 103° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 104° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 105° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 106° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 107° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 108° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 109° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 110° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 111° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 112° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 113° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 114° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 115° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 116° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 117° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 118° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 119° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 120° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 121° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 122° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 123° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 124° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 125° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 126° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 127° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 128° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 129° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 130° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 131° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 132° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 133° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 134° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 135° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 136° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 137° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 138° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 139° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 140° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 141° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 142° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 143° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 144° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 145° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 146° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 147° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 148° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 149° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 150° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 151° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 152° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 153° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 154° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 155° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 156° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 157° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 158° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 159° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 160° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 161° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 162° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 163° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 164° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 165° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 166° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 167° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 168° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 169° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 170° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 171° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 172° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 173° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 174° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 175° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 176° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 177° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 178° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 179° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 180° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 181° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 182° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 183° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 184° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 185° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 186° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 187° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 188° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 189° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 190° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 191° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 192° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 193° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 194° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 195° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 196° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 197° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 198° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 199° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 200° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 201° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 202° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 203° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 204° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 205° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 206° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 207° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 208° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 209° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 210° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 211° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 212° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 213° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 214° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 215° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 216° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 217° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 218° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 219° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 220° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 221° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 222° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 223° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 224° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 225° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 226° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 227° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 228° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 229° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 230° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 231° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 232° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 233° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 234° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 235° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 236° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 237° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 238° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 239° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 240° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 241° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 242° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 243° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 244° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 245° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 246° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 247° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 248° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 249° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 250° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 251° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 252° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 253° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 254° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 255° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 256° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 257° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 258° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 259° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 260° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 261° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 262° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 263° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 264° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 265° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 266° économique (les phosphates et les ressources halieutiques ainsi que le pétrole, le fer et les autres minerais) ; 267° militaire (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 268° politique (la base de l'aviation de l'Afrique avec les îles Canaries) ; 269° culturelle (la base de l'aviation de l'Afrique avec les î

FACE A SES ADVERSAIRES DIRECTS ET A LEURS PROTECTEURS

niennes le plus souvent retranchées dans des postes dont certains intensités, furent rapidement abandonnées (22).

Les combattants sahraouis se réservaient le droit d'appréhender des actions de diversion en territoire ennemi ou des actes de sabotage pouvant atteindre son potentiel économique et militaire, soutenus par la sympathie diffuse dont ils disposent dans la population locale aussi bien en Mauritanie que dans le Sud marocain.

Après un an et demi de combats contre Marocains et Mauritaniens, tout montre que les Sahraouis ont l'intention de poursuivre : publication régulière de bulletins militaires, nombreux observateurs français et étrangers qui ont circulé au Sahara occidental, réalisation de films tournés en opération. Ils se sont emparés d'un matériel militaire considérable (23) et de plus de cinq cents prisonniers dont plusieurs officiers marocains et un pilote. Ils ont montré régulièrement capables d'attaquer profondément à l'intérieur de la Mauritanie (24) et dans tout le Sud marocain.

Le Maroc et la Mauritanie paraissent enlisés dans une « guerre du désert ». Pour eux, l'échec militaire tient soit au soutien considérable apporté par l'Algérie aux combattants sahraouis, soit à l'insuffisance des moyens technologiques utilisés. Aussi, leur analyse de l'évolution du conflit porte quelquefois sur le prix qu'il faudrait payer aux Algériens pour qu'ils retirent leur appui aux Sahraouis, et toujours sur la nécessité de « détruire » les bases arrière des combattants du Polisario en Algérie, impliquant une extension du conflit. Les autorités algériennes ne cachent pas qu'elles se soucient d'une attaque sur Tindouf, voire d'une guerre générale, bien qu'elles s'inquiètent davantage en réalité d'une action directe soutenue par l'étranger contre le gouvernement algérien. En effet, les Marocains, aidés dans une certaine mesure par les Mauritaniens, n'ont que le choix entre l'attaque d'un camp de réfugiés sahraouis qui les placerait en mauvaise position aux yeux de l'opinion internationale : une opération sur Tindouf qui exigerait des moyens considérables et comporterait des pertes sérieuses ; une offensive plus au nord, vers Fquig par exemple, en prenant la prétexte de la neutralisation des bases de départ sahraouis. Dans tous les cas, de telles actions risquent de déboucher, au moins du côté algérien, sur une guerre populaire (25) dont celle menée par les Sahraouis donne déjà une idée. Aussi, sans être totalement exclu, l'exercice du droit de suite par les Marocains et les Mauritaniens en territoire algérien est une décision difficile à prendre.

La tentation demeure aussi chez les

Marocains et les Mauritaniens de trouver les gadgets technologiques nécessaires à l'annihilation par un des guerilleros sahraouis, insaisissables et tenaces dans un milieu que l'on croyait facile à contrôler. Les combattants sahraouis étudient un matériel sophistiqué dont ils se sont emparés pour la première fois lors des dernières opérations contre les troupes marocaines à Bir-Lahou, fin mai 1977. Mais aucune technique ne peut permettre la surveillance étendue du sud du Maroc jusqu'au fond du Mali et toute infrastructure d'envoie ne donne des résultats qu'à des coûts prohibitifs.

Enfin les Sahraouis, en créant un gouvernement provisoire le 28 février 1976, combinent le vide constitutionnel qui aurait pu exister après le départ de l'Espagne. Le Polisario démontre aussi sa maturité et sa maîtrise politique en proclamant une Constitution en mai 1976 et en tenant en août son troisième congrès qui fixait, pour deux ans, la ligne politique, créait des institutions et un nouveau gouvernement. L'ensemble de la structure politique (le parti-Etat) (27) traduit une tentative de démocratie directe non sans analogie avec l'expérience libyenne. Mais si les « références idéologiques » sont plus claires et les situations au socialisme sont « rares et discrètes », cette formule politique constitue un effort de résistance à la conception d'un Etat « moderne » et centralisateur sur le modèle occidental (28).

Ainsi, à partir de 1976, la combativité sur le terrain, la représentativité populaire, la responsabilité politique du Polisario et du gouvernement en exil, vont redonner au problème sa pleine dimension locale.

Les responsables du Front Polisario ont, schématiquement, trois origines. Une partie vient d'un noyau de nationalistes du Sahara occidental (29), une autre est constituée d'étudiants sahraouis ayant fait leurs études à Rabat (30), enfin le reste est formé des opposants au régime mauritanien, issus soit de la Nahd (31), soit du mouvement lycéen des années 1971-1972 (32). Tous sont à la fois nationalistes, anti-impérialistes, révolutionnaires. Ainsi le premier secrétaire général du Polisario, El Ouali Mustapha El Seydi, avait, avant le Front, fait « Che Guevara » dans leurs premières éditions en arabe. Chez lui, la tendance internationaliste l'emportait : ce qui pourrait expliquer sa participation à l'opération de Nouakchott en juin 1976, dans laquelle il trouva la mort. Le congrès d'août 1976 semble avoir, au contraire, assuré la prééminence de responsables politiques « nationalistes » dont l'objectif préalable est d'arracher l'indépendance du Sahara occidental.

ses propos et ses prétentions, plus modérées aussi dans l'attitude à adopter à l'égard de tel ou tel problème.

Ainsi, le Front Polisario laisse à l'impératif le soin de mettre lui-même en question les régimes qu'il soutient et que la lutte menée par les Sahraouis ne peut qu'affaiblir. Si, dans ce processus, des possibilités de révolution au Maroc se laissent jour, ce serait l'affaire du peuple marocain. Même lorsque le Polisario accueille des militants du mouvement marxiste-léniniste marocain (36) à ses diverses commémorations, il ne saurait souscrire au rôle de « premier foyer révolutionnaire marocain » (en attendant que d'autres s'allument) que ce mouvement voudrait lui faire assumer. Le Front Polisario considère seulement que leur position constitue une progression très importante « par rapport à ce qui est appelé indolument l'opposition, au Maroc ».

« De notre point de vue, les oppositions — comme les mentalités ont aussi été colonisées. Il n'y a pas d'opposition, au Maroc ; elle a été démissionnée de son rôle pour entrer au gouvernement ; ce qui reste d'elle est soit clandestin, soit confiné dans l'armée pour être liquidé d'une manière ou d'une autre au Zaïre, au Sahara ou en Mauritanie. »

En définitive, si la lutte des Sahraouis a des incidences sur la situation politique marocaine, il ne s'agit que de contre-coups qui devraient provoquer un tel soulèvement populaire qu'aucun parti politique actuel ne serait en mesure de le contrôler ou de l'encadrer. Quant au régime mauritanien, il est pour le Front Polisario à la fois l'« otage » du Maroc et la « satellite » de la France. Ce sont donc ces deux pays qui décideront de son sort : « Le régime mauritanien est une carte politique très importante que détient le Maroc qui, dans la phase actuelle, est attaché à la survie de la Mauritanie », mais le remplacement du régime de M. Ould Daddah « constitue



de toute évidence la solution finale dont l'application est seulement retardée. Nous constatons seulement la manœuvre qui consiste à tenter de déplacer la guerre vers la Mauritanie en renforçant massivement la présence de troupes marocaines dans ce pays ; nous répondons en cherchant à atteindre encore davantage le Maroc ».

déclarations du gouvernement français sont tout à fait contradictoires : d'une part, reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ; d'autre part, une aide militaire, des avions, des conseillers à ceux contre lesquels il lutte. Il y a donc des hommes et des armes pour la Mauritanie et des déclarations de neutralité pour les Sahraouis. Quant à l'union de la gauche, son attitude est jugée un peu décevante. Plusieurs fois sollicitées de prendre nettement position en condamnant la politique menée par M. Giscard d'Estaing, dont on voit mal quels intérêts français il défend dans la région, les organisations politiques de gauche sont restées très prudentes jusqu'ici.

Les Sahraouis se plaisent à opposer cette attitude à celle de l'opposition espagnole, rappelant que le secrétaire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzalez, n'a pas hésité à se rendre en personne au Sahara occidental en novembre 1976 et à engager sa formation dans un soutien au Front Polisario et à la guerre de libération qu'il y mène. Apparemment, les intérêts espagnols au Maghreb ne semblent guère en souffrir.

RAOUL WEEKSTEEN.

Des nationalistes réalistes

ILS sont fiers d'avoir en si peu de temps « résolu » tous les problèmes de la région : celui de l'avenir du peuple marocain, du peuple sahraoui « et même d'avoir » redonné à la substance à la révolution algérienne ». Mais ils connaissent parfaitement le danger qu'il y a pour eux à sortir du cadre de l'autodétermination du territoire du Sahara occidental. Face aux affirmations d'Hassan II, qui a toujours déclaré impossible une consultation de la population sahraoui, et à celles du président Mokhtar Ould Daddah, qui ne voit en eux que des « mercenaires à la solde de l'Algérie », la revendication de l'autodétermination du peuple sahraoui sous contrainte internationale, après le départ officiel de l'Espagne, reste une exigence fondamentale (33). Certes, une consultation devient chaque jour plus difficile quand on sait que, à l'occasion des opérations réelles par les Sahraouis dans le Sud marocain, des familles nomades de la région rejoignent avec les combattants et rejoignent les camps de réfugiés de la région de Tindouf. Cependant, les responsables du Front Polisario savent qu'ils doivent résister à la tentation de l'« embrasement général » qu'on leur tend comme un piège. Aussi sont-ils prudents dans l'analyse des régimes en place au Maroc et en Mauritanie. Du côté marocain, il leur semble évident que l'on se bat sans grand enthousiasme (34).

« En ce qui concerne la révolution sahraoui, il n'y a pas de révolution qui, dans le monde, ait obtenu des résultats aussi rapides, par exemple par l'importance du matériel pris et le nombre des prisonniers. S'il existait une conviction profonde chez les combattants marocains et mauritaniens, ces résultats seraient impossibles. Les troupes marocaines opposées aux Sahraouis ne sont d'ailleurs pas souvent les meilleures. En effet, le roi craint une armée victorieuse au Sahara, aussi les militaires ne reçoivent-ils sans doute pas tous les moyens dont ils pensent avoir besoin pour mener à bien leur tâche de « pacification ». Au Maroc même, l'excitation nationaliste a atteint son comble, et les premiers signes de lassitude apparaissent dans la vie politique (35). Dans ces conditions, pour le Polisario, Hassan II ne peut sauver son régime qu'en se résolvant à l'opposition et contre l'armée qui n'aura pas réussi à « gagner la guerre », faute de quoi il encourrait des risques : « L'impérialisme a un capital de confiance assez important dans le régime marocain, vu l'emplacement de celui-ci à la servir. Mais, si la situation dure, le roi risque de perdre l'initiative au Maroc, et ceux qui l'ont maintenu trouveront alors une solution de secours. Le choix se portera vers une rétro qui sera à la fois plus servile et plus docile, plus modérée dans

Ménager la Mauritanie

MEME s'il ne manque pas de révolutionnaires mauritaniens dans ses rangs, le souci du Front Polisario est cependant de ramener constamment la question du Sahara occidental aux limites d'un problème régional de décolonisation. Il se montre plus intéressé par un changement d'attitude de M. Ould Daddah que par son renversement. Pour le Front Polisario, la logique de la liquidation du régime mauritanien est du côté des Marocains qui disposent de quinze mille hommes dans le pays, disposés tôt ou tard à installer à Nouakchott avec l'appui de la France un groupe militaire à leur dévotion en attendant peut-être « un règlement plus large encore ». En effet, pour les Sahraouis « Les arguments historiques et ethniques que la Mauritanie a utilisés pour revendiquer le Sahara occidental peuvent aussi être utilisés par le Sénégal, et les mêmes thèmes reprises à son profit. La Mauritanie en tant qu'entité indépendante est menacée, et le projet de partage entre le Maroc et le Sénégal existe... » Et même : « Le gouvernement malien est aux côtés du peuple sahraoui, car nous pensons qu'une partie du Mali est visée par les revendications marocaines. Donc nous disons que le territoire du Maroc au Sahara occidental ne constitue qu'une première étape. Cependant, si l'impérialisme étend son agression, il rencontrera la résistance d'un peuple de plus : le peuple malien. »

Aussi, face à l'extension possible du conflit, le rétablissement d'une relation avec la Mauritanie est essentiel pour les Sahraouis. C'est avec l'idée de rechercher une base de discussion avec les Mauritaniens qu'a été conçue l'opération de Zouérate le 1^{er} mai 1977. Les objectifs étaient de déplacer l'attention de l'opinion internationale de l'opération franco-marocaine au Zaïre vers la question originelle du Sahara occidental, de donner un coup de semonce à l'économie mauritanienne en sabotant ses installations minières. Mais, surtout, la décision de ramener les revendications françaises en tant que prisonniers devrait constituer le moyen d'obliger la Mauritanie (en partie sous la pré-

sion de la France) à engager le dialogue en publiant la liste des prisonniers sahraouis qu'elle détenait. Contrairement à l'opinion générale, cette opération (dans laquelle deux Français ont tout de même trouvé la mort) correspondait à un souci de désescalade dans la région. Dans les déclarations qui suivirent l'opération, le Front Polisario ne mentionnait pas officiellement la capture des six ressortissants français, de façon à exclure nettement le gouvernement français de la négociation directe (ce dont il leignit de ne pas s'apercevoir) pour la mener avec la Mauritanie seule (37).

Au terme de cette analyse, les responsables du Front Polisario jugent sans indulgence l'attitude de la France : « Les

(22) Tel que le poste de Pansya, occupé en décembre 1975, dont les combattants sahraouis font maintenant visiter les casemates et dont la population de deux mille personnes a voté aux dernières élections municipales marocaines bien qu'il n'y ait rien qui vive à cet endroit.

(23) Rappelons que, pour l'ONU, l'Espagne est toujours puissance administrante.

(24) Les citations qui vont suivre sont extraites d'un entretien avec le journaliste au Monde diplomatique par Mohamed Lamine Ould Ahmed, président du conseil des ministres de la R.A.S.D., le 21 mai 1977, dans un camp de réfugiés de environs de Tindouf. Le texte est traduit de l'arabe.

(25) De ce point de vue, les résultats des dernières élections législatives au Maroc, et en particulier l'échec de M. Bouabid, ne témoignent guère d'une adhésion enthousiaste à l'égard des thèses ultra-nationalistes.

(26) Quel que soit le courage de ses militaires, le mouvement Elia Amarran rencontre au Maroc de grandes difficultés tactiques. Elles l'obligent à s'installer en position et à utiliser des armements anciens tels que le Sahara est marocain, mais il n'est pas pour ce régime peccati.

(27) Les réactions de la Mauritanie n'ont pas été dans ce sens jusqu'ici. Seul signe d'assouplissement : le 21 mai de l'année Afrique du 8 juillet 1977 contient, pour la première fois, des photos et des interviews de prisonniers sahraouis en Mauritanie, et donne un chiffre : 355.

PHILIPPE PONS.

té de la situation économique du Japon, l'opposition à un général fait campagne sur des thèmes d'un effrayante banalité. L'échec des socialistes s'explique en grande partie par l'insistance avec laquelle ils ont fait du renversement de la majorité le seul enjeu des élections. Au lieu de présenter des programmes de gouvernement ou des formules de coalition crédibles, ils ont uniquement appelé les électeurs à voter contre le F.I.D. L'absence de débats sur des thèmes politiques a créé une sorte de peur devant l'inconnu et favorisé le F.I.D., qui a mis l'accent sur son expérience du pouvoir. Le parti gouvernemental a également tiré, paradoxalement, des thèmes politiques, diplomatiques et économiques auxquelles le pays se trouve confronté. Le trépas de la conjoncture a conduit les électeurs à choisir la stabilité plutôt que l'« aventure ».

De plus en plus clairement, c'est une bonne partie de la situation, ébranlée par la crise, irritée de l'étendue de la corruption révélée à la faveur de l'affaire Lockheed, qui échappe désormais à la gauche et se tourne, avec plus de résignation que d'enthousiasme, vers les partis centristes. Comment en est-on arrivé là ? En fait, le débat éternel qui secoue la gauche japonaise — doit-on ou non intégrer le P.C. dans une union des forces progressistes ? — met le Japon

à l'écart des grands courants de pensée des sociétés industrielles avancées. C'est une question qui, en France, a été résolue depuis la signature du programme commun en 1972. Que l'alliance P.C.-P.S. mise à l'épreuve du pouvoir soit durable ou non est une autre affaire. Les forces progressistes nippones, en faisant de cette question un préalable à toutes discussions, se condamnent à l'immobilisme. Il ne paraît pas réaliste dans un pays comme le Japon de vouloir écarter les communistes, qui représentent 10 % de l'électorat, d'une tentative de renouveau de la vie politique. L'excuse lancée contre le P.C. se trouve dans le cas du parti social-démocrate qui, la dernière législature l'a prouvé, est de plus en plus proche du parti conservateur. Elle peut se justifier encore de la part du Komito qui pousse son électorat dans les mêmes couches sociales que le P.C. Elle paraît beaucoup plus difficilement compréhensible de la part des socialistes.

A la lumière de la situation française, le parti de M. Mitterrand ayant incontestablement tiré profit de l'union de la gauche, les socialistes japonais seront sans doute amenés à sortir de leur immobilisme et à voir dans le P.C. un interlocuteur valable. Ceci se fera peut-être au prix d'une scission du P.S. Celle-ci a déjà partiellement commencé avec la création de la Ligue des citoyens socialistes qui pourrait devenir un pôle pour les socialistes déçus, réformistes et partisans des

« réformes de structures ». L'incohérence sociale du P.S. desserv en fait l'ensemble de la gauche japonaise : elle ramène les grands débats sur l'autogestion, l'alliance, etc. à des querelles idéologiques internes, violant leur portée aux yeux du public.

Une crise latente

DERRIERE une situation apparemment stable, le Japon traverse en réalité une période de crise latente. Alors que se manifestent incontestablement des désirs de changements (évidemment du pouvoir conservateur progressiste des partis centristes) la gauche est apparemment incapable de canaliser vers elle une partie des courants de renouveau. Loin d'être un catalyseur, elle en paraît même exotique. Sa paralysie est un phénomène politique malade. Le Japon a certes mieux supporté que beaucoup de ses partenaires le choc de la crise mondiale. Le débat sur la stratégie du développement et sa finalité y est sans doute, de ce fait, moins vif qu'ailleurs. Dans un pays qui est encore la proie d'une industrialisation incoercible, les problèmes ne s'en posent pas moins, qu'il faudra affronter un jour. Le P.I.D., qui du temps de la croissance accélérée, avait élevé

l'empirisme au rang de doctrine, sera-t-il à même de le résoudre ? Sa gestion du pouvoir, qui revient actuellement à repousser les grands choix tout en évitant d'être placé au pied du mur, n'incline guère à répondre par l'affirmative.

Au lendemain des élections du 5 décembre, on avait pu penser que le Japon s'orientait vers une situation proche de celle des pays scandinaves. L'affaiblissement de la gauche, parallèlement à une remontée des conservateurs, indique qu'apparemment cette évolution est temporairement stoppée. Si les structures que le Japon a héritées du passé (paternalisme dans l'entreprise, attachement à ceux qui

détiennent le pouvoir) garantissent sa stabilité politique et sociale, le risque d'une crise « importée », dans un pays dont l'économie est structurellement extravertie, n'en existe pas moins. On peut se demander si alors la vocation à gauche ne favorise pas le recours à des solutions autoritaires. Gramsci, dans *Ordine Nuovo* (1921-1922), inscrivait la montée du fascisme en Italie dans le contexte suivant : « L'effacement de la gauche entre opportunistes, réformistes et dogmatiques. C'est actuellement, à bien des égards, la situation de l'opposition au Japon. Simplement, jusqu'à maintenant, aucune crise n'a éclaté ».

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE
62, route de Chêne,
1208 GENEVE (Suisse).
Tél. : 022/36-71-30.

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse).
Tél. : 022/76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Interne et externe pour filles et garçons.
Sports d'été et d'hiver.

Répression accrue,

LA FICTION DE L'AUTONOMIE

ERBIL, « capitale du Kurdistan autonome ». La nuit vient de tomber sur le Kurdistan irakien. A Chaklava, centre touristique à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Erbil, un homme d'affaires irakien recevait quelques amis pour le week-end. On entendait frapper discrètement à la porte de son pavillon : il se levait et se trouvait face à face avec quatre « pechmergas » (maquisards kurdes) : si ce n'est le pistolet qu'ils tiennent à la main, et les grenades accrochées à leur ceinture, rien ne distinguait ces hommes portant le costume kurde traditionnel — pantalon bouffant, écharpe à la ceinture, turban kurde — des autres villageois de la région.

« Nous sommes des combattants kurdes, nous voudrions bavarder quelques minutes avec vous, dit le chef du groupe. Pour nous aller dans un endroit tranquille ? », demande-t-il en désignant le pavillon. « Nous voulons d'abord vous remercier d'avoir toujours eu une attitude très correcte à l'égard des Kurdes. Et nous vous assurons qu'en ce qui nous concerne vous n'avez rien à redouter ni pour vos biens ni pour la sécurité physique de votre famille : nous vous considérons comme un ami des Kurdes. » Après une discussion d'une dizaine de minutes sur les objectifs de la résistance kurde, le chef du commando ajoute :

« Si vous voulez nous aider financièrement, votre aide sera la bienvenue, mais vous n'êtes absolument pas obligés de contribuer. » L'entretien s'est déroulé sur un ton très courtois. « Ils ont été d'une politesse, d'une courtoisie parfaite : ni pression ni menace », ajoute notre ami en concluant son récit, sans préciser toutefois s'il a ou non « contribué ».

Deux ans après l'accord d'Alger (8 mars 1975), alors que l'on pouvait croire, à la suite de l'effondrement du mouvement armé par le général Barzani, que le mouvement nationaliste kurde était, pour longtemps, liquidé en Irak, la résistance est générale et les commandos de « pechmergas » opèrent à nouveau dans tout le Kurdistan.

A la mi-novembre 1976, un commando kurde attaqua le campement des techniciens français de l'entreprise Barbot monté à Haj-Omran, près de la frontière irakienne, bousculant quelques-uns des techniciens français et les « séquestrant » pendant une nuit.

Début mars, un commando de cinquante « pechmergas », se déplaçant en jeep, surprenait une équipe de techniciens français de la C.E.E. en train de faire des recherches sismiques à moins de 200 kilomètres de Bagdad, à côté de Kirkuk : après avoir regroupé les techniciens, le chef du commando kurde prit la parole pour leur expliquer que, « en travaillant ainsi pour le gouvernement de Bagdad, ils travaillaient contre les Kurdes » ; il ajoutait, toujours sur un ton très courtois : « Vous ne devez pas travailler en Irak », et donnait l'ordre à ses hommes de détruire le matériel, ce qui fut fait en quelques minutes ; après avoir salué les techniciens français, les « pechmergas » remontèrent dans leurs jeeps et disparurent.

Le dimanche de Pâques, un camion militaire irakien tombait dans une embuscade près de Dohok, et plusieurs soldats perdaient la vie dans cette affaire. En général, les « pechmergas » évitent de tuer et recherchent avant tout à créer un climat d'insécurité et d'insécurité tout en s'efforçant de ne pas dresser contre eux l'opinion publique irakienne.

De Khasin à Zakho, les incidents se multiplient : de nuit, les maquisards surprennent des postes isolés, désarment les soldats et disparaissent avec armes et munitions ; sur la grande route Erbil-Chaklava, ils établissent des barrières violentes, contrôlent l'identité des passagers des véhicules et conseillent aux fonctionnaires basistes ainsi surpris de ne pas remettre les pieds au Kurdistan.

Les autorités de Bagdad font tout pour

étouffer ces incidents : souvent avec la complicité de fait des compagnies étrangères concernées, qui ne valent pas « trahir » les autorités de Bagdad. Le 28 février dernier, deux techniciens français et un technicien algérien du groupe Barbot travaillant à Salaheddine, au nord d'Erbil, étaient enlevés par un commando kurde. A peu près au même moment, plusieurs techniciens polonais travaillant dans la région de Suleimania subissaient le même sort. Les autorités irakiennes assignent un « black-out » total qui fut observé par les compagnies françaises et polonaises. Un mois plus tard, les Polonais furent relâchés... en Iran, tandis que les Français et l'Algérien étaient relâchés dans la région de Chwarta, au nord de Suleimania, après avoir parcouru plus de deux cents kilomètres à pied. Le récit que ces trois hommes firent de leur équipée est assez étonnant : bien traités par les « pechmergas », avec lesquels ils purent discuter longuement, les techniciens algériens servant d'interprète, ils traversèrent la moitié du Kurdistan irakien sans dormir une seule fois à la dure ; ils passèrent toutes leurs nuits, pendant un mois, dans des villages où ils furent reçus par les chefs locaux ; manifestement, les « pechmergas » évoluent dans la population kurde « comme des poissons dans l'eau ».

Mais le plus étonnant est qu'à la fin du mois de mars un agent de la sécurité irakienne est allé chercher les Français et l'Algérien dans un petit village près de Chwarta : après avoir passé la nuit dans le village avec les « pechmergas » ; il est reparti le lendemain avec les « otages », que les services de sécurité irakiens ne prirent même pas la peine d'interroger.

Ce qui aurait pu devenir une nouvelle « affaire Claude » fut réglé à l'échelon le plus élevé — par MM. Saddam Hussein, vice-président irakien, et Saadoun Chaker, le chef des services spéciaux, et le numéro deux du régime — et dans le plus grand secret : on confirme, dans les milieux français mêlés à cette affaire, que les Kurdes obtinrent satisfaction et qu'une transaction eut lieu, sans que l'on sache exactement ce que les Kurdes obtinrent en échange de la libération des otages : la libération d'un certain nombre de prisonniers kurdes ou, plus vraisemblablement, le retour dans le Nord de plusieurs dizaines de milliers de Kurdes « déplacés » vers le sud ; mais tous les témoignages concordent, fin mars-début avril, le gouvernement irakien ramena dans le Nord plusieurs milliers de Kurdes qui avaient été installés notamment dans la région de Ramadi et de Karbala.

On précise aussi dans les milieux français que, « sans le black-out (observé sur cette affaire), jamais l'échange n'aurait pu se faire » : pour les autorités irakiennes, en effet, la situation est « normale » au Kurdistan. Quand, malgré la censure, un incident est connu de la colonie étrangère de Bagdad, les autorités irakiennes soutiennent qu'il s'agit de méfaits de « bandits » et de « hors-la-loi » ; leur refus de considérer la situation au Kurdistan comme un problème politique va jusqu'à refuser de faire jouer la « clause du risque spécial » avec les compagnies étrangères qui cherchent à se faire dédommager pour les pertes qu'elles ont pu subir.

Des figurants soumis

POUR le gouvernement irakien, la question kurde a été définitivement résolue avec l'application de la loi du 11 mars 1974 sur l'autonomie du Kurdistan : depuis l'effondrement de la révolte de Barzani (avril 1975), les institutions prévues par le statut d'autonomie ont pu être mises en place dans tout le Kurdistan, et le Conseil exécutif de la région autonome, présidé par M. Hachem Akroul, siège à

Erbil, où se tiennent également les sessions du Conseil législatif. Mais les Kurdes considèrent ces institutions comme de simples façades, des trompe-l'œil. Erbil, la « capitale » du Kurdistan autonome, est dans un état de misère économique difficilement imaginable. La vieille ville, qui se presse en plein cœur de la ville et qui formait autrefois la « capitale », n'est plus qu'un champ de ruines,

ses maisons de pisé s'écroulent les unes après les autres... Au pied de la colline, les vieux quartiers autour du souk sont dans le même état d'abandon et de misère.

Pourtant, M. Hachem Akroul, président du Conseil exécutif — en tant le « premier ministre » du Kurdistan autonome — affirme : « Nous obtenons du gouvernement central plus que nous n'aurions besoin. » Le ministère du plan a attribué, en 1976, 211 millions de dinars à la région autonome : soit la dotation du budget d'un département de 1977 pour tout l'Irak ; dans le cadre d'une répartition au profit de la population, au moins la part du budget aurait dû être affectée à la région autonome. Devançant la remarque, M. Hachem Akroul déclare : « Nous ne disons pas que tel pourcentage du revenu pétrolier devrait être pour la région autonome ; l'autonomie n'est pas basée sur la répartition... »

Cet ancien directeur d'école, âgé aujourd'hui de cinquante ans, a fait carrière en ralliant le Baas. Les explications qu'il peut fournir laissent perplexes : interrogé sur son budget, il déclare que « ces deux dernières années nous n'avons pas pu faire notre budget nous-mêmes ». En fait, en matière de budget, il ne connaît que ce que lui donne le gouvernement central, et quand on lui demande des précisions sur les ressources locales de la région autonome, M. Hachem Akroul déclare : « Ce budget n'est pas encore fini. » Trois ans après la mise en place des institutions autonomes...

Les travaux du Conseil législatif laissent la même impression : l'Assemblée législative du Kurdistan autonome s'est réunie pour la première fois le 5 octobre 1974. En trois ans, le Conseil législatif a simplement rédigé son règlement intérieur et désigné les membres des neuf commissions. Quand on demande à M. Mohammed Salih Abdoul Rahman, membre de l'Assemblée, dont en outre il préside le bureau, d'indiquer quelle a été la loi la plus importante votée par le Conseil au cours de cette première législature, il reste silencieux.

La loi sur l'autonomie prévoyait que le

Conseil législatif comporterait quatre-vingts membres, mais soixante-quatre seulement ont été désignés par Bagdad. Quand on demande au président du bureau de l'Assemblée de préciser le nombre des membres du Conseil appartenant aux divers partis légaux — le Baas, le parti démocratique du Kurdistan, le parti révolutionnaire kurde, le parti communiste — il indique que le parti communiste a une dizaine de représentants au Conseil, mais refuse de poursuivre le décompte, pensant doute parce que tous les autres sont en fait des basistes.

Le mandat de l'Assemblée actuelle expire en juillet : un nouveau Conseil doit alors être élu, avant octobre, date à laquelle s'ouvrira la nouvelle session parlementaire. « Vous devez déjà être en train de préparer les élections ? », demandons-nous à M. Mohammed Salih Abdoul Rahman : « Je ne sais pas... ce sont les gouverneurs et la direction politique (du Baas, à Bagdad) qui vont les organiser », répond-il. A une dernière question (« Y a-t-il eu des conflits entre les deux conseils ? »), le directeur du bureau de l'Assemblée répond en lisant, en suivant du doigt, le texte de la loi sur l'autonomie concernant les rapports entre l'exécutif et le législatif. Il ne nous restait plus qu'à prendre congé.

En fait, il n'est pas sûr que tout aille pour le mieux entre les dirigeants de Bagdad et ceux qu'ils ont placés à la tête des institutions « autonomes ». Avant de rencontrer M. Babaker Pichdadi, ancien président du conseil législatif d'Erbil, nommé ministre du travail et des affaires sociales à la fin de janvier dernier, le fonctionnaire du ministère de l'information qui organise les rendez-vous nous déclare, sur un ton péremptoire : « Vous voyez M. Pichdadi en tant que ministre du travail, pas en tant qu'ancien président du Conseil législatif. Vous avez compris ? »

Avant de nous recevoir dans son bureau, le ministre du travail et des affaires sociales s'entretenait pendant une dizaine de minutes avec un fonctionnaire qui lui le se-monner très énergiquement : le ministre était encore cramoisi quand il

Correspondance

Après l'accord entre Bagdad et Téhéran

L'Union des étudiants du Kurdistan en France nous adresse une longue lettre dont nous extrayons les passages les plus significatifs :

Le premier gouvernement basiste, issu du coup d'Etat du 8 février 1963, et que présidait le général Hassan El Bakr — actuellement chef de l'Etat, premier ministre, chef suprême des forces armées etc. — s'est rendu coupable du meurtre d'au moins trois mille communistes irakiens, dont la quasi-totalité des membres du bureau politique et du comité central. Nous ne saurions passer sous silence les brutalités commises au cours de la campagne du Kurdistan, ni sur les pendaisons de juifs, ni sur les victimes des salles de torture de Chwarta, Ninawa (le Palais de la Fin), ni même sur les procédés utilisés pour liquider certains hauts responsables basistes en désaccord avec la direction du parti (Hassan Takriti, Nasim Kasar, etc.). Tout cela appartient au passé. Restons-en à la situation actuelle, et plus spécialement à ce qui se passe au Kurdistan irakien depuis deux ans.

On sait qu'en mars 1975, à la suite d'un accord intervenu entre le chah d'Iran et M. Saddam Hussein, vice-président irakien, et de la défection de la direction corrompue du mouvement kurde, la résistance armée s'est effondrée au Kurdistan. Cette situation qu'elles n'avaient pu obtenir par quatorze années de guerre, les autorités irakiennes l'ont mise à profit pour procéder à de massives déportations des populations kurdes

habitant les zones contiguës aux territoires kurdes de Turquie, d'Iran et de Syrie, ainsi que les zones kurdes présentant une importance stratégique ou riches en pétrole (Kirkouk, Khanaqin). Les estimations relatives à l'ampleur de ces déportations varient, suivant les sources, de deux cent mille à un demi-million de personnes.

Les populations déportées ont été regroupées dans des camps d'internement installés dans les déserts de Diwaniya et de Nassirya, où elles sont contraintes à des travaux forcés pour « fertiliser le désert ». Selon M. Yusef Aziz, ministre de l'information, les Kurdes déportés « ont commis un crime contre le peuple irakien et contre la souveraineté irakienne, ils doivent en payer le prix » (Financial Times, 14 juillet 1975).

A l'heure qu'il est, les déportations en masse se poursuivent à tel point que devant l'accroissement de la population pénitentiaire, les autorités ont tout récemment aménagé deux nouveaux camps de concentration, l'un à El-Rifal, dans la province d'Amara, l'autre à Souq-El-Coukh, près de Nassirya.

Systématiquement vidés de ses habitants kurdes, le Kurdistan irakien est repeuplé de tribus arabes que le gouvernement de Bagdad fait venir du sud de l'Irak et même d'Egypte. Les villes et villages kurdes sont transformés pour recevoir des nous arabes.

Alrai Kirkouk, l'une des plus vieilles cités kurdes, n'est plus appelée qu'« El-Tarmim » dans le langage officiel. D'autres localités sont rebaptisées Baïja, Jafra, El-Qada (Jérusalem), etc. Un peu partout, des « hameaux stratégiques » sont édifiés pour regrouper, quadriller et contrôler la population kurde.

Au cours des deux dernières années ont eu lieu plusieurs tentatives d'extorsions et de pendaisons sans qu'il soit possible d'avancer un chiffre global précis. Selon le rapport annuel d'Amnesty International de 1976, « l'Irak demeure l'un des principaux violeurs des droits de l'homme au Proche-Orient ».

A la fin de 1976, deux cent quarante-quatre Kurdes de la province de Suleimania ont été victimes d'un massacre collectif, leurs corps étant ensuite jetés dans des bacs d'acide. Dans son numéro du 21 février 1977, le Times de Londres s'est fait l'écho de diverses versions de cette affaire, dont les circonstances demeurent encore largement mystérieuses. Le 26 décembre 1976, les forces irakiennes encerclèrent le village de Sharestan, dans le district de Banya, où la présence d'une unité de partisans kurdes est signalée, et elles abattirent une centaine de civils pour « coïncidence avec des rebelles ». Parmi les victimes, trente-cinq enfants de six à quatorze ans.

En février dernier, c'est le tour de la communauté chiite majoritaire en Irak — de se soulever en raison des persécutions religieuses dont elle souffre. Des postes de police sont attaqués, plusieurs bâtiments administratifs sont saisis par la foule en colère. Spécialement constitués pour juger les insurgés chiites, un tribunal spécial, présidé par trois membres du C.C.R.I. (Conseil de commandement de la révolution irakienne) et de la direction régionale, prononce huit condamnations à mort et quinze peines de réclusion à perpétuité. Verdict sévère, mais encore jugé insuffisant par les dirigeants de Bagdad, qui ont évincé trois collègues du C.C.R.I. à leurs yeux coupables de « manque de fermeté révolutionnaire ».

Autres exemples de ces meurtres en série : du 11 mars au 4 avril derniers, trente-neuf Kurdes ont été pendus à l'issue d'un procès expéditif, six Kurdes originaires de Halabja sont condamnés à mort le 11 mars par un tribunal spécial de Mossoul et pendus le jour même. Dix jours plus tard, jour de la fête nationale kurde, quinze Kurdes sont pendus à Suleimania, bien qu'aucun fait précis n'ait pu être cité à l'appui de l'accusation — constitution de réseaux terroristes — portée contre eux. Le 1^{er} avril, huit autres Kurdes, parmi lesquels un enfant de douze ans et une femme, tous deux accusés d'avoir fourni des vivres à des maquisards, sont pendus. Le 4 avril, un tribunal de Kirkouk condamne à mort dix jeunes Kurdes « coupables d'avoir conçu le projet d'assassiner le gouverneur de Suleimania », lui par la population. Ce gouverneur est toujours bien vivant, le tribunal n'a pu fournir aucune preuve de la participation des dix condamnés à un quelconque attentat, mais ces jeunes gens ont été condamnés et exécutés pour « donner à réfléchir aux terroristes ».

Arrêtons là l'énumération de faits. Si le gouvernement de Bagdad venait à les contester, nous la mettrions au défi d'autoriser la visite en Irak, y compris au Kurdistan irakien, d'une mission d'information et d'enquête de la commission des droits de l'homme de l'ONU ou de tout autre organisme international comme Amnesty International ou la Fédération internationale des droits de l'homme. Pour notre part, nous sommes prêts à mettre à la disposition d'une telle mission toutes les informations en notre possession, afin que, devant l'opinion mondiale, la lumière soit faite sur le sort du peuple kurde.

Découvrez

de nouveaux marchés à la FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE, l'une des premières foires industrielles de France.

Venez rencontrer 60 nations dont 9 d'Afrique associées à la C.E.E.

Venez dialoguer avec les missions commerciales qui vous intéressent.

Venez trouver de nouveaux fournisseurs, de nouveaux clients.

Venez signer de nouveaux contrats.

53^e FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

23 Septembre / 3 Octobre 1977

Remplissez le bon ci-dessous : le bureau des Echanges Economiques International organise vos contacts.

Carrefour mondial des échanges économiques

JE SERAI A LA FOIRE DE MARSEILLE LES :

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Prénom : _____

Nom : _____

Adresse : _____

ENTREPRISE : _____

OBJET DU CONTACT : _____

Vous ne pouvez pas vous inscrire sans avoir rempli ce bon.

Remplissez le bon ci-dessous : le bureau des Echanges Economiques International organise vos contacts.

Remplissez le bon ci-dessous : le bureau des Echanges Economiques International organise vos contacts.

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin « Les Livres du mois ».

دەستە ئامەتە ئامەتە



Sur les espaces arabes, qu'elles détachent d'un empire ottoman putrescent, la France et la Grande-Bretagne installent, au cours du dix-neuvième siècle, un pouvoir colonial malaisé. Une fois terminée la « pacification » militaire et après avoir réussi quelques coups de force politiques, ces deux pays entreprennent de dompter les esprits en les fascinant, et en les intimidant, par l'étalage ordonné de la puissance de l'Occident : dans cette perspective, le cinématographe reçoit pour mission, dès sa naissance, de proposer, sur les écrans coloniaux, les images arrogantes des métropoles industrielles d'Europe.

Cette supériorité illustrée se heurte cependant à la vieille méfiance, par tradition islamique, à l'égard de l'image et des pièges de la représentation animée. En Egypte, les producteurs étrangers et leurs alliés combattent cette suspicion, cette résistance, en s'appuyant sur une autre tradition : celle du conte oriental et de ses prestigieuses narrations. Un cinéma égyptien, composite et mystificateur, s'élaborait ainsi, peu à peu, recueillant l'adhésion populaire et connaît même, avec l'arrivée du parlant et l'introduction de chansons dans des fictions musicales, des succès considérables qui lui permettent de s'exporter et de gagner définitivement des marchés d'un bout à l'autre du monde islamique.

L'intérêt suscité par la nouvelle industrie égyptienne et un projet politique plus moderniste conduisent la banque Misr (le plus grand holding, à l'époque, du monde arabe et de l'Afrique) à prendre sérieusement en main la production cinématographique égyptienne. Cette banque, fondée par des « capitalistes nationaux » groupés autour de Taki el-Hak, avait déjà favorisé la création de parti Wafd pour lutter contre la collaboration avec l'Angleterre et contre le régime du roi Fouad I^{er}. L'abolition de la Constitution en 1930 et l'interdiction des partis poussent la banque Misr et le Wafd à accélérer la réalisation de films nouveaux chargés de prendre la relève dans la diffusion des idées nationalistes et progressistes.

Mon expérience historique

Par SALAH ABOU SEIF

MON expérience historique est le fruit d'une longue traversée de crises... Je suis né en plein milieu de la Grande Guerre (1915) et j'ai connu, enfant, les effets des révoltes populaires égyptiennes de 1919 ; ensuite, j'ai beaucoup ressenti l'écho du conflit violent entre Turcs et Arméniens, ainsi que les conséquences de la dépression économique de 1929, de l'invasion de l'Éthiopie par les fascistes italiens, de la seconde guerre mondiale, de la révolution égyptienne de 1952 et de notre défaite militaire de 1967 ; sans compter les nombreuses petites crises nationales et mondiales qui m'ont toujours énormément affecté et qui auraient pu briser l'entraîne de tout homme concerné par la vie politique. Car ma vocation première était de devenir un homme politique. Cependant, j'ai choisi le cinéma.

A mon sens, être réalisateur suppose que l'on soit un narrateur convaincu, soucieux de bien raconter, semblable à la Shéhérazade des Mille et Une Nuits, dont la survie dépend de son talent de conteuse. Si ce qu'elle relate provoquait l'ennui ou le désintérêt de son auguste auditeur, elle serait condamnée à mort. Le réalisateur de cinéma se trouve dans une situation analogue : si un spectateur n'est guère intéressé par le film et quitte la salle avant la fin, c'est le signe d'un échec... Et c'est la pire déconvenue que puisse connaître un cinéaste. C'est une condamnation du film. Pour éviter cela, un cinéaste doit posséder les qualités suivantes : une sensibilité au service d'une idéologie politique définie (de droite, de gauche ou d'ailleurs) ; une intuition cinématographique lui permettant de trouver l'expression narrative juste ; et une connaissance suffisante des ficelles du métier.

Peu de réalisateurs, hélas, possèdent actuellement en Egypte de telles qualités : en fait, la plupart des cinéastes se retrouvent dans les deux types suivants : l'événement, qui lui-même se décompose en deux sous-types : le « réalisateur » et le « journaliste » ; et l'« artiste », qui change de parti en l'espace d'un instant, répète des slogans dont il ignore le sens, il est un jour avec le paysan et le lendemain avec la bourgeoisie ; hier, il était avec la monarchie, aujourd'hui, il marche avec la révolution ; ce type de réalisateur ne cesse de profiter et, si demain le fascisme s'installait en Egypte, il deviendrait fasciste. Heureusement, face à ces deux sortes de cinéastes, on trouve encore des meilleurs en scène positifs : pour ceux-là, l'art cinématographique n'est ni gratuit, ni irresponsable, ni d'inspiration « mystique ». Les problèmes qu'ils abordent sont tirés de la vie quotidienne, concrète, des gens. Ces réalisateurs, s'ils se gardent parfois de proposer des solutions, savent cependant formuler les problèmes avec leurs réelles dimensions. Dans les préoccupations qu'ils témoignent, nous pouvons percevoir leur souci d'un cinéma national indépendant et indéfectiblement progressiste.

J'estime que, parler de la vie quotidienne des gens, c'est faire de la politique. La politique surgit toujours des tensions entre les dirigeants et les masses en lutte pour un avenir meilleur fait de justice, de liberté et d'égalité. Le film politique est donc celui qui comporte, au

moins à un premier niveau, une analyse objective des forces politiques et des classes sociales en présence dans un pays.

MON film, *Procès 68* (1), est, à mes yeux, essentiellement politique, parce qu'il traite d'une instance très répandue : la cellule de quartier de l'Union socialiste arabe. J'analyse un simple échantillon pris dans un ensemble, et j'observe deux aspects particuliers : le problème du code napoléonien qui régit la vie quotidienne égyptienne, ainsi que celui des ambiguïtés de tout mouvement réformiste et ses différences par rapport à un mouvement authentiquement révolutionnaire. Le personnage de Hanafy est caractéristique de la scène politique égyptienne : en le retrouvant dans n'importe quelle réunion militante.

D'aucuns, mesurant le mordant du film et s'effrayant de sa charge critique, s'opposent à sa diffusion : ils ont détesté le fait qu'il était projeté, m'ont attaqué, ont aggrégé mon film, etc. Cela m'a à peine surpris car, en réalisant ce film, je savais que je faisais une manifestation et, lorsqu'on participe à une manifestation, on doit s'attendre à recevoir un coup de matraque ou une balle... Depuis, mon film n'est plus jamais ressorti ; mais il réapparaîtra certainement car il n'a pas été réalisé pour une situation conjoncturelle : il critique des comportements fondamentaux que seule une véritable révolution parviendra à modifier.

Il faut, je pense, représenter efficacement et objectivement, les événements sociaux que l'on souhaite analyser, en prenant soin de leur conférer une forme narrative claire, séduisante, plaisante... Les films politiques étrangers ne possèdent pas, en général, cette esthétique agréable, et cela rebute le spectateur égyptien. Certes, tout film politique exige un certain décal pour être apprécié, mieux compris ; même s'il rebute un moment une partie du public, nous devons persévérer.

A mes yeux, le film politique dans le monde arabe a besoin aujourd'hui de meilleurs en scène audacieux, disposés à payer de leur liberté, et jusque de leur vie, le droit d'affirmer à l'écran leur désir de justice sociale et leur goût de l'égalité.

COMMENT apparaît la femme dans ces cinémas arabes ? Elle y est représentée sous deux aspects : traditionnelle, ainsi que l'a définie le Coran ; ou moderniste, comme elle s'essaye aujourd'hui. Deux représentations contradictoires, mais étroitement liées à l'histoire de l'Islam arabe. Sa situation est demeurée immuable des siècles durant : la femme constituait un simple bien économique que la famille ne cédait qu'à bon escient et qui allait devenir une mère reproductive de fils vigoureux. Peu de droits lui étaient reconnus, bien que le Coran ait été soucieux d'assurer à la femme une situation convenable durant son mariage et après sa dissolution. Cette dissolution n'intervenait qu'à la demande de l'époux : en cas d'adultère féminin, par exemple, ou de stérilité. Sévères de la loi musulmane faite pour l'homme et lui autorisant jusqu'à quatre épouses, Mahomet, qui avait aboli la coutume pré-islamique d'enterrer, à leur naissance, les débiles, les ignorait probablement pas quel jour héritage il léguait à ses descen-

Ecrans arabes

Ce projet aboutit en 1939 lorsque Kamel Sélim réalise *Al Azima* (la Volonté), chef-d'œuvre du cinéma social arabe, qui propose une vision réaliste des drames de l'Égypte en crise, les problèmes d'un couple lui fournissant un prétexte pour évoquer les misères quotidiennes des gens humbles, le chômage, les conflits de classe... Le mot précurseur de Kamel Sélim (à l'âge de trente-deux ans) et la vigilance de la censure empêchant le prolongement de cette voie critique, et le cinéma égyptien va de nouveau s'enliser dans ses forces mélodramatiques et ses opérettes triviales. Leur seul intérêt, indirectement politique, apparaît quelques années plus tard, lorsque l'on constatera que, grâce à leur importante diffusion dans le monde arabe, ces films favorisent la compréhension de la langue arabe qu'utilisent dans ses discours les chefs des « officiers libres », Gamel Abdel Nasser. La propagation du nazisme et des idées d'indépendance nationale et de renouveau arabe s'appuie donc sur un cinéma égyptien manifestement inadéquat par son contenu politique mais que le nouveau régime se dispose à corriger.

Surgit ainsi une génération de cinéastes attentifs aux réalités sociales, préoccupés par les traces traditionnelles de l'Égypte : pouvoir discriminatoire des pachas, mépris de la paysannerie, soumission des femmes, etc. Salah Abou Seif, ancien assistant de Kamel Sélim, est le meilleur représentant de cette génération. Ses films (*Le Contre-maître Hassan*, *Le Costaud*, *Mort parmi les vivants*, *Le Caire 30*, *Procès 68*...) séduisent par leur affabilité de ton et leur acuité critique. Comme il l'explique ci-dessous, Salah Abou Seif veille constamment, quelle que soit la nature de son réquisitoire, à conserver la maîtrise de la narration. Son influence, pour le meilleur et parfois pour le pire, dans tout le cinéma arabe est considérable.

Youssef Chahine, autre auteur prestigieux, incline davantage à l'elliptisme et préfère aborder, sous couvert de métaphores, les thèmes que le nazisme lui-même maintenait forcés et qui touchaient à la sexualité, la morale, la fidélité, et l'arabité. Quelques-uns de ses films (*Gare centrale*, *La Terre*, *Le Moineau*) ont été célébrés dans le monde entier.

Hormis ces deux auteurs, les autres cinéastes égyptiens retombent vite dans les facilités des fictions dominantes : forces, mélodramas et « musiciens ». Aussi, le contre d'intérêt du cinéma arabe se déplace, au début des années 60, vers l'Algérie, qui vient de nationaliser son industrie cinématographique et qui favorise la réalisation de films

politiques, pour rappeler les circonstances de sa récente guerre de libération et pour mobiliser le peuple autour des mots d'ordre socialistes du nouveau régime.

Aux films de guerre (*Le Vent des Aurès*, *la Voie*, *l'Optim* et le *Bâton*...) succèdent des œuvres de soutien à la réforme agraire (*le Charbonnier*, *Noua*, *Vent du Sud*, *les Déracinés*...) qui prouvent la vitalité et la diversité des cinéastes algériens. Aujourd'hui encore, c'est d'Algérie que parvient le renouveau, avec le film de Mamek Allouch, *Omur Gatlato*, dont nous analysons ci-dessous quelques-uns des éléments de rupture, qui constituent son originalité dans le contexte culturel arabe.

Autour de ces deux cinématographies majeures, et en contrepoint parfois, se constitue la constellation cinématographique des cinéastes de très grande personnalité comme le Marocain Hamid Benani, auteur de *Wachma*, le Tunisien Sadok Ben Aïcha, auteur de *Moktar*, le Syrien Omar Amiryq, auteur de *la Vie quotidienne* dans un village syrien, le Koweïtien Khalid Seddik, auteur de *Mer cruelle* et des *Noces de Zein*, et le Libanais Borhan Aouad, auteur du meilleur film sur la question palestinienne, *Kafir Kassar*. Le conflit palestinien est, d'ailleurs, à l'origine d'un des grands succès du cinéma arabe, le film *la Vie quotidienne* dans un village syrien, de Mer cruelle et des Noces de Zein, et le Libanais Borhan Aouad, auteur du meilleur film sur la question palestinienne, *Kafir Kassar*. Le conflit palestinien est, d'ailleurs, à l'origine d'un des grands succès du cinéma arabe, le film *la Vie quotidienne* dans un village syrien, de Mer cruelle et des Noces de Zein, et le Libanais Borhan Aouad, auteur du meilleur film sur la question palestinienne, *Kafir Kassar*.

Multiple et fractionné, le cinéma arabe possède, peut-être, un projet commun : celui de proposer sur son propre territoire social un même regard critique, à l'égard surtout de la famille traditionnelle (mariages « arrangés », polygamie, « mariage » des enfants, soumission du père, machisme...), des institutions féodales (féodalisme, favoritisme, « capitalisme », corruption, dédain à l'égard des paysans, goût du pouvoir, bureaucratisme...) et des failles des États coloniaux (colonialisme culturel, dépendance à l'égard des États-Unis, liquidation du projet d'unité arabe...). Sur ces trois critiques fondamentales, indispensables (que certains films comme *le Retour du fils prodigue*, de Youssef Chahine, tentent déjà d'articuler entre elles) s'édifie le cinéma arabe d'aujourd'hui.

IGNACIO RAMONET.

Omar Gatlato : un « picaresco » d'Algérie

L'AGACEMENT que l'on ressent à la vision de la plupart des films algériens est certainement pour l'origine l'écart établi entre le ton volontariste des scénarios et les défauts d'une réalisation laborieusement canonicque, insensible au plaisir de filmer, au bonheur de narrer.

s'adressaient, avec des propos moralisants, à toute la collectivité. *Omar Gatlato* oppose une parole confidentielle, adressée à chaque spectateur en particulier, pris à témoin, en dialogue avec la caméra. Au cinéma de l'unionnisme succède ce film de complé-



« OMAR GATLATO » (1977), DE ALLOUACHE MERZAK
Un film de complétement contre la morale dominante.

C'est cette scolarité, de fond et de forme, que brise aujourd'hui *Omar Gatlato*, film qui dégage une cinématographie menacée par ses certitudes de commande. Le récit ne s'élargit pas en termes de pouvoir, ne progresse point en fonction d'une quelconque incitation politique, mais, au contraire, il se construit en décrochements successifs, en flottements, en incertitudes, en angosées.

Aux fictions précédentes qui s'adressaient, avec des propos moralisants, à toute la collectivité, *Omar Gatlato* oppose une parole confidentielle, adressée à chaque spectateur en particulier, pris à témoin, en dialogue avec la caméra. Au cinéma de l'unionnisme succède ce film de complé-

tant massivement pour voir ce film, l'a bien compris.

A la musique andalouse, soutenue par la culture officielle, Omar Gatlato préfère la chanson « chabbi » qui s'épanouit dans les fêtes populaires et dont les enregistrements sur cassette d'amateurs, souvent de très mauvaise qualité, ne regardent jamais les feuilletons à la télévision : se dispute au contraire contre des délinquants de la chanson, et achète au marché noir des appareils à transistor.

Le film accroche au grain du quotidien, aux micro-événements d'une vie « sans histoire », aux drames tordus d'un anti-héros ; il dévoile ainsi véritablement un problème négligé par les élites occidentalistes : ne regarde jamais les feuilletons à la télévision : se dispute au contraire contre des délinquants de la chanson, et achète au marché noir des appareils à transistor.

Le film accroche au grain du quotidien, aux micro-événements d'une vie « sans histoire », aux drames tordus d'un anti-héros ; il dévoile ainsi véritablement un problème négligé par les élites occidentalistes : ne regarde jamais les feuilletons à la télévision : se dispute au contraire contre des délinquants de la chanson, et achète au marché noir des appareils à transistor.

Coïncé au milieu de sa famille, dans un appartement trop petit, entre le corps impotent de son grand-père et celui subissant de sa jeune sœur, attentif à la maladie de sa mère, Omar se réfugie auprès de ses amis où il retrouve aussi les mêmes problèmes d'appartenance ou d'obésité. Effrayé et fasciné par ces corps qui débordent, se frottent, se bécotent, s'exhalent, il en vient à préférer, naturellement, les seules traces nobles du corps : l'image et la parole qui lui procurent le cinéma mais dont la judicious est gênée par l'encombrement de la masse des spectateurs. Il tombe amoureux d'une voix de jeune fille oubliée par hasard dans une cassette : la retrouver et lui parler au téléphone seront des entreprises faciles et plaisantes, mais s'approcher du corps réel de la jeune fille lui sera impossible. Tout son environnement, en effet, l'a conduit vers un *féminisme* de la voix qu'il ne peut transgresser.

L. R.

Femmes : la fin des voiles

dants, puisqu'il déclarait sur son lit de mort : « Je ne laisse point après moi de discord plus terrible pour les hommes que les femmes (1) ».

Dans la majorité des films arabes, on retrouve la femme dans ses rôles obligés de monnaie d'échange ou de reproduction. Femme ignorée, battue, n'ayant jamais le droit pour elle, réduite à compter sur ses propres forces et usant de ruse et d'intelligence comme dans la Seconde Epouse (1967), de Salah Abou Seif. Femme soumise, vendue au plus offrant dans *Mer cruelle* (1971), du Koweïtien Khalid Seddik, ou dans *Sejname* (1974), du Tunisien Abdelatif Benamar. Femme humiliée, répudiée, impuissante mais silencieusement révoltée, dans *El Chergel* (1975), de M. Smih. Images de femmes corvées sous les traditions et sous les coutumes séculaires par une politique colonialiste soigneusement entretenue,

où le colonisé devient colonisateur du dernier des faibles : la femme. Cette femme passive se situe à une époque historique précise : celle d'avant les libérations nationales.

Avec la chute de la monarchie en Egypte, l'indépendance des pays arabes colonisés et le développement du combat palestinien, le rôle de la femme traditionnelle change, et avec lui son image filmique. Timidement dans certains films, Beyrouth ya Beyrouth (1975), de M. Bagdadli, et *Kafir Kassar* (1975), de B. Aftout, où on commence à l'apercevoir autonome et concernée. Plus profondément dans les films de Youssef Chahine, *Le Moineau* (1972), *le Retour de l'enfant prodigue* (1976), où la femme montre la voie d'une prise de conscience et d'un engagement politique exemplaires. Dans *Omar Gatlato* (1977), de l'Algérien Allouch Merzak, elle apparaît enfin indépendante, libre, et syndiquée, alors que le héros ne l'est nullement.

s'opère qu'avec la montée des cinéastes-femmes arabes ; elles proposent soudain de leur vie, de leur corps, de leur parole et de leur tête des images différentes. Suïda Tadailah, pionnière du cinéma palestinien, les Libanaises Hany Sraou, L'Heure de la libération a sonné (1974), et Jocelyne Saab, le Liban dans la tourmente (1976), ou les Algériennes Djorah Abouda, Ali au pays des merveilles (1976), et Assia Djebar, Nous des femmes du mont Chenoua (1977), estiment que la quasi-totalité des films de fiction réalisés par des hommes demeurent en retrait par rapport aux réalités sociologiques supportées par les femmes dans le monde arabe ; elles souhaitent désormais faire avancer les images vers le type, de plus en plus fréquent, de la jeune femme arabe consciente et active sur les plans conjugués de l'idéologie et de la politique.

DIANE DE SAINT-MATHIEU,
chargée de cours
à l'université Paris-III.



(Photo Abbas-Gamma.)

Domination ou libération ?

Depuis la décolonisation et en dépit des expériences de type socialiste qui ont suivi, l'islam continue d'être subtilement utilisé par l'impérialisme. Naguère récupéré par les puissances coloniales, il l'est à son tour par les gou-

vernements en place, soit à des fins internes, soit à des fins internationales, comme en témoignent les rapports entre certaines capitales arabes et le continent africain.

Le carcan politique et la torpeur économique actuellement imposés à la majorité des populations du monde arabe favorisent un notable regain de la ferveur religieuse : devant les épreuves, l'islam devient un refuge, un palliatif aux difficultés de chaque jour. Tantôt il se traduit alors par un fanatisme essentiellement religieux qu'entretien-

ent certaines sectes comme les Frères musulmans — ce qui n'exclut pas leurs visées politiques — tantôt il suscite une opposition politique de plus en plus vive au régime en place, comme en Iran.

De même que le brutal contact avec l'Occident au dix-neuvième siècle donna lieu à un grand courant réformateur, de même aujourd'hui les contradictions internes du monde arabe sont arrivées à un point tel qu'on assiste à une nouvelle remise en question, enrichie par l'expérience historique et idéologique du siècle écoulé. De façon

individuelle ou collective, beaucoup cherchent alors à repenser l'islam, avec la conviction que ceux qui s'en réclament ne pourront se libérer des divers jougs qui leur ont été imposés qu'en prenant en considération la réalité quotidienne telle qu'elle est vécue par le plus grand nombre.

Sans prétendre, certes, épuiser la question, les articles réunis ici voudraient au moins rendre perceptibles certains des principaux aspects de cette recherche.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

Exploitation du sentiment religieux au service des conquérants

Le jeu changeant des puissances coloniales

Par H. CHERIF

A L'HEURE où l'Europe occidentale et l'islam entrent en contact direct, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, l'ignorance ou les préventions étaient grandes, d'un côté comme de l'autre.

Une longue histoire de rapports conflictuels conditionnait la vision européenne de l'islam : en 1784 encore, la croisade — avec indulgence plénière — était prêchée contre Alger. Par ailleurs, le triste spectacle offert par les États musulmans au dix-neuvième siècle ne pouvait donner une idée flatterrice de l'islam, censé être au centre de toute la vie de ces États. Enfin, le besoin de justifier une certaine politique de conquête, longtemps impopulaire en Europe, fit le reste pour que la religion musulmane devint aux yeux de l'Occidental — averti ou non — synonyme de « fanatisme », de « islamisme », d'« ignorance », de « déchéance morale et matérielle » et autres aménités de même inspiration. « Pour comprendre, il faut aimer », rappelait quelquefois au contact des réalités coloniales algériennes au début de ce siècle : une voix dans le désert — colonial !

De son côté, l'islam était rien moins que préparé à subir la domination européenne, confondue avec celle de l'ennemi de la religion. Signe de fin des temps ou épreuve infligée par Dieu à son peuple, cette domination sortait de l'ordre naturel des choses ; elle ne pouvait être qu'apocryphique (impression d'un début de la conquête) ou accidentelle et passagère. D'où les « compensations » de libération nourries par les musulmans tout au long de leur histoire coloniale. D'où aussi,

pour le colonisateur, le choix d'une politique vigilante à l'égard de l'islam, alors que ses motivations profondes étaient si peu religieuses (sauf pour les missionnaires, inévitables compagnons de toute entreprise coloniale, mais ils n'étaient pas les maîtres du jeu).

Dans un premier temps, disons jusqu'aux années 80 ou 90 du siècle dernier, la politique coloniale fut brutale, sans fard ni ménagement pour les vaincus.

La religion, considérée comme l'unique ressort de la résistance musulmane à la domination chrétienne (de culture et d'inspiration), fut traitée de mille et une façons. En Algérie, les cadres de l'islam lettré et organisé furent dispersés ou réduits à une profonde misère matérielle et morale, ce qui faisait dire à Alexis de Tocqueville, dès 1847 : « Nous avons laissé tomber les écoles, dispersé les séminaires. Autour de nous les familles se sont dépeuplées. » La ferveur religieuse se replia alors sur ses formes plus populaires et plus élémentaires que représentaient confréries et marabouts. Ceux-ci devinrent des objets de suspicion, de surveillance et de tracasseries ; leurs adeptes furent traités de « carbonari en gaudouze ». C'était du fanatisme !

Bien sûr, l'autre politique, celle de la diplomatie et des ménagements envers une partie des cadres religieux, fut également pratiquée dès la première époque coloniale, mais elle ne devait l'emporter — au moins partiellement — sur la « théorie de la matraque » que tard, vers la fin du siècle (1).

La « politique des égards »

A PARTIR de 1880, l'impérialisme colonial déchaîné entreprenait le partage du monde à son profit : Tunisie, Egypte, Libye, Maroc, parmi les pays musulmans, tombèrent sous la domination européenne. Sûre d'elle-même, forte de l'expérience passée, la politique coloniale s'affina : en matière religieuse en particulier, elle se fit plus souple, plus habile, d'une habileté machiavé-

lique parfois ; l'islam entra dans cette perspective comme instrument d'une politique, comme pièce dans le jeu de la domination coloniale.

On eut d'abord le souci de lever les scrupules des croyants à obéir à une domination « infidèle ». En 1841, comme en 1893, on exhibait une « fétonne » (consultation juridique), approuvée par le Grand Chérif de La Mecque et qui déclarait l'obéissance à une pareille domination en cas de nécessité (vieux argument de la *dharira*). Un peu plus tard, pour les besoins de la politique de pénétration française au Sahara, on produisit des « fétonnes » encore moins retenues, délivrées par certains marabouts des confins méridionaux du Maghreb. À la même veine appartenait l'opuscule rédigé par certains « ulémas » de Tunis en 1883, et distribué gratuitement aux notables de cette ville : La parole pure des bons docteurs du gouvernement français (2). Tout un programme.

On chercha également à rallier, ou du moins à neutraliser politiquement, les cadres religieux musulmans. En Algérie, un « clergé » musulman, nommé et rétribué par les autorités françaises, ne souleva que peu l'enthousiasme des croyants, d'autant plus que le choix de ses membres était avant tout dicté par des considérations de docilité politique. Dans les protectorats tunisien, égyptien, marocain, la tâche du colonisateur était plus aisée, puis-

qu'un jour où elle réclama des droits politiques : toute sollicitude cessait alors, et certains ne virent plus, dans les « ulémas » de Tunisie ou d'Algérie, qu'une « cohue de barbares déguisés en Français ». On se rapprocha tout naturellement des conservateurs, et cela dès avant 1914.

La première guerre mondiale donna lieu à un jeu serré en matière de religion. Forts de l'alliance turque, les Allemands mirent sur le sentiment panislamique : depuis quel temps, l'empereur Guillaume II s'était solennellement proclamé « l'ami pour toujours de trois cent millions de croyants qui vénèrent le *Khalife* ». À l'éclosion de la guerre, on fit proclamer au sultan ottoman la *jihad* (guerre sainte), à l'intention des sujets musulmans soumis à la France et la Grande-Bretagne. Celles-ci répondirent en se plaçant d'abord sur le même terrain :

En tant que notables, une bonne partie des représentants de l'islam lettré ou populaire étaient sensibles au maintien de leur position privilégiée, qui dépendait du bon vouloir du pouvoir colonial : ils s'inclinèrent souvent devant celui-ci, perdant du coup une partie de leur influence sur leur société, comme on le verra plus loin.

La règle d'or de toute domination imposée était de diviser pour régner : les puissances coloniales ne faillirent pas à cette règle. De longue date, on se comptait à opposer Kabyles à Arabes, les premiers censés être plus réceptifs à la « civilisation », voire à la christianisation, que les seconds ; au Maroc, la politique berbère connue aussi de beaux jours. Cette politique de division trouva en Inde son terrain d'application : le dominateur anglais joua sur la peur de la minorité musulmane d'être submergée par la majorité hindoue ; il devait en résulter la partition du pays en 1947 (3).

Plus subtil, peut-être plus sinueux, était le jeu qui consistait à opposer les réformistes — religieux ou non — aux Vieux Croyants. Lord Cromer, en Egypte, se fit le protecteur du cheikh 'Abduh, un des pères de la renaissance islamique, mais se flatte d'avoir l'appui d'un tiers parti de « musulmans intelligents » contre les « fanatiques » (4). Un peu partout, on encouragea la nouvelle élite occidentale, censée être sage à la cause du dominateur européen. Jus-

qu'un jour où elle réclama des droits politiques : toute sollicitude cessait alors, et certains ne virent plus, dans les « ulémas » de Tunisie ou d'Algérie, qu'une « cohue de barbares déguisés en Français ». On se rapprocha tout naturellement des conservateurs, et cela dès avant 1914.

La première guerre mondiale donna lieu à un jeu serré en matière de religion. Forts de l'alliance turque, les Allemands mirent sur le sentiment panislamique : depuis quel temps, l'empereur Guillaume II s'était solennellement proclamé « l'ami pour toujours de trois cent millions de croyants qui vénèrent le *Khalife* ». À l'éclosion de la guerre, on fit proclamer au sultan ottoman la *jihad* (guerre sainte), à l'intention des sujets musulmans soumis à la France et la Grande-Bretagne. Celles-ci répondirent en se plaçant d'abord sur le même terrain :

En tant que notables, une bonne partie des représentants de l'islam lettré ou populaire étaient sensibles au maintien de leur position privilégiée, qui dépendait du bon vouloir du pouvoir colonial : ils s'inclinèrent souvent devant celui-ci, perdant du coup une partie de leur influence sur leur société, comme on le verra plus loin.

La règle d'or de toute domination imposée était de diviser pour régner : les puissances coloniales ne faillirent pas à cette règle. De longue date, on se comptait à opposer Kabyles à Arabes, les premiers censés être plus réceptifs à la « civilisation », voire à la christianisation, que les seconds ; au Maroc, la politique berbère connue aussi de beaux jours. Cette politique de division trouva en Inde son terrain d'application : le dominateur anglais joua sur la peur de la minorité musulmane d'être submergée par la majorité hindoue ; il devait en résulter la partition du pays en 1947 (3).

Plus subtil, peut-être plus sinueux, était le jeu qui consistait à opposer les réformistes — religieux ou non — aux Vieux Croyants. Lord Cromer, en Egypte, se fit le protecteur du cheikh 'Abduh, un des pères de la renaissance islamique, mais se flatte d'avoir l'appui d'un tiers parti de « musulmans intelligents » contre les « fanatiques » (4). Un peu partout, on encouragea la nouvelle élite occidentale, censée être sage à la cause du dominateur européen. Jus-

« ulémas » et marabouts loyalistes furent abondamment mis à contribution ; on agita le projet de création d'un califat arabe ; on dénonça la manœuvre politique du « comité de guerre sainte » basé en Germany. Plus effacement, on mita sur le nationalisme arabe contre l'oppression turc au Proche-Orient.

Au lendemain de la guerre, la Grande-Bretagne fut tentée de jouer la carte panislamique contre le laïcisme militant de la Turquie kemaliste, sans beaucoup de succès d'ailleurs : vers 1921, l'ancien cheikh al-Islam d'Istanbul, exilé par Mustafa Kemal, était accueilli en grande pompe par les autorités britanniques à Alexandrie, mais consciencieusement censuré par la foule à l'instigation des nationalistes. Indes de temps nouveaux que les autorités coloniales ne voulaient ou ne pouvaient comprendre.

Alliance du courant conservateur et des autorités coloniales

L' rapprochement était dans l'ordre des choses : les chefs traditionnels de l'islam comme les maîtres européens se sentaient menacés par les forces montantes apparues dans les sociétés musulmanes : les élites engagées dans les activités modernes, élites occidentalisées, prolétariat organisé, etc. Le nationalisme grandissant ou affirmé, capotait à son profit, et pour les besoins de sa cause, le sentiment religieux populaire toujours vivace. Les puissances coloniales s'acharnèrent à jouer les chefs religieux d'ancien style contre ce nationalisme. En 1933, les autorités françaises obtinrent de certains « ulémas » en renfort de Tunis une « fétonne » en vertu de laquelle un musulman pouvait acquiescer à la nationalité française sans renier sa religion, soulevant un tollé général contre les « pontifes » complaisants. En Algérie, les « ulémas » réformateurs firent cause commune avec les contestataires de l'ordre colonial, alors que les représentants du « clergé » officiel dénonçaient les « agitateurs » et les « préjudicés ulémas sans titres ni diplômes ». Au Maroc, qui ne se souvenait des fameuses algarades du

chérif Kikani, président de la fédération « Union des congrégations nord-africaines », contre le sultan Mohammed V, coupable à ses yeux de collusion avec les nationalistes (5) ?

L'effondrement des régimes coloniaux entraîna pas la déconfiture de la religion musulmane, loin de là, mais celle d'une certaine classe de notables religieux, consolidée par ces régimes pour mieux s'appuyer sur elle : un islam de grand-père qui l'évolution de la société affaiblissait déjà et que ses compromissions avec le colonisateur achevèrent de déconsidérer aux yeux de l'opinion musulmane.

- (1) Ch.-R. Ageron, Les Algériens musulmans et la France (1871-1919), P.U.F., 1968.
- (2) A.-H. Green, The Tunisian 'Islam', 1973-1975, thèse remaniée, université de Californie, 1972.
- (3) J. Dupuis, Histoire de l'Inde, Payot, 1963.
- (4) J. Berque, L'Égypte, l'Impérialisme et la révolution, Gallimard, 1967.
- (5) Ch.-A. Julien, L'Afrique du Nord en marche, nouv. éd., Julliard, 1972.

Lire pages 10 à 14 :

- P. 10-11. — En Afrique noire : distanciation et occuménisme, Pierre Alexandre. — Le nouvel élan des Frères musulmans, Dr Abdel Aziz Ramezani. — Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique, Nikki Keddie. — Poète islamique et impérialisme, Sami Mansour.
- P. 12-13. — Suite de l'article de Nikki Keddie. — Une nouvelle approche de l'islam sunnite, Hassan Hanafi. — Pouvoir communiste et islam en Union soviétique, Hélène Carrière d'Escause.
- P. 14. — Suite de l'article de Hassan Hanafi.

UNE AFFAIRE EXCEPTIONNELLE

comme placement d'argent pour un groupe financier international ou pour habilitation de très haut standing

A VENDRE

CHATEAU HISTORIQUE DU XIII^e SIÈCLE

aménagé en hôtel-restaurant 3 étoiles MN dans un parc de 3 Ha avec rivière actuellement en exploitation — en pleine nature — bel environnement. Bel appartement de direction et dépendances pour jardinier. (40 km de Paris par autoroute - Sortie à 1 km.)

Ecrire à A.C.P.E.

55, av. Joinville, 94130 NOGENT-SUR-MARNE, qui transmettra.

Un réseau de relations ambiguës avec les autres groupes

L'INCERTITUDE des recensements démographiques et, plus encore, sociologiques, en Afrique subsaharienne empêche de fournir des données véritablement sérieuses concernant l'effectif global brut des diverses confessions, cela d'autant plus que les critères d'inclusion varient suivant les sources, au point qu'il vaut souvent mieux parler d'« islamisés » ou de « christianisés » que de musulmans ou de chrétiens. On peut, avec les plus expresses réserves, hasarder une estimation relative : environ 50 % de pratiquants des religions traditionnelles, proportion qui tendrait à diminuer ; quelque 25 % d'islamisés et de chrétiens, respectivement, l'effectif des premiers croissant sensiblement plus vite que celui des seconds. Encore cette dernière observation doit-elle être nuancée, si l'on tient compte de la progression des cultes syncrétiques d'inspiration au moins partiellement chrétienne (par exemple, les prophétismes de la basse Côte-d'Ivoire).

L'islam est, historiquement, en Afrique dite noire, une religion des rivages : c'est de l'océan indien, littoral (sahil) méridional du Sahara. C'est dans ces régions que sont situés la plupart des États où l'islam est majoritaire (Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Gambie, Somalie, Soudan, Comores...), de même que ce sont soit dans la savane saoudienne sèche, soit sur la côte orientale que sont installées les minorités musulmanes importantes des États religieusement mixtes (Côte-d'Ivoire, Togo, Dahomey, Nigeria, Tchad, Kenya, Tanzanie...). On a longtemps affirmé que les limites de l'islamisation étaient celles de la pénétration du cheval et du bœuf. Ce n'est pas tout à fait exact, puisqu'il y a, d'une part, un islam « humide » non maritime sur la côte guinéenne (Guinée-Bissau, Sierra-Léone...), d'autre part, des civilisations « chevalières » (Moz, de Haute-Volta) qui ont résisté à l'islamisation.

Il n'en reste pas moins que l'islam n'a vraiment pénétré certaines zones forestières, le long des grandes voies de circulation et dans les villes de création

européenne, que pendant la domination coloniale et à sa faveur. Encore ce mouvement n'a-t-il eu d'ampleur qu'au contact immédiat des zones d'implantation historique ancienne. Loin de ces zones (Angola, Mozambique, Zimbabwe, Zambie, Gabon, Guinée-Equatoriale...) les communautés musulmanes ne sont guère que des minorités minuscules, bien que pas toujours insignifiantes sur le plan politique ou social. Il s'agit d'ailleurs souvent, dans ce dernier cas, d'allochtones venus d'Afrique du Nord et, surtout, d'Asie (Libanais, Syriens, Yéménites, Omanis, Indo-Pakistais, Malais) qui peuvent jouer un rôle important dans l'économie.

Les autorités coloniales ont dû toujours compter avec l'islam, soit qu'elles se soient efforcées de ménager un établissement autoritaire, souvent socialement et politiquement conservateur, soit qu'elles aient eu à faire face à des mouvements contestataires d'origine populaire et d'orthodoxie parfois contestable (par exemple : la confrérie mouride énégalaise avant sa récupération ; cette dernière tendance l'emporta, tout à la fois sous l'influence de ce qui s'était passé ou se passait à l'extérieur (indépendance des pays musulmans asiatiques, soulèvements maghrabins) et par une sorte de réaction africaniste supratribale, qui utilisait l'islam, soit sous ses formes locales rénovées (hamallisme), soit sous son avatar réformiste et wahabite, comme une idéologie déjà connue et parfois familière, et par là susceptible de mobiliser de larges masses.

Cette utilisation fut certainement efficace, mais n'alla pas, surtout dans les

En Afrique noire : distanciation et œcuménisme

Par PIERRE ALEXANDRE *

pays à majorité islamisée, sans poser quelques problèmes après l'indépendance. Si l'on excepte, en effet, la Mauritanie, et, dans une certaine mesure et temporairement, le Soudan — deux pays qui n'appartiennent que marginalement à l'Afrique noire — il est frappant de constater qu'aucun de ces nouveaux États ne se qualifie d'« islamique » ou « musulman » et ne doit, en fait, être considéré comme tel. Une des causes en est, probablement, le caractère très particulier de l'islam de terroir africain, qui laisse subsister, sur la plan juridique notamment, de très importantes survivances culturelles non islamiques. Mais sans doute encore plus important est le degré d'occidentalisation — peut-être vaudrait-il mieux dire de laïcisation (mais l'islam orthodoxe n'a pas de clergé) ou de sécularisation — des leaders. Un Sekou Touré, un Syed Barré, un Nimeyri ou un Ahmadou Ahidjo, sont peut-être, sont même sans doute de bons croyants (je ne me permets ni d'en juger ni d'en douter), mais ils ne sont pas d'abord des musulmans (étymologiquement : des « soumis »). Leur vision du monde, leur approche concrète des problèmes de gouvernement et de développement peuvent bien être colorées, influencées par leurs croyances, elles n'en diffèrent pas moins profondément de celles des « ulémas » conservateurs, des fidèles traditionnels. D'où peuvent naître des tensions d'autant plus grandes qu'on a davantage joué de l'islam dans la lutte contre le pouvoir colonial.

également prendre en compte une certaine tradition de tolérance religieuse africaine, et aussi un sentiment très généralisé que l'islam est authentiquement national, non importé, par opposition au christianisme introduit par les Européens : il est admis, au Togo, de se prénommer Yusuf ou Mariamu, pas Joseph ou Marie.

On objectera, ici, les prétendues « guerres de religion » du Tchad, du Soudan et du Biafra. C'est oublier que les deux Twareg musulmans du Mali ou des Hautes catholiques du Burundi. Certes, au Tchad et au Soudan (pas au Nigeria : le général Gowon est méthodiste, le « Scorpion noir » anglican), l'opposition musulmans/non-musulmans a joué un rôle, mais pas plus important que les autres facteurs sociologiques ou ethniques, et d'abord le régionalisme et le tribalisme.

Plus généralement, l'islam est resté dans nombre d'États avec une ambivalence qui rappelle celle qu'éprouvaient les gouverneurs de naguère. Positivement, c'est un facteur d'organisation sociale à niveau élevé, générateur d'un sentiment de dignité individuelle et collective, sinon même de supériorité — en tout cas, de différenciation — à l'égard des nations nantes ; c'est une réalité historique vieille de dix siècles et riche en souvenirs glorieux ; c'est, enfin, une voix de communication privilégiée avec une bonne partie du Sud (c'est-à-dire l'islam-moderne). Négativement, c'est souvent un frein d'initiative par rapport à certaines nécessités de la modernisation ; ce peut être aussi tout à la fois une mode de distanciation des musulmans à l'égard de leurs concitoyens païens ou chrétiens, en même temps qu'une internationalisation transcendant ces frontières qu'on cherche presque partout à consolider et à renforcer.

Ce caractère ambiguë, quel qu'il soit, est universel de la « umma », la communauté des croyants, est, évidemment, très important sur le plan des relations internationales, que ce soit au niveau pan-africain ou extra-africain. Il faut ici tenir compte — un compte assez embrouillé — des

confusions et assimilations plus ou moins abusives (qui ne sont nullement propres aux Africains) entre islamisme, arabisme, afro-asiatisme et « pétroisme ». Le champ d'expansion de l'islam — et ses annexes immédiates — délimité dans le tiers-monde un compartiment qui exclut l'Amérique latine. Il est peut-être significatif à cet égard que le pays où Cuba est intervenu massivement est sans doute un des moins islamisés d'Afrique. Les Arabes, par ailleurs, sont, et c'est dit, « le corrélat qui tend l'arc de l'islam ». L'attitude africaine à leur égard n'en est pas moins marquée d'ambiguïté — le prestige culturel, linguistique et religieux le disputant à des souvenirs historiques peu agréables — mais il demeure que la géographie fait du monde arabe un point de passage obligé, et l'histoire religieuse un point de rencontre obligatoire. A quel s'ajoute le pétrole et ses dollars, qui renforcent encore l'ambiguïté : du besoin peut naître la crainte.

Dans la Philosophie de la révolution, Gamel Abd-el-Nasser prévoyait de porter l'influence arabe au cœur du continent noir. Il le tenta sans grande réussite et sans grand succès au Congo ex-belge, mais les choses ont changé depuis 1964. L'aide réclamée, et partiellement obtenue (au moins sous forme de promesses) à la conférence du Caire, peut être à l'origine d'un nouvel avatar néo-colonialiste — ou d'une variante musulmane de la Sainte Alliance. Tout pronostic serait actuellement aventureux, puisqu'on ne sait même pas si la rationalité économique et le sentiment religieux s'opposent, s'ignorent ou se combinent quand on passera aux actes. L'hypothèse n'est pas exclue, cependant, d'une réaction défensive de certains États africains, probablement non musulmans, aboutissant à un climat non plus entre « révolutionnaires » et « modérés », mais entre clients et non-clients des pétroliers. Et, dans cette hypothèse, la répartition de l'islam sur le terrain — à laquelle on faisait allusion plus haut à propos de l'Angola (de l'Angola pétrolier) — prend une signification nouvelle.

Monde arabe, religion et pétrole

Il n'y a donc rien de paradoxal à ce que les relations entre l'État et, si l'on s'exprime ainsi, l'« Église » musulmane soient souvent moins tendues dans des pays où cette dernière ne rassemble qu'une importante minorité de la population et où le chef d'État n'en fait même pas partie. Pas seulement

parce que ce chef d'État cherche à se ménager les musulmans ou parce que celui-ci adopte une attitude de prudence défensive à son égard. Il faut

* Directeur du département Afrique à l'Institut national des langues et cultures orientales (I.N.L.C.O.).

Après avoir survécu à l'hostilité de la monarchie et du nassérisme

APRÈS avoir connu une large répression et une retraite longue et forcé dans les camps de concentration, le retour des Frères musulmans à la vie politique peut être considéré comme l'un des développements les plus importants et les plus sérieux que l'Égypte connaisse actuellement.

Créée en mars 1925 par le cheikh Hassan El Banna, l'Association des Frères musulmans (A.F.M.) se frayait, à l'origine, un chemin sur le sol égyptien. D'un groupe limité à l'initiale, sur les rives du canal de Suez, elle se transforma en un mouvement de grande ampleur, recouvrant l'ensemble du pays et se propageant, au-delà, dans le monde arabe et islamique. En dix ans, elle franchit les barrières qui limitaient généralement les groupes religieux traditionnels pour pénétrer les bastions séculaires de l'esprit comme

les universités égyptiennes (facultés de droit, médecine, polytechnique). L'idéologie qui prévalait au départ de l'A.F.M. se basait sur les cinq principes suivants :

— L'universalité de l'islam, considéré à la fois comme une religion et un État ;

— Le retour aux sources de l'islam ;

— Tout territoire sur lequel est hissé l'étendard de l'islam est considéré comme une patrie pour tous les musulmans ;

— Le gouvernement islamique ; nécessité d'appliquer la « charia » (législation) islamique ;

— La succession islamique.

Dans la lutte politique qui, à cette époque, divisait l'Égypte entre, d'une part, les éléments de la classe féodale sous l'égide du Palais et, d'autre part, la majorité des classes moyennes, paysanne et ouvrière

Par le Dr ABDEL AZIM RAMADAN *

représentées par le parti Wafd. L'A.F.M. choisit de se joindre aux premiers. Lorsqu'en 1938 le Palais et son « homme fort », Ali Maher, parvinrent à éliminer le parti Wafd du gouvernement, l'A.F.M. se lança dans l'action politique, déclarant la guerre aux partis et proclamant son allégeance au roi. A cette fin, elle appliqua un style fasciste tant dans son action qu'en son organisation intérieure, qui tout devait répondre à l'autorité absolue de cheikh Hassan El Banna, que dans la formation de groupes para-militaires portant la chemise jaune. Ceux-ci

* Professeur d'histoire contemporaine à la faculté d'éducation, université de Menoufia, Égypte.

atteignaient le chiffre de quarante mille combattants au lendemain de la deuxième guerre mondiale lorsqu'ils décidèrent de se procurer des armes pour fonder une nouvelle armée clandestine.

Leur pouvoir grandissant suscita les appréhensions du gouvernement. A la faveur de la multiplication des actes de terrorisme, dont ils n'étaient pourtant pas les auteurs, le régime décrié, le 18 décembre 1949, la liquidation de l'association et la confiscation de ses biens.

Cette répression incita les Frères musulmans à se lier aux forces démocratiques. Leurs contacts avec les communistes dans les prisons firent échouer au rapprochement réclamé en ces termes par leur théoricien, Sayed Koth : « La liberté aux communistes comme à tous ceux qui ont combattu le despotisme. »

Leurs liens avec les « officiers

libres » leur permirent d'être les premiers informés de la révolution du 23 juillet 1952 et de se trouver aux côtés de l'armée qui venait de prendre le pouvoir. Mais, profitant de l'émotion, les partis politiques traditionnels, ils tentèrent d'imposer leur tutelle à la révolution et, à plusieurs reprises, se heurtèrent à Nasser. Ce dernier parvint à les écarter, sinon à les supprimer, à deux reprises. D'abord en 1954, à la suite de l'attentat perpétré le 26 octobre contre lui à Alexandrie et avec lequel les Frères musulmans n'ont eu aucune relation, puis, en septembre 1958, lorsqu'ils furent accusés d'avoir trahi un complot, à l'instigation de l'Arabie Saoudite, pour renverser le pouvoir égyptien. Plusieurs des principaux leaders des Frères musulmans, dont Sayed Koth, furent pendus en ces deux occasions.

Tout au long de la période nassérienne, les Frères musulmans dis-

Face à l'U. R. S. S. et aux nationalismes

PACTE ISLAMIQUE ET IMPÉRIALISME

Par SAMI MANSOUR *

PLUSIEURS tentatives sérieuses se dessinent actuellement pour réactualiser la vieille idée de pacte islamique, réunion des pays musulmans ou sein d'une alliance prolongent les pactes occidentaux à seule fin de contenir les mouvements nationaux et de consolider la présence occidentale dans ces pays.

L'idée d'un pacte islamique est particulièrement habile puisqu'elle permet de réaliser la majorité, sinon l'ensemble, des objectifs de l'impérialisme. Elle lui donne l'opportunité de s'insérer au cœur d'une conception qui fascine les masses musulmanes car elle correspond au vœu éternel religieux de réunir le monde musulman dans une même ligue, un même bloc, islamique. Sa conception politique remonte au siècle dernier et, dans son essence, elle traduisait l'aspiration à une réforme visant à se débarrasser de la corruption du régime ottoman. Les auteurs de ce projet étaient cependant convaincus qu'il était impossible de mener à bien une telle réalisation du fait de la montée de la vague nationaliste à la même époque (1). Aussi est-il étrange qu'au moment où les penseurs islamiques abandonnent leur propre idée, des pays étrangers non musulmans l'aient adoptée et aient tenté de l'appliquer

sous une forme et sur une base évidemment différentes.

La Grande-Bretagne fut la première à exploiter l'idée, dès la fin du siècle dernier, en créant un pacte islamique face au sultan ottoman Abdul Hamid, allié à la Prusse. Bien que cette initiative ait échoué, Londres renoua sa tentative avant la première guerre mondiale (2). A son instigation, l'Agas Khan fut nommé chef d'une communauté musulmane (les ismaélites) ; cette subtilité manœuvrière visait à l'établissement d'un pacte islamique dont le khédive égyptien aurait dû devenir le leader. La tentative échoua du fait de la première guerre mondiale.

Les pays impérialistes qui entretenaient d'ambitions vives sur la région ont, par la suite, repris le projet britannique, l'adaptant aux nouvelles réalités dans l'espoir de réunir là où la Grande-Bretagne avait échoué. Ils oublièrent qu'entre-temps le projet était devenu douteux puisque l'initiative revenait à des pays non musulmans et, de fait, il se solda par un échec : désormais, le pacte devrait avoir une origine islamique. Comme dit un proverbe arabe, le pacte était devenu « une idée juste cachant une intention mauvaise ». Le cheikh d'Al Azhar, cheikh Hassan Mahmoud, alla jusqu'à déclarer le 25 février 1966 : « Ce que l'on appelle pacte islamique est, dans son essence, un pacte capitulaire. L'islam combat la corruption et les tyrans. Il suffit d'appliquer les préceptes de l'islam lui-même à ces pactes islamiques pour s'apercevoir que l'on utilise cette religion à seule fin de cacher la nature colonialiste du projet » (3).

Contre le mouvement national

L'IMPÉRIALISME ne se borne pas à exploiter la conception islamique réformiste, il la manipule pour atteindre ses propres objectifs et créer un groupe international sur une base religieuse. Cela revient à vider le mouvement national arabe de son contenu progressiste

et laïc ; ainsi dévié de son approche combative, le concept national a été transformé en une vague idée communautaire qui exploite la caractéristique émotionnelle de la religion, écartant du même coup l'originalité de l'islam, qui tend à une révolution sociale (4).

Le fait que le courant nationaliste soit dominé par quelques groupes d'intellectuels noyés dans un océan d'ignorance (75 à 90 % des populations concernées) et d'ignorance permet à l'approche religieuse d'isoler davantage encore les dirigeants nationalistes.

Ce qui peut paraître étonnant dans cette tentative occidentale visant à conjurer politique et religion, c'est que rien de comparable n'existe en Occident. Condamnable en soi, cette approche occidentale utilise l'étendard de la religion pour censurer le mouvement politique et restreindre la réflexion de l'individu. Elle divise la pensée sur la base de croyances religieuses, allant ainsi à contre-courant de l'histoire.

Mais, en outre, l'objectif est de s'assurer le concours d'intermédiaires sûrs et loyaux, liés à l'Occident. Ainsi l'Arabie Saoudite apparaît-elle comme la plus qualifiée pour jouer ce rôle pendant plusieurs années, sinon plusieurs générations. Elle possède les sanctuaires religieux les plus saints de l'islam. La Ka'aba attire à La Mecque des millions de musulmans qui, chaque année, viennent en pèlerinage. Et les dirigeants saoudiens n'ont de cesse de renforcer par tous les moyens le prestige qu'ils en retirent, utilisant ainsi la religion sous une forme incompatible avec ses propres principes.

La structure tribale de la société saoudienne, constituée de petites communautés, ne semble pas apte à engendrer une orientation révolutionnaire. Le pouvoir absolu appartient à une famille liée par diverses alliances aux chefs de tribus. Sont écartés ceux qui, par sens politique, tentent de remettre en question la structure hiérarchique ; ou bien, en les priant d'abandonner en leur faveur toutes les facilités, ou bien on les tue. Malgré la présence du pétrole, il n'existe pas de classe ouvrière ou vrai sens du terme, et pas davantage d'insti-

tution politique ni d'organisation populaire. L'armée elle-même est encadrée par la garde royale, mieux équipée et plus efficace.

Au cours des vingt dernières années, l'Arabie Saoudite n'a cessé d'être le porte-parole des États-Unis dans la région. Son rôle s'est accru lorsque, après son échec au Vietnam, Washington décida d'agir par l'intermédiaire des pouvoirs locaux, camouflant ainsi son action. Du fait du caractère de régime, comme des intérêts même de la famille royale, les risques de friction dans les relations américano-saoudiennes paraissent très réduits.

En conséquence, l'Arabie Saoudite s'affirme comme le candidat privilégié pour prendre la tête d'un pacte islamique. Jusqu'ici, l'Égypte nassérienne avait édicté l'Arabie Saoudite, sans lui permettre d'exercer une quelconque autorité sur la région. Néanmoins, l'Arabie Saoudite avait tenté, à plusieurs reprises, de réaliser un pacte islamique ; mais ses différends avec l'Égypte, car ils ne répondent à aucune motivation populaire ou nationaliste, Nasser disparu, la route était libre.

En fait, les différents éléments qui se dissimulent derrière une union conçue sur une base religieuse ne servent qu'à renforcer la présence sioniste en terre arabe et à faciliter une coopération entre le monde arabe et israéli. L'idée d'un pacte islamique, qui avait disparu lors de la première guerre mondiale, resurgit à nouveau au cours de la seconde guerre mondiale, précisément en 1941. Comme ce fut le cas à l'origine, elle naît alors sous des auspices non islamiques, lors d'une conférence entre orientalistes américains et britanniques à laquelle participaient des personnalités sionistes. Leur objectif était de faciliter la coopération arabo-sioniste, telle qu'elle allait être proposée après la fin de la guerre. Les documents relatifs au pacte de Bagdad (tenue le 22 février 1955) et découverts après la révolution irakienne (14 juillet 1958) ont

(1) Le Concept d'islamisme, Dr Boutros Ghali, Le Caire, 1958.
(2) Le Concept de leadership politique, Dr Anis Sayed, Beyrouth, 1960.
(3) Al Azhar 25 février 1966.
(4) Déclaration du Conseil suprême des affaires islamiques, Le Caire, 1^{er} mars 1966.

سماز الشار

perurent totalement de la scène politique. Mais, au lendemain de la mort du président Nasser, plusieurs transformations internes radicales préparèrent leur retour à la vie publique.

À ce niveau politique, ce fut d'abord l'application d'une politique libérale par le président Sadate après le 15 mai 1971, sa décision, en 1975, de décréter un pardon général pour tous ceux jusqu'alors soumis aux sentences de procès politiques et, en dernier lieu, son accord pour transformer l'Union socialiste arabe (parti unique) en « tribunes », puis en partis politiques. Parallèlement à ces transformations politiques, d'autres éléments de nature religieuse, ont favorisé le retour des Frères musulmans. Ainsi, l'échec de l'université d'El Ashar à réaliser sa mission et son rôle d'éducateur éclairé des masses musulmanes, la participation de la jeunesse à des groupuscules islamiques fanatiques, l'apparition de groupes musulmans (comme ceux d'autres musulmans) Salaf, qui ont pris d'assaut la faculté de génie militaire à Héliopolis en avril 1974.

À la faveur de ces circonstances, les dirigeants des Frères musulmans ont entrepris de réorganiser secrètement leurs rangs et de reformer leurs cadres dans toutes les régions du pays. Ce n'est que lorsque les autorités acceptèrent la constitution de « tribunes » au sein de l'Union socialiste arabe que ces groupes commencent à apparaître au jour le jour. Des réunions clandestines ont permis aux Frères musulmans d'obtenir l'autorisation officielle de se regrouper au sein d'une association religieuse, sous la présidence de Kamal Ed Dine Hussein et de Hussein Chafai (qui valent tous deux appartenir à l'ancien Conseil du commandement de la révolution). Face aux démentis de ces derniers, l'A.F.M. décida d'imposer le fait accompli. Pour ce faire, elle embrigada et gagna des parti-

sans tant parmi les milieux jouissant d'une influence sur l'opinion publique que parmi les cadres politiques susceptibles de faciliter les activités de l'association ou de fermer les yeux sur celles-ci.

Les membres de l'association se divisèrent alors en deux tendances : l'une préconisant la reprise de la publication de la revue *El Dawaa* (l'appel), qui annoncerait le retour de facto des Frères musulmans ; l'autre invitant à la patience, de façon à permettre que toutes les conditions soient réunies pour le succès d'*El Dawaa* soient réunies.

La première tendance prit le dessus puisque *El Dawaa* commença à paraître en juin 1976. C'était la première fois, depuis 1954, que les Frères musulmans disposaient d'un organe d'expression officiel.

À travers les principaux numéros de ce journal (juin 1976-janvier 1977), on voit les principes fondamentaux de la philosophie de l'association. Son orientation politique revient à condamner violemment et ouvertement le régime de Nasser, à s'attaquer au communisme tant en Égypte que dans le monde, à préconiser la coexistence avec le régime, pour garder sa confiance et l'amener à accepter la constitution d'un parti politique légal, au nom de l'association.

En matière de politique étrangère, les Frères musulmans ont une attitude hostile aux États-Unis qui, selon eux, bloquent leur éventuel retour à la vie politique. Ils doutent, d'autre part, de leurs efforts pour établir la paix au Proche-Orient et de leur rôle dans l'implémentation d'une paix américaine. Les Frères musulmans ne se montrent cependant pas hostiles à la politique d'ouverture du président Sadate et à la péroraison d'un parti constitué sur la base d'une discrimination religieuse.

À la suite de l'adoption de ce projet de loi, manifestée par Salah

Abou Rokait dans la revue *El Dawaa* (janvier 1977), les pourparlers entre les Frères musulmans et le pouvoir se poursuivirent. Les engagements du 18 et 19 janvier 1977 pourraient aboutir à une situation explosive conduisant, à la première occasion, à une intervention militaire.

Dr ABDEL AZIM RAMADAN.



INCARCERATION DE FRÈRES MUSULMANS EN CAMP DE MARIOUT

Abou Rokait dans la revue *El Dawaa* (janvier 1977), les pourparlers entre les Frères musulmans et le pouvoir se poursuivirent. Les engagements du 18 et 19 janvier 1977 pourraient aboutir à une situation explosive conduisant, à la première occasion, à une intervention militaire.

troubles religieux d'impliquer les Frères musulmans, qui ont pour ainsi dit participé à la dégradation des affaires de nuit sur la route des Pyramides) et même la requête des Frères musulmans, il faudrait une situation explosive conduisant, à la première occasion, à une intervention militaire.

Un cas particulier à un rôle d'une importance exceptionnelle

Le rôle de la religion dans l'histoire contemporaine est, dans une mesure, unique, en ce sens que les religions ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas. Elles ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas.

Le rôle de la religion dans l'histoire contemporaine est, dans une mesure, unique, en ce sens que les religions ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas. Elles ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas.

Le rôle de la religion dans l'histoire contemporaine est, dans une mesure, unique, en ce sens que les religions ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas. Elles ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas.

Le rôle de la religion dans l'histoire contemporaine est, dans une mesure, unique, en ce sens que les religions ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas. Elles ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas.

Le rôle de la religion dans l'histoire contemporaine est, dans une mesure, unique, en ce sens que les religions ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas. Elles ont été, à travers les siècles, les forces les plus puissantes de la civilisation humaine. Elles ont joué un rôle d'opposition ou de soutien à la civilisation, selon les cas.

Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique

Par NIKKI KEDDIE *

révisé les statuts et les liens entre les membres arabes du parti et Israël.

Cette coopération arabo-jonaise est l'un des objectifs favoris des États-Unis dans le cadre d'un règlement du conflit régional.

Rempart contre le communisme

PAR ailleurs, le pacte, ainsi conçu, permet de contrecarrer l'influence soviétique ; l'approche américaine, l'utilisation d'une religion fait obstacle à la pénétration du communisme. C'est, à nos yeux, le moyen le plus efficace. Les campagnes d'information visent souvent à faire du communisme l'ennemi de l'islam alors qu'en fait la conception islamique est essentiellement socialiste. Limiter le communisme à l'athéisme — thème fréquemment développé du haut des minarets — à l'intérieur des mosquées — rejoint le but premier de la politique américaine. Il lui suffit alors de financer la publication et la diffusion de livres et de brochures sur le sujet, sans mentionner, et pour cause, leurs auteurs.

En 1946, au commencement de la guerre froide, le roi Abdolkarim, souverain de Transjordanie, prit en charge la mise en œuvre du plan occidental. En même temps, des pays islamiques limitrophes de l'Union soviétique, comme la Turquie et l'Iran, se présentaient comme les bastions régionaux de la puissance américaine. L'idée d'un pacte islamique pour la chaîne intermédiaire des pactes militaires qui entouraient l'Union soviétique, et celui du Sud-Est asiatique, sans oublier les accords militaires bilatéraux (5).

La création d'un tel pacte visait aussi à éliminer les mouvements de libération qui risquaient de mettre en péril les sources d'énergie convoitées, comme le pétrole (6). Au début des années 50, le mouvement national persan a été mis fin à l'occupation britannique en Égypte et atteignait son apogée au Mexique. Les forces islamiques réactionnaires

essentiellement monarchiques — s'employaient à créer, précipitamment, un pacte dans le seul but de faire avorter les révolutions dans les pays arabes.

En 1952, le roi Abdolkarim déclara son accord avec la Turquie. Les deux pays signèrent un accord en 1954. Dans le pacte qui suivit, la Turquie conclut un accord militaire avec Washington. À la même époque, le souverain irakien, qui était d'origine militaire américaine, signe le 24 février 1955 avec la Turquie un accord qui, plus tard, le roi du pacte de Bagdad. Son objectif, qui était de protéger l'Égypte des pays arabes, se heurta à l'ampleur du mouvement arabe. Le 14 juillet 1958, l'armée à Bagdad d'un pouvoir révolutionnaire prépara l'abandon du pacte en 1959.

En 1961, fut tenté d'un regain réactionnaire à briser l'un des espoirs les plus sacrés de la nation arabe : « l'union ». La C.I.A. réussit en effet un coup d'État en Syrie, ce qui aboutit à la rupture de l'union arabo-syrienne. Voulaient assurer et élargir l'union, la réaction proposa, une fois de plus, l'idée du pacte, toujours dans le but de l'Égypte. M. Ayoub Khan, président du Pakistan, suggéra alors la création d'une « entente islamique » qui remplacerait le pacte de Bagdad, évitant ainsi la « réaction » émotionnelle que pouvait engendrer le terme même de pacte. Le mouvement national arabe, qui avait repris son souffle depuis la révolution égypto-syrienne, fit échouer le projet.

En 1966, alors que plusieurs capitales arabes s'étaient engagées dans la voie du socialisme, une situation critique. Le roi Fayçal relança l'idée du pacte islamique au vœu d'endiguer l'élan socialiste, et il entreprit une tournée dans plusieurs pays. À ses yeux, les précédentes tentatives avaient échoué

parce que leurs membres étaient trop évidents avec des puissances étrangères non musulmanes. L'idée proposa-t-elle d'en prendre l'initiative tout en étant, en conclusion, l'intermédiaire de l'Occident. Lorsque le projet parvint à son but avec la République égyptienne de 1967, ses instigateurs furent surpris de constater que Gamal Abdel Nasser conservait toujours sa position de leadership dans le peuple arabe. Le roi Fayçal fut lui-même témoin de l'accueil populaire enthousiaste réservé à Nasser lors du « sommet » arabe de Khartoum (octobre 1967).

La suite des événements n'incitait pas à une relance du pacte islamique du fait de l'émancipation de la Palestine — avec la création du commandement de l'Organisation de libération de la Palestine — tant au Liban qu'en Syrie. Par contre, l'importance de la défaite, la poussée nationale religieuse prit un second souffle. Ainsi la réaction arabe parvint-elle en septembre 1976 à organiser le massacre du peuple palestinien en Jordanie. Au même moment, Nasser mourut. Peu à peu, il n'y avait qu'un leader arabe : celui de la réaction. C'est alors que le roi de l'Arabie Saoudite s'accroît, grâce, entre autres, à l'augmentation du prix du pétrole et à l'accroissement de ses moyens financiers.

Le rôle de l'Arabie Saoudite

Face à l'étendue actuelle du mouvement réactionnaire, la notion de « pacte islamique » ne saurait être formulée. Depuis un quart de siècle, les circonstances ont rendu cette formule à sa réalisation pour dominer le mouvement national arabe.

Aujourd'hui, les indices de la nouvelle situation sont les suivants : 1) L'extension du courant traditionaliste dans la région ; l'association des Frères musulmans, qui a repris ses activités, se manifeste en Égypte, à la fin d'une occasion ; 2) L'Arabie Saoudite ne connaît aucune concurrence dans son leadership régional ; la

conférence arabe qui s'est tenue à Riyad en octobre 1976 pour mettre fin à la guerre civile libanaise est, à ce titre, significative. Après avoir laissé échouer l'essai après l'autre, les diverses initiatives arabes sans intervenir elle-même, l'Arabie Saoudite a lancé une invitation pour cette conférence ; et, en l'espace de quarante-huit heures, le conflit libanais se terminait, au même coup, sans certitude, la domination saoudienne sur la nation arabe ;

Parallèlement à l'endiguement de l'influence soviétique, la pénétration américaine recouvre la presque totalité de l'ensemble régional. C'est la première fois dans l'histoire de la région que les États-Unis s'assurent d'une telle emprise ;

Après avoir mené la campagne nationale libanaise et imposé la silence à la presse libanaise, l'ensemble de la région vit dans une atmosphère de « paix » malgré toutes les réserves qui pouvaient être formulées à son égard, le premier libanais jouit jusqu'à un rôle non négligeable, et, tandis qu'elle pensait remplir ce rôle, la presse libanaise se heurta, à son tour, à une impasse ;

Le mouvement national arabe est lui-même épuisé du massacre libanais. Il n'a même plus de leader depuis que M. Kissinger est parvenu à aggraver les divergences entre les dirigeants arabes, en faisant obstruction de leurs points de convergence. Seul le seul de la mener séparément à s'intégrer aux mouvements américains.

Mais ce n'est là que des éléments éphémères de la situation du mouvement national arabe. Les forces réactionnaires, et avec elles les États-Unis, le savent bien qui tentent à nouveau une course contre la montre avant que le mouvement arabe ne soit vainqueur du vain défaitisme et de l'indépendance nationale à l'impérialisme.

SAMI MANSOUR.

(5) Les Pactes militaires, Dr Boutros Ghali, Le Caire, 1965.
(6) Les Mesures de l'occupation américaine, Dr Sami Mansour, Le Caire, 1967.

De l'immobilisme à la révolution et de la dictature à la démocratie

Si ce témoignage ne peut prétendre représenter aujourd'hui un courant de masse, il est néanmoins caractéristique d'une certaine évolution de l'islam. Une nouvelle interprétation de l'islam, proche de celle-ci, se destine aussi à travers la revue koweïtienne El muslim el mossar (« le Musulman contemporain »), qui semble avoir une certaine audience et rencontrer la

L 'ISLAM n'est, ne saurait être qu'une expression historique, qui a fait, l'islam n'est pas une religion qui a des interprétations différentes à travers les siècles et les communautés. On en parle comme de la religion du peuple arabe dans sa quasi-totalité. L'islam n'est donc pas seulement l'islam orthodoxe, mais la religion vécue par le peuple et inspirant son action dans la vie politique et sociale.

La théologie de l'islam sunnite est à la base de l'idéologie du peuple, beaucoup plus que la philosophie, la loi ou même le mysticisme. Elle restera longtemps encore, tant que le peuple sera croyant et fidèle à la tradition. Socialisme, marxisme, nationalisme, etc., ne peuvent prétendre faire profondément savoir dans les masses musulmanes, donc dans leurs parties encore insensibles aux hérangues socialistes du dernier quart de siècle. Par contre, la théologie, à la base de l'idéologie populaire, tient une part essentielle dans la culture nationale. Ainsi est-elle devenue l'opium des masses, l'opium des masses, l'opium des masses, selon Kant) et rarement présentée comme « cri de l'oppressé ».

[illegible]

Farcouchement défendue par l'islam, toute immensité cosmique ou anthropomorphe, la transcendance divine est souvent utilisée par les régimes autocratiques pour asservir le peuple : Dieu, omniscient, omnipotent, voit tout et fait tout, rien ne lui échappe : nul ne peut protester. Le peuple doit ainsi plier le dos devant le dictateur qui voit tout et qui peut tout : la transcendance divine devient alors source de terreur.

Depuis l'Afghanistan jusqu'à Sayed Khatami, les réformistes ont tenté d'exprimer l'idée révolutionnaire latente dans la transcendance divine.

Cette dernière réside dans la conscience humaine de tous les jongs, natrèls ou souciars, afin de leur rendre la dignité humaine au sens profond rationnel face auquel tous les hommes sont égaux. Dès lors, la transcendance divine n'est que l'expression de la liberté humaine, l'égalité sociale, la solidarité humaine. Dieu n'est pas le plus lointain, mais le plus proche, le plus accessible, le plus humain, le monde malin dans l'homme et dans le monde. Non pas uniquement « Dieu est aux cieux », mais « Dieu est au milieu de vous », dit le Coran, comme dit le Coran, « Il est Là, Dieu dans le ciel, Dieu aussi sur la terre » (43 : 84). Dieu n'est plus conçu comme une théorie de la transcendance, mais comme une théorie humaine, la fameuse théorie sunnite — mais comme une idéologie de libération et de développement. L'essence d'Allah est la conscience humaine, la subjectivité. Allah : l'homme.

L'homme, le lib

QUANT au monde, l'analyse marxiste utilise la conception de la contingence. Un monde contingent peut changer puisqu'il est soumis à des aléas et à des lois. Les événements déroulent selon la volonté absolue de Dieu : la pomme peut « tomber » de bas en haut comme la loi de la gravitation, la fibre optique se transforme en serpent, comme disait Ali Gassali ! Le monde ainsi conçu n'est essentiellement à un régime assez instable. Ainsi peut faire tout ou rien une seule personne, dans ce cas elle se sa propre volonte. Comment un peuple pourrait protester et revendiquer ses droits politiques et sociaux sans être dans ce monde « fragile » et méchant ?

Pour être cohérent et apte à s'améliorer, ce monde doit être régi par des lois comme celles de la nature et de la vie sociale. Chaque individu s'y déroule selon une loi connue et prédictible. Les lois seront ainsi les liens entre le peuple et l'autorité politique. Il y

Une nouvelle approche de l'islam sunnite

Par **HASSAN HANAFI** ■

Les **chiffres** **divers** sont les **divers** valeurs de l'homme, qui a pour mission de le **divers** sur terre. L'homme est le gerant de Dieu sur terre, ainsi que dit le Coran : « Et lorsque ton Seigneur dit aux anges : **Je vais descendre sur terre...** » (2 : 30). Ainsi la transcendance est-elle réactivée, transformée en énergie humaine ou élan vital.

[illegible]

ré et l'autorité

Ce monde cohérent a aussi été proposé au sein de l'islam sunnite par la tendance mu'tazilite (les libres penseurs de l'islam), mais il n'a pas eu le temps d'imprégner la conscience du peuple, comme ce fut le cas pour le monde « fragile » des ash'arites.

Le « monde ordonné » se voit finalisé puisqu'il tend vers un but ~~raisonnable~~ tandis que le monde désordonné reste absurde et sans finalité. La volonté absolue du dictateur est son seul but. Plus que deux catégories d'êtres, dicta-

■ Professeur de ~~mathématiques~~ univers-
du Caire.

ture et démocratie sont ici l'expression de concepts religieux.

En ce qui concerne l'homme, la société et l'histoire, on a beaucoup parlé du musulman et de la prédétermination dans l'islam. Il est vrai que la prédétermination est une option sunnite de ce régime autocratique pour obliger le peuple à accepter la dictature et la paupérisation. Mais la prédédestination est une option shia comme un fait accompli, impossible à changer.

Les mutazilites, toujours à ten-
dances sunnite, ont de leur côté
des représentants. Pour eux, l'homme
est libre et responsable. Il a une
âme indépendante et réflé-
chie. Dieu n'est pas omnipotent
et on ne peut lui imposer la loi.
Le Mal est le bien ont pour ori-
gine des causes individuelles et sociales.
Le Mal est passager, et peut se trans-
former en bien sans l'effet d'un
acte humain. Ayant une telle con-
ception d'un monde sans aucune con-
ception implique la participation du
peuple à la vie politique et sociale,
puisque le peuple doit être le dépositaire
de son propre destin.

Par contre, le régime démocratique fait de Dieu l'origine du Mal, il se fait fin de dissimuler sa propre responsabilité. Peu importe par son incohérence, ce genre de régime prêche à la fin l'indéterminisme des lois de la nature et le déterminisme des lois humaines. Un régime démocratique ou progressiste considérera, quant à lui, le Mal comme une responsabilité humaine et prêchera, au contraire, le déterminisme des lois de la nature et l'indéterminisme des lois humaines.

L'Islam refuse à titre de travail la question de la raison ou de l'autorité (du monde révélé) en proposant deux solutions : l'une donne priorité à l'autorité sur la raison, tandis que l'autre fait de la raison une priorité.

L'avenir

L ISLAM sunnite mu'tazilite est donc apte à former l'homme rationnel, nécessaire à tout développement et à toute action sociale. Il est capable d'ouvrir aux musulmans une vision rationnelle du monde, de leur permettre au progrès, comme il est capable d'ouvrir aux sociétés musulmanes libérées des tabous auxquels sont soumises les sociétés actuelles (tabous de l'autorité, du sacré, du sexe,

etc.). Une telle option ~~pour~~ de faire disparaître l'analphabétisme

Evidemment, tout régime obscurantiste adopte la première — qui a malheureusement fait l'option de l'islamisme ash'arite. Bien que ce texte religieux ait servi à celle-ci, le régime obscurantiste utilise le texte dans un sens politique. Une fois que le peuple soumis à l'autorité, et non à la raison, on pourra lui imposer l'islamisme, on utilisera la méthode de l'imitation d'un texte sacré pour l'imitation de l'exercice du pouvoir de l'ignorance du peuple.

L'autre option, également proposée par l'islam sunnite tarifiante, mais qui n'a pas l'occasion d'être une motivation populaire, intégrée à la culture nationale, aurait pu être celle des islamistes soumise à l'alphabétisme, à l'ignorance et à la religion. L'islam est une religion où il n'y a pas de mystères qui échappent à la raison ou à la science. Les musulmans peuvent s'efforcer de comprendre les pouvoirs de Dieu, ses perfections, son caractère. La raison, comme la science, peut démontrer les premières vérités de la religion. Les preuves de l'existence de Dieu sont conjecturales et hypothétiques tant qu'elles ne sont pas étayées par la raison. Alors, le peuple peut-il comprendre, analyser et saisir les vérités, les questions et les réponses auxquelles il vit, et déterminer la part de la raison dans la religion ? Sans sens large, la religion est englobante, elle est existence, intuition et réflexion. L'irrationalité n'a pas sa place. L'inspiration est l'imi-

l'islam ne voit ni des maux de civilisation, ni des biens pour l'avenir car l'islam dans nient la raison, l'une au nom de la tradition et du passé, l'autre au nom de la révélation et du futur. Tous les deux ignorent l'analyse du présent dans lequel l'islam veut effacer les masses.

L'action

qui rend aujourd'hui un contact majeur. La prophétie est en vérité là, la loi, mais la foi.

Alors l'islam sunnite est-il à même de faire face à une situation politique et social. Faut-il pas d'ailleurs une « philosophie des sciences » avant la lettre, puisqu'il peut répondre, en toute confiance, au déterminisme et à l'indéterminisme dont souffrent les sociétés humaines actuelles ?

(Continue on *suite page 14.*)

grande violence. Il est clair qu'aux yeux des dirigeants de l'U.R.S.S., l'islam n'a le droit de survie temporairement qu'en tant que manifestation de croyances individuelles, survivances d'un ordre social et moral dépassé, — qu'il est à terme voué à la disparition. Tant qu'il vit, il a le droit d'exister légalement et il est — pourquoi pas — utilisé au service d'un dessein extérieur. Dans la période actuelle, les éléments hénitux de la politique étrangère de l'U.R.S.S., pour la tolérance, ont lancé une nouvelle dimension complète, la récupération de l'islam à des fins de politique globale. La question qui se pose ici est de savoir si la puissance soviétique peut ainsi récupérer l'islam, du moins ses apparences, parce que la religion elle-même a été extrépar populaire? S'il la contrôle suffisamment pour sa récupération n'engendre pas de grands recullements de la part de la puissance soviétique, l'islam, par ses dignitaires et ses zéloteurs, finira par son propre progrès dans les intentions de l'action officielle ?

Vers un nouveau ?

L'ATTITUDE de l'islam qui s'intéresse à la fois à celle de ses dirigeants, c'est-à-dire des organisations musulmanes. On est accoutumé à les considérer comme des structures formelles, par le pouvoir symbolique qui, dans le même temps, par une propagande catégorique ininterrompue, cherche à écarter de la foi musulmane les croyants potentiels, à réduire à une destruction systématique réelle des organisations religieuses, surtout au cours des dernières années. Les directions spirituelles actives dans les pays musulmans. Elles résistent qu'aux États-Unis, commenté musulmane, qu'elles parlent, que le pouvoir, avec le pouvoir, mais en même temps elles servent de lien entre les croyants qu'elles organisent la vie religieuse, à qui elles offrent un cadre de référence constant et des directives.

Cette communication avec la communauté des fidèles se fait par les paroisses et au moyen de la presse (positions) principale adoptée officiellement par les autorités religieuses. Un organe ^{est} à Tachkent en arabe ^{et} en ouzbek, ^{et} Musulmans ^{en} ouzbek soviétique, rend publiques toutes les décisions des organisations religieuses. Un point les distingue de celles-ci qui concerne les liens des structures religieuses avec les fidèles. Les serviteurs du culte ^{et} l'islam russe vivent parmi leurs fidèles ^{et} partagent leurs problèmes parce qu'ils partagent leur destinée. Mariés, dotés en général de familles nombreuses, ils sont à la fois les problèmes de l'État et les tensions sociales et

culturelles qui exigent que l'attitude des musulmans se situe à mi-chemin des aspirations des pouvoirs et des aspirations de leurs communautés. Utilisés par le pouvoir, qu'il s'agit de proclamer champion de la paix et de la liberté, les dirigeants musulmans débordent des exigences de l'idéologie communiste pour affirmer la validité de l'enseignement de l'islam. C'est ainsi qu'un dignitaire religieux proclamait il y a peu une réunion musulmane tenue à Tachkent :

- « J'admire le génie du prophète qui a prédit les principes du socialisme. Je me réjouis de voir qu'un grand nombre de principes socialistes réalisent l'enseignement de Mahomet. »

[illegible]

Tout est mis en œuvre pour favoriser une telle « fraternité », notamment l'assujettissement des « devoirs religieux ». Pour évaluer ceux-ci, il faut distinguer les « devoirs du croyant — prières, jeûne, pèlerinage — ne parvenant pas à la vie sociale et ne créant pas de problèmes avec le pouvoir, les autorités religieuses ont amincies les travaux des travailleurs — à cinq heures du matin, les prières quotidiennes à une seule, — moments où celle-ci « génère pas les activités professionnelles, jeûne du ramadan — réduit à un jeûne symbolique — quelques jours, d'un seul pas du travail dans la mesure où il représente des inconvénients sociaux. Mais, chez les dirigeants musulmans, la dérogation ne se présente pas sous une forme simple parce que la communauté musulmane ne se définit pas, à l'époque du ramadan, par ses membres de la communauté témoignent pour l'islam par leur ordre de travail, ceux qui sont « dehors de la vie active par-

Le jour, à l'effort moral des uns et des autres.

Lois du diviser la communauté des croyants entre ceux qui pratiquent et ceux qui ne le font pas, l'autorité tolérante des autorités religieuses scelle entre les deux groupes une profonde solidarité. Solidarité qui n'est ni artificielle, dans une unité où le respect des anciens, des gens âgés (la majeure partie des pratiquants) est solidement ancrée. Pour marquer cette solidarité, les autorités religieuses de Caucase, de Bechkirie, réclament que tous, pratiquants et non-pratiquants, s'unissent dans l'Acte, le cérémonial qui marque le fin du jeûne. Cérémonie, très généralement suivie, en double rangée : le pouvoir soviétique ne peut se plaindre que la pratique de l'islam interfère avec la vie économique (la vie d'ordre en période de remède) sans un problème que connaissent tous les pays d'Islam) ; les non-croyants et les non-pratiquants sont incorporés dans la communauté musulmane et partagent son temps.

De la même manière, les croyants sont invités à donner une forme nouvelle, plus conforme aux lois soviétiques, à l'accompagnement des fêtes religieuses. Pour le Karbon-Beïram, le sacrifice d'un animal, ils doivent désormais en offrir l'équivalent en argent à leur mosquée. Le sacrifice subsiste, mais l'Etat soviétique n'a plus à déplorer une attitude illégale ou non cheptel. La nation elle-même se définit en guerre intestine, en attendant que le croyant sur lui-même, en attendant des buts qui sont aussi bien ceux du socialisme.

Une situation imprévue

SANS doute, la réaction des Directions spirituelles n'est-elle pas unanime, une partie d'entre elles existant d'une région à l'autre, mais l'autre, qui se traduit selon les cas par un comportement plus novateur ou plus traditionaliste. Ainsi, la question du pèlerinage divise-t-elle les musulmans. En France, en général, les Directions spirituelles que la difficulté d'aller à la Mecque a poussées à pratiquer des pratiques rétrogrades que les pèlerins à divers saints — tout le position défendue à Tachkent — ou Caucase, les religieux eux-mêmes organisent les pèlerinages. En France, surtout autour des femmes que l'islam mène loin de la patrie, on peut voir que les pèlerinages sont une façon de pouvoir chercher à pousser les femmes à participer à la vie publique, les dignitaires musulmans restent très silencieux sur ce point, et dans certaines régions — Asie centrale, Caucase, le Nord — les hommes ne peuvent pas aller à la Mecque, suggèrent par là que leur rôle religieux doit être strictement réduit. Ils invoquent à l'appui de cette attitude les principes de l'islam, mais aussi ceux des civilisations des régions

■ cause, qui ~~ont~~ ont le droit
de subsister ■ U.R.S.S.

Abnî l'attitude des organisations religieuses
 ôbni-elle à un **assaut** impérialist : ne pas
 haurir de front la légalité soviétique, donner
 à l'islam un **U.R.S.S.** la rôle, officiellement
 revendiqué désormais, d'intégrateur de sociétés
 particulières. Le compromis réalisé depuis
 1942 nous le pouvoir soviétique et l'islam
 nous une **ambiguïté** fondamentale. Pour
 autorité religieuse, l'islam a été une
 temporelle, qui s'est avérée utile en politique
 extérieure, mais qui a débouché sur le
 dépréciement de l'islam. Pour les musulmans
 — ce malus pour la fraction responsable —
 — il est une arme au service
 de la communauté musulmane. Grâce aux institu-
 tions que ce compromis leur donne, ils s'effor-
 cent de rénover l'islam, d'y insérer dans le
 monde soviétique, d'y intégrer d'idéologie
 communisme, d'y faire admettre d'une commu-
 nauté religieuse le monde.

Pour faire passer le dessin, ils disposent de deux facteurs positifs : l'attachement à l'islam d'une génération et l'attachement au monde moderne de la civilisation. Les deux générations qui lui sont opposées se respectent d'elles ; le caractère inséparable du national et du religieux se trouve dans l'islam. Un facteur favorable existe dans la tradition novatrice, puissante chez les musulmans de l'islam. Le mouvement de réforme de l'islam a connu un essor rapide au début du vingtième siècle. Le mouvement brisé par la révolution de 1917, mais le souvenir s'en est fixé dans les musulmans sous la forme d'une entreprise d'émancipation nationale, dans la mesure où les musulmans cherchent à travers la rénovation religieuse à rendre leur grandeur aux musulmans.

Le mouvement actuel, je le jure sur pont
 vers un monde jamais oublié, est en sa
 force particulière. Enfin, parce qu'ils placent
 les problèmes de l'islam dans les conditions
 politiques et économiques où ils vivent, parce
 qu'ils ont fait l'effort d'aller à l'essentiel entre
 l'effort individuel et l'effort collectif, parce
 qu'ils sont modernes et socialistes, les dignitaires
 de l'islam soviétique donnent à tous ceux,
 croyants ou non, qui appartiennent à leur
 communauté, une vue plus claire de
 leur rôle dans le cadre légal et par là même
 de leur rôle dans le cadre marxiste. Les autorités
 soviétiques dans une situation imprévue.
 Celles-ci doivent organiser l'usage inattendu
 qu'elles font des organisations religieuses
 politiques, jadis comme des temples de leur
 politique. Elles ne peuvent y répondre que
 par une propagande antireligieuse qui n'a
 guère de portée, l'histoire de ces dernières
 années le témoigne. Le poids numérique qui
 leur est attribué ne leur donne à ce pro-
 blème sa dimension véritable.

III. CARRERE D'ENCAUSSE.

SAUVER UN ÉTAT EN DÉCOMPOSITION ?

Ce sont là des mots qui ont fait pavé d'une mare, d'une explosion. Sciascia est, en effet, un certain nombre de fois le panorama italien, écrivain, politicien, rapporteur avec le parti communiste italien, mais aussi à fait particuliers. Ses livres, qui ont d'ailleurs une précision et une profondeur de vue sicilienne et italienne, sont un véritable manifeste de la conscience d'un homme contemporain en général. Mais il chante comme des larmes, ils n'ont pour ainsi dire perdu le pouvoir d'émouvoir. C'est pourquoi Sciascia, comme il le dit lui-même, est un homme. Et, chaque fois, ils suscitent des polémiques et éveillent des fureurs. Il fut le cas pour le *Contes*, le roman qui fut l'objet de violentes attaques en garde contre les dangers d'une confusion du pouvoir entre communistes et communistes (et le contraire) histoire, et aussi de nouvelles attaques qui se répétèrent à la sortie du film *Cadavres exquis* que Franco Sciascia avait écrit. Les attaques communistes, ou l'aura comuniste, mais ce ne fut pas la rupture avec le P.C.I. Grâce à Sciascia, mais grâce à Sciascia, qui venait à montrer que le P.C.I. qui venait à montrer qu'il n'était pas un simple instrument de lynchage moral et intellectuel du stalinisme. Ce fut, au contraire, l'occasion d'un rapprochement. En 1970, Sciascia, avec le P.C.I., fut élu indépendant sur la liste communiste pour le maire de Palermo. Mais, dans le même temps, il se déclara opposé au compromis historique, et il ne pouvait guère en être autrement. Dans l'intervalle, il avait publié un autre roman, *Tutto Mondo*, dans lequel il avait fait le compte avec l'Eglise et avec la forme traditionnelle du christianisme, que le matérialisme a prise en Italie.

Leonardo Sciascia « présente » la décision du conseil municipal de Palermo, qui a été élu, en donnant comme motif l'hostilité de la population en raison surtout de son

[illegible]

ché d'un accord avec une D.C. dis-
créditée, conservatrice et corrompue
(et jusqu'à hier ils étaient les pre-
miers à le soutenir), ils finissent par
assumer la responsabilité, d'esprit
démocratique, d'une « bonne » disci-
plina et d'un bon contrôle. L'ensemble
du mouvement ouvrier considère la
D.C. comme un grand parti populaire
et se défend de lui reprocher la «
construction » pour la transformation
de l'Etat. Selaica répond qu'il vau-
drait mieux avoir quelques doutes sur
la défiance du mouvement ouvrier
que de vouloir construire sur
des bases pourries.

Il est bien évident de la discus-
sion, il est bien évident de la D.C. et le fait
de savoir si c'est bien cet Etat, dans
les conditions où l'a mis la D.C., qu'il
faut défendre. Mais, pour ceux qui
l'ont mis dans ces conditions, ou
s'il ne faut pas plutôt le leur arracher
des mains, pour fonder le nouveau
Etat, il est évident que ceux qui
voulent créer, après la fin de l'au-
tocratie, par la Constitution.

M. Lello Bassa, sénateur socialiste
et biscaïen, dit qu'il ne peut pas
rappeler récemment que les catho-

l'ignorer, les historiens considèrent la prise de pouvoir national comme une usurpation par le parti du pape en 1870, au moment où le parti républicain était tout entier ou était réduit à l'état de la paille. Les catholiques, lorsqu'ils ont le pouvoir, ont un esprit de revanche, et occupent des ministères. Et ils se comportent en occupants et en pillards.

Le parti républicain a le pouvoir des tactiques, mais il n'a pas la doctrine. La doctrine, c'est le communisme, c'est Gramsci, c'est Lénine, c'est ce qui est le véritable principe tactique. Imposé par la forte présence de l'Église en Italie, nous sommes aujourd'hui dans une situation stratégique qui est l'ambiguïté et dans l'« aberration » le compromis historique.

Aberration, selon Lelio Basso, c'est la confusion entre le tactique et le stratégique, le temporaire et le tactique; s'il y a une histoire, il s'agit, au contraire, d'un fait permanent, stratégique, ou on tombe dans le piège des compromis.

à expliquer la violence des Brigades rouges, le refus de la part d'un certain nombre de bouger, ne qu'un doit pour somme, à dire la longue poimique bien close en train de révéler l'existence d'un désaccord latent, qui ne se porte à la ligne communiste, et qui largement non plus quelques plus. Cependant, après mois négociations mortellement longues, puis un décepcion programme qui la P.C.I. n'avale pas ouleu comme sa l'ordre de la démo- nisation, les démo- nismes au gouvernement n'ont l'accord un purement tempo-

L'« optimisme » de M. Berlinguer

Les dirigeants communistes cherchent à dissimuler la vague du nouveau projet historique de société (qu'est-ce que l'eurocommunisme ?) et à faire passer l'insécurité au moment politique de la vie des intellectuels, qui manifestent les critiques et la perplexité, à s'éloigner des grandes options du marxisme et à être des extrémistes irresponsables.

En somme, comme dit Sciascia, « si tu n'es pas d'accord, je te pousse à gauche ». Et sur la gauche du P.C.I., il y a la D.C. et la D.S. et la classe « des alliés objectifs de l'ennemi de classe ». Mais qui le représente aujourd'hui en Italie, cet ennemi de classe, si la D.C. elle-même est devenue la classe dominante et la plus populaire ? Le seul fait de se mettre à expliquer d'où naissent la révolte et la violence est, au dire de M. Amendola, une forme de double jeu. Double jeu qui consiste à se faire passer pour un démocrate.

Courte cette arrogance retournée de certains dirigeants communistes à l'égard d'intellectuels en désaccord avec eux, mais qui toutefois sont proches du P.C.I., un certain nombre de voix peut-être freinées par des chiffres, sont sent élever à l'intérieur même du parti. Dans l'édition d'un récent numéro de *« Sinistra »*, l'hebdomadaire du P.C.I., E.C. et Aldo Tortorella, responsable culturel, a dénoncé le ton d'antimarxisme utilisé par M. Amendola à l'égard de Sciascia, et il parle de la nécessité de donner une réponse à ceux qui se posent des questions politiques au sein des intellectuels communistes ont dit qu'il est préférable d'indiquer avec clarté les objectifs pour lesquels on invite à combattre plutôt que de se fermer aux débats et aux rapports. Mais il y a aussi ceux qui ne veulent pas défendre le système de pouvoir actuel. D'autres, encore, comme M. Alberto Asor Rosa, restent en garde contre le développement des tendances modérées à l'intérieur du P.C.I.

[illegible]

des centaines d'exemplaires d'une brochure de
Enrico Berlinguer, dans laquelle le
leader général du P.C.I. se
malgré les obstacles, les diffi-
cultés, les problèmes, l'accompli-
sateurs des six années, et que ce re-
pour le P.C.I. mais le D.C. qui se re-
sur le différend. Que le seul lien
que le D.C. ait accepté de donner
d'un programme du gouvernement avec
les caractéristiques d'un tout
révolutionnaire. Que le parti
partisan, et pour avec force,
à l'égard du mouvement popu-
laire, l'exigence d'un changement de
gouvernement. Et que, surtout, la pire a-
l'égard. En somme, M. Craxi est un
optimiste, selon la définition de Bou-
zouk.

La riposte communiste

[illegible][illegible]

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

[illegible][illegible]

et l'égalité : 80 118 voix.
 1 siège; Agouda : 56 632 voix.
 4 sièges; : 33 947 voix. 2 sièges;
 Shelli : 27 281 voix. 2 sièges; Poniak Agouda
 : 33 571 voix. 1 siège; arabes
 : 24 185
 1 siège; mouvement des droits civiques
 (Raza) : 20 621 voix. 1 siège; Piatto-
 : 35 049 voix. 1 siège; parti des
 libéraux : voix.

(29 juin 1977)

Président du conseil : M. Menachem Begin ; ministre des affaires étrangères : M. Moshe Dayan ; finances : M. Simha Ehrlich ; intérieur et police : M. Yossef Burg ; commerce et industrie : M. Ygal Allon ; éducation : M. Moshe ; Secrétaire Général : culte : M. Sharon Abouhasira ; intégration des immigrants : M. David Levy ; agriculture : M. Ariel Sharon ; habitat et écologie : M. Gideon Peit ; énergie et planification : M. Itzhak

sa dure la vie
juste titre, célèbre, on consti
ment d'un long travail documentaire
entre 1859
prolétaires Sicile, Sardaigne
mineurs soufre, porteurs
défient, misères,
qualité plastique périmees injustes

L'EFFET de réel est particulièrement intéressant dans une perspective sociologique : c'est le cas de *Barbers Kopple*, qui démonte, de houille du Kentucky, les parfois contradictoires, le pouvoir américains ; *Torre Bela* (1977), de leur longue intelligence la révolution portugaise.

bergers film
Le Rochelle, qu'il l'aboutisse-
métrages précédents,
et quotidienne
: pêcheurs, d'espérons harpon,
les du « miracle »
images grands
l'irruption du

que du direct [redacted] souvent, en
gistrées possèdent [redacted]
splendides : Harlan County (1977), [redacted]
[redacted] grain des grèves [redacted]
[redacted] lesquels représentent,
syndicats et le pouvoir [redacted] patrons
[redacted] Harlan, qui réussit, en présen-
[redacted] [redacted] de terres, à
complexité, [redacted] les [redacted] la

Président de la République : général Carlos Humberto Romero ; ministre de la présidence : M. Julio Armando Rodríguez ; ministre de l'Intérieur : M. Roberto Chico Durán ; affaires étrangères : M. Arturo Soto ; Défense : M. Armando León ; Justice : M. Rafael Ángel Rodríguez ; Éducation : M. Enrique Bolívar ; Économie : M. Roberto Ortiz Amador ; Agriculture : M. Carlos Herrera Blandino ; Travaux publics : M. Federico Castillo Yanes ; Travail et prévoyance sociale : M. Roberto Escobar García ; Agriculture : M. Roberto Escobar García ; Santé publique et assistance sociale : M. César Augusto Escobar ; Travaux publics : M. Federico Castillo Yanes ; Affaires particulières à la présidence de la République : M. Félix Castillo Mayora ; secrétaire privé : M. José Napoleón Ayvar.

[illegible]

PARIS-REU
[L'Assemblée législative du 25 mai 1877]
Résultat de la pollée valablement exprimée : 1 320 730, soit 97,5 %
Répartition des voix : 101 des sièges entre les différents partis : républicains : 2 810 630 voix, soit 33,6 % ; 53 sièges ; libéraux : 2 410 630 voix, soit 28,6 % ; 29 sièges ; socialistes : 1 440 630 voix, soit 17,3 % ; 3 sièges ; parti communiste (C.P.) : 1 320 730 voix, soit 16,1 % ; 1 siège ; démocrates : 451 730 voix, soit 5,4 % ; 8 sièges ; démocrates socialistes : 320 730 voix, soit 3,9 % ; 3 sièges ; parti réformiste (R.O.F.) : 177 038 voix, soit 2,13 % ; 3 sièges ; parti agraire (B.P.) : 69 534 voix, soit 0,84 % ; 1 siège.

Hésoudo et les menaces
 de Xirgu et du fascisme (Racon-
 tés). Une œuvre subtile
 par l'absence du tralala à la patric
 Hésoudo, qui effectue son re-
 trisme, son réflexion sur l'histoire
 fasciste, la mémoire populiste
 l'histoire. Tous ces thèmes,
 la gauche cinématographique,
 exemplaire.
 Ce film est sans plus remarquable
 que son générique, qui aujourd'hui
 meurt sans éternité, du dégel, C
 tionnaires à Louis Vuitton et à la
 lesquels reviennent), marquant,
 fiction, mais seulement,
 l'histoire pathétique du représen-

[illegible]

LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE

du Monde

Pour ~~vos~~ parents ■ amis résidant
outre-mer et ■ l'étranger

• **GOVERNEMENT TURC.** — A l'issue des élections législatives du 5 juin dernier, le gouvernement composé par M. Süleimân Ecevit (et dont nous avions publié la liste dans notre numéro de juillet) n'a pas obtenu l'investiture du Parlement. Un nouveau gouvernement formé par M. Demirel, chef de la coalition de droite, a reçu l'agrément du Parlement le 1^{er} août (voir le prochain numéro).

contres, un privilège public peuvent établir, sans limites,

de prospection

(1) Cinquièmes
8 juillet 1977.

LR

Seuls parmi les responsables et participants plus ou moins directs des événements du matin.

■ droite du parti démocrate (MM. Somak Sutarawat, promu ministre de l'intérieur, ■ Thonin ■ Thien Ngern, gouverneur de Bangkok) et quelques membres ■ Nawapon (M. Thonin aurait, dit-on, appartenu ■ mouvement) ■ tiré parti du ■■ d'Etat de l'après-midi et se ■■ retrouvés promus dans le nouveau gouvernement civil. De l'avis ■■ nombreux observateurs, la médiation du palais paraît seule à même d'expliquer un tel phénomène.

En fait, cette vue très simplifiée ignore d'autres divisions en clans et cliques qui sont fonction notamment de rivalités personnelles et dont les alliances se font et se défont au gré des circonstances. Dans ce contexte, la tentative de putsch-maquignée du général Chialad et ses amis prend tout son sens ; il est évident que ces habitués de force n'ont pu lancer la conquête du pouvoir sans le soutien de la fraction d'hommes plus influents, celle-ci la fraction Prapat.

Compte tenu des chassés-croisés ¹ ² ³ ⁴ ⁵ ⁶ ⁷ ⁸ ⁹ ¹⁰ ¹¹ ¹² ¹³ ¹⁴ ¹⁵ ¹⁶ ¹⁷ ¹⁸ ¹⁹ ²⁰ ²¹ ²² ²³ ²⁴ ²⁵ ²⁶ ²⁷ ²⁸ ²⁹ ³⁰ ³¹ ³² ³³ ³⁴ ³⁵ ³⁶ ³⁷ ³⁸ ³⁹ ⁴⁰ ⁴¹ ⁴² ⁴³ ⁴⁴ ⁴⁵ ⁴⁶ ⁴⁷ ⁴⁸ ⁴⁹ ⁵⁰ ⁵¹ ⁵² ⁵³ ⁵⁴ ⁵⁵ ⁵⁶ ⁵⁷ ⁵⁸ ⁵⁹ ⁶⁰ ⁶¹ ⁶² ⁶³ ⁶⁴ ⁶⁵ ⁶⁶ ⁶⁷ ⁶⁸ ⁶⁹ ⁷⁰ ⁷¹ ⁷² ⁷³ ⁷⁴ ⁷⁵ ⁷⁶ ⁷⁷ ⁷⁸ ⁷⁹ ⁸⁰ ⁸¹ ⁸² ⁸³ ⁸⁴ ⁸⁵ ⁸⁶ ⁸⁷ ⁸⁸ ⁸⁹ ⁹⁰ ⁹¹ ⁹² ⁹³ ⁹⁴ ⁹⁵ ⁹⁶ ⁹⁷ ⁹⁸ ⁹⁹ ¹⁰⁰ ¹⁰¹ ¹⁰² ¹⁰³ ¹⁰⁴ ¹⁰⁵ ¹⁰⁶ ¹⁰⁷ ¹⁰⁸ ¹⁰⁹ ¹¹⁰ ¹¹¹ ¹¹² ¹¹³ ¹¹⁴ ¹¹⁵ ¹¹⁶ ¹¹⁷ ¹¹⁸ ¹¹⁹ ¹²⁰ ¹²¹ ¹²² ¹²³ ¹²⁴ ¹²⁵ ¹²⁶ ¹²⁷ ¹²⁸ ¹²⁹ ¹³⁰ ¹³¹ ¹³² ¹³³ ¹³⁴ ¹³⁵ ¹³⁶ ¹³⁷ ¹³⁸ ¹³⁹ ¹⁴⁰ ¹⁴¹ ¹⁴² ¹⁴³ ¹⁴⁴ ¹⁴⁵ ¹⁴⁶ ¹⁴⁷ ¹⁴⁸ ¹⁴⁹ ¹⁵⁰ ¹⁵¹ ¹⁵² ¹⁵³ ¹⁵⁴ ¹⁵⁵ ¹⁵⁶ ¹⁵⁷ ¹⁵⁸ ¹⁵⁹ ¹⁶⁰ ¹⁶¹ ¹⁶² ¹⁶³ ¹⁶⁴ ¹⁶⁵ ¹⁶⁶ ¹⁶⁷ ¹⁶⁸ ¹⁶⁹ ¹⁷⁰ ¹⁷¹ ¹⁷² ¹⁷³ ¹⁷⁴ ¹⁷⁵ ¹⁷⁶ ¹⁷⁷ ¹⁷⁸ ¹⁷⁹ ¹⁸⁰ ¹⁸¹ ¹⁸² ¹⁸³ ¹⁸⁴ ¹⁸⁵ ¹⁸⁶ ¹⁸⁷ ¹⁸⁸ ¹⁸⁹ ¹⁹⁰ ¹⁹¹ ¹⁹² ¹⁹³ ¹⁹⁴ ¹⁹⁵ ¹⁹⁶ ¹⁹⁷ ¹⁹⁸ ¹⁹⁹ ²⁰⁰ ²⁰¹ ²⁰² ²⁰³ ²⁰⁴ ²⁰⁵ ²⁰⁶ ²⁰⁷ ²⁰⁸ ²⁰⁹ ²¹⁰ ²¹¹ ²¹² ²¹³ ²¹⁴ ²¹⁵ ²¹⁶ ²¹⁷ ²¹⁸ ²¹⁹ ²²⁰ ²²¹ ²²² ²²³ ²²⁴ ²²⁵ ²²⁶ ²²⁷ ²²⁸ ²²⁹ ²³⁰ ²³¹ ²³² ²³³ ²³⁴ ²³⁵ ²³⁶ ²³⁷ ²³⁸ ²³⁹ ²⁴⁰ ²⁴¹ ²⁴² ²⁴³ ²⁴⁴ ²⁴⁵ ²⁴⁶ ²⁴⁷ ²⁴⁸ ²⁴⁹ ²⁵⁰ ²⁵¹ ²⁵² ²⁵³ ²⁵⁴ ²⁵⁵ ²⁵⁶ ²⁵⁷ ²⁵⁸ ²⁵⁹ ²⁶⁰ ²⁶¹ ²⁶² ²⁶³ ²⁶⁴ ²⁶⁵ ²⁶⁶ ²⁶⁷ ²⁶⁸ ²⁶⁹ ²⁷⁰ ²⁷¹ ²⁷² ²⁷³ ²⁷⁴ ²⁷⁵ ²⁷⁶ ²⁷⁷ ²⁷⁸ ²⁷⁹ ²⁸⁰ ²⁸¹ ²⁸² ²⁸³ ²⁸⁴ ²⁸⁵ ²⁸⁶ ²⁸⁷ ²⁸⁸ ²⁸⁹ ²⁹⁰ ²⁹¹ ²⁹² ²⁹³ ²⁹⁴ ²⁹⁵ ²⁹⁶ ²⁹⁷ ²⁹⁸ ²⁹⁹ ³⁰⁰ ³⁰¹ ³⁰² ³⁰³ ³⁰⁴ ³⁰⁵ ³⁰⁶ ³⁰⁷ ³⁰⁸ ³⁰⁹ ³¹⁰ ³¹¹ ³¹² ³¹³ ³¹⁴ ³¹⁵ ³¹⁶ ³¹⁷ ³¹⁸ ³¹⁹ ³²⁰ ³²¹ ³²² ³²³ ³²⁴ ³²⁵ ³²⁶ ³²⁷ ³²⁸ ³²⁹ ³³⁰ ³³¹ ³³² ³³³ ³³⁴ ³³⁵ ³³⁶ ³³⁷ ³³⁸ ³³⁹ ³⁴⁰ ³⁴¹ ³⁴² ³⁴³ ³⁴⁴ ³⁴⁵ ³⁴⁶ ³⁴⁷ ³⁴⁸ ³⁴⁹ ³⁵⁰ ³⁵¹ ³⁵² ³⁵³ ³⁵⁴ ³⁵⁵ ³⁵⁶ ³⁵⁷ ³⁵⁸ ³⁵⁹ ³⁶⁰ ³⁶¹ ³⁶² ³⁶³ ³⁶⁴ ³⁶⁵ ³⁶⁶ ³⁶⁷ ³⁶⁸ ³⁶⁹ ³⁷⁰ ³⁷¹ ³⁷² ³⁷³ ³⁷⁴ ³⁷⁵ ³⁷⁶ ³⁷⁷ ³⁷⁸ ³⁷⁹ ³⁸⁰ ³⁸¹ ³⁸² ³⁸³ ³⁸⁴ ³⁸⁵ ³⁸⁶ ³⁸⁷ ³⁸⁸ ³⁸⁹ ³⁹⁰ ³⁹¹ ³⁹² ³⁹³ ³⁹⁴ ³⁹⁵ ³⁹⁶ ³⁹⁷ ³⁹⁸ ³⁹⁹ ⁴⁰⁰ ⁴⁰¹ ⁴⁰² ⁴⁰³ ⁴⁰⁴ ⁴⁰⁵ ⁴⁰⁶ ⁴⁰⁷ ⁴⁰⁸ ⁴⁰⁹ ⁴¹⁰ ⁴¹¹ ⁴¹² ⁴¹³ ⁴¹⁴ ⁴¹⁵ ⁴¹⁶ ⁴¹⁷ ⁴¹⁸ ⁴¹⁹ ⁴²⁰ ⁴²¹ ⁴²² ⁴²³ ⁴²⁴ ⁴²⁵ ⁴²⁶ ⁴²⁷ ⁴²⁸ ⁴²⁹ ⁴³⁰ ⁴³¹ ⁴³² ⁴³³ ⁴³⁴ ⁴³⁵ ⁴³⁶ ⁴³⁷ ⁴³⁸ ⁴³⁹ ⁴⁴⁰ ⁴⁴¹ ⁴⁴² ⁴⁴³ ⁴⁴⁴ ⁴⁴⁵ ⁴⁴⁶ ⁴⁴⁷ ⁴⁴⁸ ⁴⁴⁹ ⁴⁵⁰ ⁴⁵¹ ⁴⁵² ⁴⁵³ ⁴⁵⁴ ⁴⁵⁵ ⁴⁵⁶ ⁴⁵⁷ ⁴⁵⁸ ⁴⁵⁹ ⁴⁶⁰ ⁴⁶¹ ⁴⁶² ⁴⁶³ ⁴⁶⁴ ⁴⁶⁵ ^{466</}

Un accord a été signé avec l'ancien premier ministre M. R. Kukrit Pramo, seul homme d'Etat d'envergure capable d'être accepté tant par le palais que par une majorité de civils et militaires, pour ne rien dire des milieux internationaux. Un autre candidat possible, mais moins apprécié, est le général Praphan Phanom, ancien ministre de l'Armée. M. Thanin, serait le maréchal à l'air retiré Chulalong, proche du haut commandement — à moins que, continuant de la droite corille membres de l'Assemblée, le gouvernement Thanin réussisse, le compromis, à durer assez longtemps pour que la crise internationale aigüe, des élections n'intervienne.

TOUT dépendra sans doute de la tenue du palais. Le dernier rapport d'avance sur la partie qu'arbitre les conflits, leur dangerosité, la force de la loi, la volonté de la loi, la volonté. L'observateur du retour en Thaïlande après octobre est frappé de ce que le discrédit complet de la monarchie dans le milieu cultivé de la capitale, non seulement parmi les intellectuels plus ou moins progressistes qui continuent à émettre des réserves sur le rôle du souverain dans les événements du 14 octobre 1973 — mais aussi — fait nouveau — parmi les larges couches sociales populaires, qui ne comprennent plus la loi et ont fait confiance par son silence la boucherie de Thernsart.

Un jeune **Chiang** rencontré au hasard d'un déplacement dans le Nord n'hésite pas à nous proposer quelques-uns de ses amis, propos incendiaires sur le souverain qui, d'autres circonstances, lui vaudraient, dans le meilleur des cas, la prison à vie. Le mariage précité du prince Wajirakul avec sa cousine, un fils de l'année, a eu lieu après les tragiques événements d'octobre, a été diversement accueilli. Parmi le petit peuple de la capitale, dans les provinces, il est vrai, le souverain est une espèce d'inconnu et ses fréquentes visites hâtées de la famille royale dans les lieux les plus reculés du royaume à entretenir une popularité qui, au cours d'un long feu, en dépit d'alliance totale des villes, on sait qu'au moins deux reprises au début de l'année, des troupes ont été envoyées dans les provinces de Chiang Mai, dans le nord du royaume, pour empêcher le souverain d'apporter à visiter.

« Il faut sauver la monarchie malgré elle »
 confiait récemment à un ami la personnalité
 royaliste. On n'est pas la dernière personne
 à le dire, le roi, les rois, les descendants de
 l'entourage immédiat que dans certains salons
 monarchistes ■ la capitale. Sans en faire l'éché-
 ■ commérages ■ désolés, voire inju-
 ■ rieux, notons ■ intrigues ■ cour ne
 cadent en rien au byzantinisme des militear-
 ■ et ■ querelles ■ civils plus ou moins proches
 du gouvernement. De ces clivages il ■ mal
 parler publiquement et, faite ■ pouvoir
 ■ leur juste valeur, l'attention
 grande, dans ■ nombreux cercles d'en exagérer
 l'importance.

Le parti communiste ■ Thaïlande (P.C.T.) n'a ■ le dernier ■ s'opérer ■ la perte ■ prestige nouvelle de la monarchie. Depuis quelques ■ mois, ■ radio clandestine, ■ la Voix du peuple ■ Thaïlande ■, dénonce le « principal ■ le ■ chef ■ féodaux ■, se dispense d'utiliser ■ la formule compliquée qu'il ■ d'usage d'employer pour désigner Sa Majesté. Assurément, le ■ temps ■ politesses ■ révolu en Thaïlande, ■ les ■ dernières ■ illusions d'une transformation de la ■ par ■ moyens pacifiques ■ nous ■ nourrissait ■ une fraction de la ■ politique.

Le premier ministre. De larges pans de la droite sont militaires — représentent les milieux d'affaires les plus influents — n'y ont aucune représentation. Dans le milieu qui suit, le gouvernement, la justice sont très faibles, le giron libéral et le politique en désignent les membres d'une assemblée législative (PARLIAMENT) qui comprend une majorité de catholiques et des représentants des professions et des régions, une des divers milieux politiques de droite. Premier ministre de la gauche : Le représentant de la gauche est le parti libéral, le seul de ce type qui ne parvint à obtenir la majorité. Le Post-2, quotidien de langue anglaise qui milite généralement le point de vue des milieux d'affaires pro-américains. Cette assemblée, sont les pouvoirs législatifs très étroitement subordonnés aux décisions de la junte et de l'armée civil, n'est, dans l'expression d'un diplomate, « guère mieux qu'un forum supplémentaire pour les luttes d'influence qui ont le rôle du régime actuel ».

qu'à gêner les **travailleurs** établis — quand ils ne **comptaient** **pas** davantage. Ainsi, **des** diverses sources thaïlandaises et américaines, le principal bénéficiaire des trafics **de** l'opium convoqué du « triangle d'or », dans le nord du pays, ne **paraît** **pas** être d'un **seul** homme, mais d'un **groupe** de **personnes**.

jour où qu'on se « hommes forts » de la jungle.
 autre « homme » massives du 6 octobre de
 pour « vents (autres) » de la jungle... jusqu'à
 dix mille selon d'autres sources) des initiatives
 impersonnelles des ~~ministres~~ dirigeants leur
 forgé une image de marque peu enviable
 premier ministre fait ~~un~~ d'anticommunisme
 que certains, même à droite, jugent « primaire ».
 de ses ~~politiques~~ ~~économiques~~ s'efforçant d'arriver
 de sa ~~politique~~ ~~économique~~ à l'industrialisation
 pas d'avoir épousé l'« Danais ? » que les ~~périphé-~~
 ries de la ~~zone~~ ~~privée~~ qu'il prétend, l'État
 ou à raison, une contradiction avec sa réputation
 d'homme intègre, vertueux et intégrant sur
 les principes. Sa volonté de lancer la Thaïlande
 sur un cours de « démocratie guidée » aboutissant
 à la ~~création~~ ~~d'une~~ ~~zone~~ ~~de~~ ~~commerce~~ ~~travailleurs~~
 à la ~~libération~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~population~~ ~~du~~ ~~travail~~
 dans ~~la~~ ~~zone~~ ~~qui~~ ~~est~~ ~~celle~~ ~~de~~ ~~un~~ ~~grand~~ ~~attachement~~
 aux institutions démocratiques, admettent
 mal d'être ~~maintenues~~ ~~longtemps~~ à l'écart
 du pouvoir. Son puritanisme militant est diversement
 apprécié. Les ~~milieux~~ ~~intellectuels~~
 s'inquiètent de son ~~idéologie~~ ~~idéologique~~ ~~et~~ ~~de~~ ~~la~~
 « démocratie » des universités ; la ~~zone~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~démocratie~~
 « démocratie » n'y a pas le régime d'arbitraire
 destructeur nécessairement basé sur les ~~des~~
 la guerre psychologique...

PLUSIEURS diplomates occidentaux, fermes des « maladies », Au demeurant, les autorités ont fait des efforts au fil des semaines pour enrayer la situation. Plus de 100 patrouilles de soldats et de policiers en formation de tir par les trottoirs et qui vérifient l'identité des combattants ont été la place au bout d'un mois à quelques fusils mitrailleurs montés sur jeeps qui rôdent dans les rues durant le couvre-feu, lequel a été reporté de minuit à 1 heure du matin. Les nouvelles vagues d'arrestations réduites au minimum d'opposition ne sont pas arrêtées. On ne parle plus officiellement de « camps de rééducation » pour les délinquants politiques : des « camps de rééducation » sont

le premier à consacrer une bonne part de ses efforts à combler les brèches.

les gouvernements. Avec l'éviction des maréchaux Thanom et Prapat à la fin la ligne des « hommes forts » qui marquaient sa direction. Artisan de leur départ, le général Sir Stware apparaissait comme son successeur naturel mais il est mort d'une crise cardiaque en avril 1976. Les militaires ont fleuri de plus forte au sein de l'armée de terre, ce qui a comparativement renforcé l'influence de l'aviation et de la marine, aujourd'hui intégrées à la junte au pouvoir.

Le 6 octobre, plusieurs factions nées s'apprêtent à prendre le pouvoir, menant la plupart des observateurs. Certaines furent vraisemblablement prises de court par l'initiative de l'extrême droite civile. Mais la multiplication d'ambitions a été confirmée par la même mouvance dans une gémme d'extrême droite, anciens de la guerre d'Indochine où ils dirigèrent les **armées thaïlandaises** : les vainqueurs du jour les **généralistes** en demeure de choisir entre se faire annexer (solution adoptée par le général Chafard, celui-là même qui avait à nouveau tenté sa chance en 1968) ou prendre le premier essai en portance (ce qu'a préféré le général Witton Yawarat, qui s'est ainsi retrouvé à Tokyo au lieu de rester près de sa superviser les activités des **généralistes** à Bangkok en février. Le général Chafard a été exécuté par « haute trahison » quelques temps après le succès de son mouvement **putch**.

sources diplomatiques, l'initiative du coup d'Etat d'octobre est revenue à des généraux de l'armée de terre qui, faute de pouvoir s'imposer à eux seuls, auraient tout appelé à leur haut commandement.

Toutefois, les officiers militaires thaïlandais, on s'en rend compte, c'est le personnel qui, pour devancer ces généraux, a demandé le haut commandement d'intervenir. Le haut commandement, qui regroupe les dirigeants des trois armées, est composé de gradés de hauts grades fonctionnaires honorifiques. Il a exercé la tutelle des régions militaires, mais le pouvoir réel dans l'armée du terrain, ce qui a porté à vingt-quatre le nombre des officiers du NARC.

Une telle combinaison ad hoc était préalable. Rapidement, les commandants se sont fait connaître, en son sein. L'enjeu fondamental fut l'intrusion dans des chefs de Parmes. Autour du général Yot Thepsadin, commandant en chef adjoint, il fallait commander le chef, les éléments restés les plus proches au commandement (véritable « homme fort » de l'ancienne dictature) afin qu'il soit officiellement sous les ordres du commandant en chef. Les chefs de Parmes, les chefs de commandement dans un district, ont accéléré la décomposition des gouvernements démocratiques ; ils ont ralenti les changements parmi les militaires. Le premier objectif a été atteint : s'il n'en est pas encore de même pour le second, il semble que ce soit en assez large mesure : plusieurs années proches des meilleurs militaires affirment que le groupe Propat a le mot en main. Pour la commodité de l'analyse, on peut diviser ces deux factions principales : celles du haut commandement, autour du général Kringsak Chammanon (6), et celles des commandements de base, qui persisteront en pas intermédiaires des affaires politiques, et dans la partie drapée du général Seng no-Nakhom.

royaume : élites étudiantes, poèmes, pièces
profanes commentaires, dans un
 thal qu'on dit remarquablement pur et divers
élites régionaux. Les anciens dirigeants
 étudiants progressistes qui s'y expriment ont
élites une certaine influence sur le mouvement

ane ■ ■ ■ ■ ■ un professeur ■ l'université ■
Chulalongkorn, ■ Bangkok, qui ■ bien connu
certains d'entre eux.

C'est par centaines, voire par milliers — quatre
mille à huit mille, selon les estimations ■ plus
■ — que les étudiants ■ ■ ■ ■ ■
progressistes, ■ dirigeants ■ ■ ■ ■ ■
militants ouvriers ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ dans les maquis ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ octobre ou ont passé ■ Mékong
■ ■ ■ ■ ■ Laos pour échapper à ■ répression.
D'autres, plus fortunés, se ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ États-Unis ■ certains, parmi

(3) Georges Haby. ■ Thaïlande : les morts, les disparus ■ la famille ■, *Afrique-Asie*, 27 1978.

Les (1) de (2) des plus archaïques dans l'ensemble ■. Le premier ministre lui-même, ■ prisonniers ■ commun et politiques, qualifié ■ *Le-nun* d' « animaux entassés dans une cage. (...) Leur nourriture est pire que celle que certaines familles d'arabes ■ leurs chiens et chats ». Il était le « pas d'écrit » ou « vingding » (cannote sans gouvernail). Elle est ■ pas d'écrit » cano-

rejoindront par détournées
hommes de la forêt s. Mais plus nombreux
ceux qui, par choix ou faute
savoir où fuir, restés à Bangkok : ils
repris à l'université ou cherché un
emploi. « Ils veulent faire oublier, ex-
ne pas près d'oublier », dit ce professeur,
qui ajoute qu'un mouvement de résistance passive
est perceptible dans plusieurs établissements.
Certains publics
nouveau furtivement slogans « gauchistes »

(Lire la suite page 18.)

23 novembre 1976.

(6) L'effectif de ce groupe semblait diminuer en mars. Elle serait encore diminuée par le départ du général Kriangsak qui aurait pu rendre aux Vietnamiens pour s'y faire

(7) Cette radio, qui émet sur 31 m de longueur d'onde, diffuse 48 m de fois par jour un

(9) Cf. les précédents rapports de M. Barag sur la Thaïlande dans le *Miroir diplomatique*.
 (10) En 1976-1977, ISOC a reçu 756 millions de bahts, environ 38 millions de dollars.
 (11) L'ISOC a été créée par la Thaïlande pour convention ou devoir que par participation passive... une prime...
 (12) L'opération ISOC a été menée par la Thaïlande, pas, comme on l'a tout récemment le cas pour l'unité... Forces armées engagée dans la région de Surat Thani).
 (13) Le plafond du budget de l'année fiscale 1977 est de 100 milliards de bahts, soit 4,6 milliards de dollars. L'année fiscale 1978 serait portée à 78,520 milliards de bahts.
 (14) Michael T. Klare, « Thai Military Making... », *Asiatic Survey*, 15 novembre 1976.
 (15) Pacific-Asia... Tokyo, 15 novembre 1976.
 (16) M. T. Klare, *idem*.
 (17) Richard E. Ward, « U.S. Arms... », *The Washington Post*, 18 février 1977.
 (18) Total nombre de touristes... 18 février 1977.
 (19) On peut évaluer de 65 % par semaine...
 (20) Les pertes de la Thaïlande ont été évaluées à 100 millions de bahts, soit 4,6 millions de dollars, plus brutale et on se sent au sein dernier trimestre.
 (21) *The New York Times*, 15 novembre 1976.
 (22) *News Review*, on a pu... Nations.
 (23) *News Review*, 15 novembre 1977. Nous nous sommes...
 (24) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (25) *The New York Times*, 2 novembre 1978.
 (26) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (27) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (28) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (29) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (30) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (31) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (32) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (33) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (34) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (35) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (36) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (37) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (38) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (39) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (40) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (41) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (42) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (43) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (44) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (45) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (46) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (47) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (48) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (49) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (50) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (51) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (52) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (53) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (54) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (55) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (56) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (57) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (58) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (59) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (60) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (61) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (62) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (63) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (64) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (65) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (66) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (67) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (68) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (69) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (70) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (71) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (72) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (73) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (74) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (75) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (76) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (77) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (78) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (79) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (80) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (81) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (82) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (83) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (84) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (85) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (86) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (87) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (88) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (89) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (90) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (91) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (92) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (93) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (94) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (95) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (96) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (97) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (98) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (99) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...
 (100) *The New York Times*, 15 novembre 1977. Les...

***Une nation
forgée par l'histoire***

La fidélité à une culture millénaire...

مكتبة ابن النجار

outillage électrique portable

casals

appareils de ventilation industrielle

casals

casals

TALLERES CASALS, S.A.
Ripoll (Gerona) Espagne
P.O. BOX 1
TELEX 57167

90 ANS D'EXPERIENCE

casals

MARSEILLE (1er)
11 cours Lieutaud
47-24-37

Au Conseil de sécurité : aide au Mozambique, condamnation de Rhodésie

Prochaine admission de Djibouti

sa session le 17 mai 1994, le projet de convention sur les articles réglementés du contrat appartient à l'Assemblée générale des plénipotentiaires convoquée en conférence pour l'adoption de la convention.

- LE PALAIS DES FAPES ; LES FAPES SAINT-ETIENNE ; popularité à l'échelle internationale par la légende d'un chasson, ses nombreux éditions et ses religieuses ;
- LES TRACHOUKES ;
- MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE ;
- SON CLOCHER (dames et vieillards trachoukes) ;
- FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) ; chorégraphique ; musique ;
- DES SALES DE REUNION ;
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS « ... » aller ... au départ de PARIS, STAPLES (de Toulouse), BOGNER, LIGER, RAVENNE (de Paris) ;
- DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE ;
- SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
- DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES « des vins et grands crus (Château-du-Val, ...) » ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement ... manifestations et ... ;
- conférences ; restaurant, son parking ;

TRAVAIL

La session de la conférence internationale du travail

un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT) rappelait qu'un milliard d'habitants disposent d'un accès limité à l'électricité, qu'un tiers de la population mondiale vit pour vivre. Le rapport de la commission des Structures des Etats-Unis sur les industries isolées qualifiait la modification de l'article 17 de l'OIT, de façon à interdire la condamnation d'un Etat sans qu'il ait été démontré que son développement accepterait la proposition, mais qu'il ne dispose pas de réserves suffisantes pour satisfaire à plusieurs dispositions qui assurent la participation des travailleurs. Les demandeurs ainsi la modification des articles 25 et 36, qui donnent au conseil d'administration des droits aux gouvernements des Etats (sur les arbitrage, les gouvernements, les sièges aux employeurs et quatre sièges aux travailleurs) et qui leur donnent un certain droit de veto : ils proposent encore une modification de composition du gouvernement international du travail (de quatre sièges d'employeurs à six sièges d'un quorum compromis à cinq) adopté en commission à l'unanimité par la séance plénière : le mandat du groupe de travail pour un an, de façon à permettre un examen plus approfondi de quatre questions ci-dessus, et de quelques autres. Le Délégué gouvernemental des Etats-Unis a indiqué rapport pour la commission.

s'accompagnent d'un accroissement sensible de la mortalité féminine. En ce qui concerne les autres types de cancer, la mortalité est soit stationnaire, soit en diminution pour les hommes et les femmes, et en augmentation pour les pays industrialisés et en voie de développement.

Nouveau taux de rémunération

— République de Corée (27 juin) : un prêt de 80 millions de dollars pour l'aider à fabriquer l'essentiel des équipements nécessaires pour la

Prêts de la BIRD

— Après le dépôt des instruments d'acceptation de la convention de l'O.N.C.J. par les gouvernements du Qatar (19 mai) et de l'Angola (6 juin), le nombre des pays membres de l'organisation s'élève à cent trois membres de plein droit et un pays associé.

COMMENT

... millions de ... pour le

IONALE

financement d'un programme destiné à réorganiser et renforcer les services de vulgarisation agricole dans l'état d'Assam. Deux autres crédits ont également été accordés à ce pays : l'un, d'un montant de 10 millions de dollars, financera des projets d'irrigation dans l'état de Nagaland; l'autre, d'un montant de 10 millions de dollars, financera des projets de réhabilitation de routes et de réhabilitation agricole dans l'état de Rajasthan.

Comores (1^{er} juillet) : 7 millions de dollars pour financer la création d'un fonds de développement rural.

Burundi (12 juillet) : 2,4 millions de dollars pour couvrir les besoins en services de la Banque nationale de développement économique.

Chili (11 juillet) : 10 millions de dollars affectés à un projet visant à réformer l'enseignement scientifique et technologique et à créer un programme d'enseignement des sciences à l'école.

Népal (11 juillet) : 17 millions de dollars pour couvrir le coût de l'entretien et du développement du réseau routier.

Tanzanie (11 juillet) : 12 millions de dollars pour un programme national d'aménagement des terres.

Sierra Leone (11 juillet) : 8,2 millions de dollars affectés à un projet d'installations électriques et de réhabilitation de centrales électriques et du réseau de distribution de l'électricité ainsi que du développement de centrales en production.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE — Quatre opérations ont été réalisées par la Société financière internationale au cours des derniers semaines :

Investissement dans une société de développement et de gestion de fonds de placement en Thaïlande (27 juin) : L'engagement de la S.F.I. consiste en une souscription de 300 000 dollars de la Mutual Fund Company (MFC) d'investissement de la première opération de la S.F.I. dans une institution de développement.

Investissement en Thaïlande (27 juin) : Le 29 juin, dans la Société minière d'Accra, aux Philippines, pour le financement d'un projet d'extension de ses installations de traitement de minerai.

Intervention de la S.F.I. consiste en un prêt de 2 000 000 dollars et en une participation en capital de 2 000 000 dollars.

Prêt de 2,7 millions de dollars, le 30 juin, à la Thaïlande pour la construction d'un terminal pour le sucre et une usine sucrière annuelle de sept cent vingt mille tonnes métriques; les promoteurs du projet sont les principaux actionnaires du groupe Siam Sugar.

Participation de 15 000 000 dollars, le 21 juillet, dans une opération conjointe d'investissement en Thaïlande et en Malaisie pour la construction et l'exploitation de l'usine sucrière de Siam.

ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BID AUX ÉTATS-UNIS — Une émission de titres de la Banque mondiale a été réalisée dans le courant du mois de juillet. Les obligations de 100 millions de dollars ont été souscrites par un groupe de souscripteurs américains ayant pour chef de file la First Boston Corporation, Solomon Brothers et J.P. Morgan.

D'un montant global de 750 millions de dollars, elle était composée de 250 millions de dollars de bons à cinq ans et de 500 millions de dollars de bons à dix ans.

Les bons à cinq ans ont été souscrits à 100 % et les bons à dix ans à 100 %.

Les bons à cinq ans ont été souscrits à 100 % et les bons à dix ans à 100 %.

Les bons à cinq et dix ans ne pourront être amortis avant leur date d'échéance. Les obligations de 100 millions de dollars ont été souscrites à 100 %.

Le montant sera utilisé pour financer des projets de développement dans les pays en développement.

GROUPES CONSULTATIFS POUR LA COLOMBIE — Le groupe consultatif pour la Colombie a tenu sa deuxième réunion à Paris les 27 et 28 juin. Après avoir eu connaissance des besoins en capitaux extérieurs de ce pays, les membres du groupe ont étudié la liste des projets présentés par le gouvernement colombien et ont convenu qu'un cofinancement serait souhaitable pour quelques-uns.

CONSORTIUM POUR L'ÉNERGIE — Le consortium des gouvernements et institutions intéressés par l'aide au développement de l'Inde réuni à Paris les 4 et 5 juillet a souligné la nécessité pour le gouvernement indien de développer des négociations d'investissement économique actuellement favorable; au cours de la dernière décennie le taux d'accroissement de l'industrie a atteint 10 %; les recettes d'exportation se sont accrues de 25 %. Cette augmentation, combinée à une diminution des importations, a créé une situation favorable dans le domaine des échanges.

Il semble donc souhaitable que le gouvernement indien poursuive des objectifs définissant une croissance durable à long terme en pourvoyant notamment ses efforts dans le domaine de l'agriculture (en s'attachant particulièrement à augmenter la production de riz) et de l'industrie (en augmentant la production de sucre).

GROUPES D'AIDE AU BANGLADESH — Le groupe d'aide au Bangladesh, réuni les 7 et 8 juillet à Paris, s'est déclaré satisfait des actions et mesures prises par le gouvernement du Bangladesh pour améliorer la situation économique. Cependant, une stratégie globale comportant des institutions de production dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie sera nécessaire pour assurer la production de biens de consommation et de biens d'équipement.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Octroi de sept prêts

L'ISSUE de la septième session du conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (B.A.D.E.A.), qui s'est tenue à Dakar du 18 au 18 mars dernier, deux prêts ont été accordés en faveur des pays suivants :

Rwanda (5 avril) : 5 millions de dollars (pour vingt-cinq ans à 2 %) destinés au financement d'un programme quinquennal de développement rural.

Ghana - Côte d'Ivoire - Togo (17 avril) : 10 millions de dollars (pour quinze ans à 6 %) pour contribuer au financement d'un projet multinational appelé communément CIMAO (Ciment de l'Afrique de l'Ouest).

Quatre autres prêts ont également été approuvés par le conseil d'administration de la Banque réuni à Damas du 11 au 13 juillet :

Rwanda : 6 millions de dollars (pour vingt ans à 5 %) pour permettre d'améliorer l'approvisionnement du pays en énergie électrique.

Chine : 4,34 millions de dollars pour douze ans à 5 %) pour la réalisation d'un projet de construction d'une cimenterie.

Tanzanie : 10 millions de dollars (pour quinze ans à 7 %) pour l'extension d'un projet de fabrication de matériaux de construction.

Mozambique : 40 000 dollars pour financer l'étude d'un projet d'extension des activités de pêche.

Enfin, le 14 juillet, le Rwanda s'est vu accorder un prêt de 6 millions de dollars (pour vingt ans à 4 %) destiné à financer un projet de construction d'une centrale hydro-électrique.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie et à la Grande-Bretagne

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a mis à la disposition de l'Institut Mobiliare Italiano (IMI), le 28 juin, deux prêts d'un montant total de 33,55 milliards de lire (34 millions d'unités de compte) destinés à financer des projets industriels dans le Mezzogiorno italien. La durée de ces deux prêts est de dix ans, leur taux d'intérêt s'élève à 8,5 %.

Trente milliards de lire ont été attribués à l'Italie pour la reconstruction d'un train à l'échelle et la réalisation d'un ensemble d'installations antipollution dans le centre industriel de Taranto. Le second prêt, de 3,55 milliards de lire, contribuera au financement d'une nouvelle usine d'emballage en matière plastique à Brindisi.

Un prêt d'une contre-valeur de 4,1 millions de livres (6,3 millions d'unités de compte) a été accordé, le 7 juillet, par la Banque européenne d'investissement pour le renforcement et l'extension du réseau de transport d'électricité dans le nord-ouest et le nord de l'Écosse. Ce prêt a été consenti au North of Scotland Hydro-Electric Board pour une durée de quinze ans et à 8,95 %.

D'autre part, le 12 juillet, la B.E.I. a consenti, à la British Corporation, un prêt de 10 millions de livres (soit 10,5 millions d'unités de compte) pour le financement de la construction d'une raffinerie de benzène à Fort-Clarence, à l'Écosse. D'une durée de dix ans, ce prêt est assorti d'un intérêt de 8,50 %.

Opérations au titre de la convention de Lomé

Au titre de la convention de Lomé, la Banque européenne d'investissement a annoncé l'octroi de plusieurs prêts :

Deux contributions d'un montant total de 5,4 millions d'unités de compte (environ 1 500 millions de francs C.F.A.) pour le financement d'un projet de stockage de la huile. Cette opération se compose, d'une part, d'un prêt de 2,33 millions d'unités de compte (environ 650 millions de francs C.F.A.) pour la construction d'un silo à huile, et d'autre part, d'un prêt de 3,07 millions d'unités de compte (environ 850 millions de francs C.F.A.) pour la construction d'un silo à huile.

Un prêt équivalent à 2 070 000 u.c. le 29 juin, pour le financement d'un hôtel à Douala, en République unie du Cameroun. Attribué à la Société hôtelière du littoral, pour une durée de treize ans, ce prêt porte intérêt à 6,125 %, compte tenu de la bonification d'intérêt de 3 %.

Financement d'une usine chimique au Kenya, le 21 juillet : la contribution de la Banque, d'un montant de 6,95 millions d'unités de compte, est une part, en un prêt de 5,88 millions d'unités de compte (pour onze ans, à 5,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) octroyée à la Kenya Fertiliser Company Ltd; et, d'autre part, en une prise de participation de 10 millions d'unités de compte dans le capital de cette société.

Banque interaméricaine de développement

Prêt au Brésil à Haïti, à la Bolivie et au Honduras

LA Banque interaméricaine de développement a accordé, le 7 juillet, deux prêts en faveur des pays suivants :

Brésil : 20 millions de dollars à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 % l'an pour financer le transfert de biens d'équipement, technologiques et mécaniques nécessaires à la construction d'un des plus grands centres pétrochimiques de ce pays; à un taux de 9,5 millions de dollars à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) destinés au financement d'un programme de développement de l'enseignement dans les zones rurales.

D'autre part, deux autres prêts avaient été accordés en juin à l'aide de Fonds placés sous l'administration de la Banque :

Bolivie (21 juin) : 2,1 millions de dollars (à l'aide du Fonds de Fonds social, pour quarante ans au taux de 2 %) destinés aux familles victimes des inondations de janvier 1977 à Trinidad.

Honduras (28 juin) : 25 millions de dollars (à l'aide du Fonds vénézuélien, pour vingt ans, à un taux qui ne sera pas inférieur à 8 %) destinés à étendre et à développer l'exploitation des ressources sylvicoles de l'Alacran.

NOUVEAU MEMBRE — La Finlande est devenue le 30 juin le quatorzième membre extra-régional de la Banque interaméricaine de développement.

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de financement

LA suite de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) lors de sa cent dix-septième réunion, le 17 mai dernier, la Commission des Communautés européennes a pris, les 18 et 25 mai, ainsi que les 2 et 7 juin, de nouvelles décisions de financement sur les ressources du quatrième FED :

Libéria : prêt spécial de 4 200 000 u.c. pour la construction du tronçon routier Tarkwa-Krakor.

Empire centrafricain : subvention de 3 280 000 u.c. pour la réfection de la route Bangui-Damara.

Gambie : subvention de 370 000 u.c. pour la réalisation du premier programme annuel de micro-projets.

Botswana : subvention de 1 045 000 u.c. pour la création d'un centre de gestion des grandes exploitations de 1974.

Gabon : une subvention d'un montant de 110 000 u.c., assortie de prêts à conditions spéciales d'un montant de 1 800 000 u.c. pour financer une opération vivrière et fruitière à Lambare.

Republique populaire du Congo : subvention de 3 650 000 u.c. destinée à financer l'installation en eau des villes de Nkayi et d'Impfondo.

Chad : subvention de 12 800 000 u.c. pour contribuer à l'amélioration du réseau rural d'approvisionnement en eau.



Groupe andin

Un choix économique décisif : la création d'une industrie automobile au niveau sous-régional

LA dix-huitième période de sessions extraordinaires de la Commission du Groupe andin, qui s'est tenue à Lima du 22 au 29 juin, a revêtu un intérêt exceptionnel. Il s'agissait, en effet, de faire avancer une négociation difficile sur un choix économique décisif pour l'avenir de la sous-région : la création d'une industrie automobile. Les ministres plénipotentiaires des cinq pays réunis à Caracas, en mai dernier, n'avaient pu faire sortir la négociation de l'impasse. La tâche de la Commission consistait donc à rechercher un terrain d'entente sur la proposition n° 45 du Comité définissant les orientations du programme sectoriel de développement de l'industrie automobile.

A Lima, les conversations bilatérales entre les différents partenaires, auxquelles ont participé les membres du Comité, et les travaux au sein de groupes techniques ont permis de réunir les conditions nécessaires à un compromis sur les points les plus contestés de la proposition n° 45. D'après le communiqué final publié le 30 juin, ces progrès autorisent à penser que la Commission, lors de sa trente-troisième période de sessions ordinaires, convoquée à Quito (Équateur) pour le début du mois d'août, pourrait approuver le programme sectoriel de développement de l'industrie automobile.

La mobilisation des énergies pour faire aboutir ce projet est un fait sans précédent dans l'histoire de l'accord de Cartagena. Toutefois, l'avis de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), ce choix économique paraît contestable : dans son rapport sur la situation économique de la décennie, daté du 15 mai, la CEPAL l'a apparemment condamné.

VERS LA CRÉATION D'UN ORGANE JURIDICTIONNEL — Le sous-groupe andin a tenu, le 29 juin, sa première réunion consacrée à l'examen, en vue de son adoption définitive, d'un projet portant création d'un organe juridictionnel andin.

L'organe juridictionnel andin assurerait le respect du droit sous-régional dans l'application et l'interprétation des dispositions de l'accord de Cartagena; il contribuerait à l'élaboration des normes de la Commission et du Comité, et arbitrerait les conflits pouvant surgir entre les pays membres au regard du droit sous-régional.

LE DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS CHIMIQUES — Du 6 au 8 juillet, à Lima, le Comité de l'accord de Cartagena a organisé, avec la collaboration de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, une réunion d'experts pour étudier les possibilités d'une éventuelle coopération dans la production d'engrais chimiques. Les experts se sont penchés sur les problèmes techniques et économiques relatifs à l'industrie chimique et à la production des engrais chimiques en Amérique latine et dans la sous-région, et ont proposé d'accélérer le développement de cette industrie. Dans le cadre du développement, le rôle de la BID a fait l'objet d'un examen attentif.

repréhensible à l'automne (l'accord multilatéral expire à la fin de l'année).

A ce projet, qui avait reçu le soutien de Hongkong, de la République de Corée, du Mexique, des pays de l'ASEAN, de la Turquie, de l'Australie, de la Suisse et des pays nordiques, le Brésil et l'Inde ont opposé un autre projet de déclaration prévoyant le renouvellement pur et simple de l'accord. L'Égypte, l'Espagne, la Yougoslavie, le Chili et la Roumanie se sont ralliés à cette proposition.

O.C.D.E.

Médiocres perspectives pour les douze prochains mois

DANS une étude sur les Perspectives économiques publiée le 21 juillet, le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) indique que la production totale de la zone O.C.D.E. augmentera « sans doute » d'un peu plus de 4 % pendant les douze mois qui s'achèveront au milieu de 1978. Au cours des douze derniers mois, la production totale de la zone O.C.D.E. a progressé d'un peu moins de 4 % et, « dans de nombreux pays, le chômage a encore augmenté ». Selon les experts, ces résultats « décevants » en matière de croissance ne permettent pas la réalisation des objectifs de la stratégie à moyen terme adoptée par les gouvernements en juin 1976 qui se fixaient un taux de croissance global de 5,5 % de la zone O.C.D.E. (environ 5 % est atteint en 1976). Si les perspectives d'une expansion durable aux États-Unis paraissent « relativement bonnes », les taux de croissance de la demande intérieure pendant le premier semestre de 1978 dans les autres pays semblent « insuffisants » pour encourager un accroissement des investissements en capital ou empêcher une nouvelle augmentation du chômage.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE — Un accord de coopération entre l'Agence internationale de l'énergie, d'un côté, et le Fonds européen de développement, d'un autre, a été signé le 22 juin entre les États-Unis, la Belgique, la Suède et la Suisse, à l'occasion de la trentième réunion du conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.). Cet accord porte sur un programme de trois ans impliquant trois projets de recherche distincts sur le transfert de chaleur et les déchets de chaleur.

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN 1978 — Selon des indications sur le volume et les conditions de l'aide fournie par les pays du Comité d'aide au développement (C.A.D.), l'aide publique au développement, exprimée en dollars courants des États-Unis, est restée en 1976 au même niveau qu'en 1975 (127 milliards de dollars). Exprimée en pourcentage du produit national brut, elle est tombée de 0,34 % à 0,33 %. L'apport total de ressources financières aux pays en voie de développement en 1976 est également resté stationnaire en dollars courants et a lui aussi fléchi en pourcentage du P.N.B. Quant au montant total des recettes des pays en voie de développement (fournies par les pays du C.A.D., les pays de l'O.P.E.P. et les prêts en euros-monnaies), il est passé de 55 milliards de dollars en 1975 à quelque 70 milliards en 1976; cet accroissement des apports totaux a eu pour conséquence une nette augmentation de l'endettement total des pays en voie de développement, dont le montant a plus que doublé depuis 1973 (200 milliards de dollars en 1976 contre 110 en 1973).

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ÉNERGIE NUCLEAIRE — Le conseil de l'O.C.D.E. a adopté le 22 juillet une décision créant un mécanisme multilatéral de consultation et de surveillance pour l'immersion de déchets radioactifs en mer. Ce mécanisme, qui sera mis en œuvre par l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.), a été approuvé par l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E. et de l'Association de l'Europe du Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réservé leur réponse.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE — Les résultats d'un programme de mesure de l'impact de la pollution atmosphérique sur le climat ont été présentés à la Conférence internationale de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) sur la pollution atmosphérique, qui s'est tenue à Paris du 14 au 18 juin. Selon cette étude, réalisée sur onze pays membres, une soixante-dixième mesure au sol et de nombreux prélèvements par avion, aucun pays européen ne peut contrôler de manière indépendante le niveau de pollution par le soufre affectant son territoire, ce qui rend nécessaire la coopération entre les pays d'Europe.

RECENTES PUBLICATIONS — Dans la série « Études économiques » : la Belgique et le Luxembourg, la Grèce, l'Espagne, l'Allemagne.

Organisation internationale du cacao

Vers une révision des mécanismes de fixation des prix ?

LE comité exécutif de l'Organisation internationale du cacao, qui regroupe des représentants des pays producteurs et consommateurs, s'est réuni le 18 juillet pour étudier les modalités d'une éventuelle révision des mécanismes de fixation des prix du cacao. Lors de l'accord intervenu en 1975 et entré en vigueur en 1976, une fourchette de prix avait été fixée entre pays producteurs et consommateurs (à l'exception des États-Unis) au-delà et en deca de laquelle l'Organisation déclenchait l'intervention du stock régulateur. En raison de la hausse des cours du cacao au cours des six derniers mois, les pays producteurs demandent un réajustement de l'actuelle fourchette de prix (0,35 dollar minimum, 0,55 dollar maximum). La Côte d'Ivoire aurait menacé de se retirer de l'accord en septembre prochain si aucune solution n'était trouvée.

Nice, ville de congrès vous attend.

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Expositions de 17 000 m².

Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : Nicexpro 97057.

VERS UNE GUERRE COMMERCIALE ?

La tentation du protectionnisme

Par J. BUNEL et J. SAGLIO *

Alors que nul ne compte plus sur une « relance » depuis si longtemps attendue, la guerre commerciale entre nations industrialisées risque d'être déclenchée. Pour analyser l'attitude du patronat français devant une compétition sévère, dont certains voudraient se protéger par des mesures douanrières protectionnistes, nous avons demandé à deux collaborateurs de l'excellente revue *Economie et Humanisme* de résumer les conclusions de la grande enquête dont ils tirent le détail dans leur numéro de juillet.

LORSQU'IL analysait les origines des organisations patronales françaises, Roger Priouret n'hésitait pas à estimer que la défense du protectionnisme était leur raison d'être. « Si les patrons français sentent la nécessité de se grouper entre eux pour lutter, écrit-il, c'est contre une tendance permanente de l'Etat à abaisser les barrières douanières et à faire disparaître les prohibitions d'importation » (1).

Le discours officiel a changé. Et face à la crise actuelle, le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) n'hésite pas à rappeler solennellement au cours des trois dernières sessions nationales des entreprises, à Lille, en octobre 1974, qu'il faut « Exporter pour survivre ». « L'autre choix, déclarait J. Ferry dans son rapport de synthèse, est celui de l'ouverture, c'est-à-dire la recherche de l'équilibre au plus haut niveau, par le développement systématique des exportations (...). C'est la voie libérale, mais du plus grand effort, dont nous ne devons pas nous dissimuler les limites et les risques : la seule pourtant qui soit conforme à notre vocation, à la fois économique et humaine, de chefs d'entreprise » (2).

Au regard d'une tradition plus que centenaire, l'évolution est considérable dans les années 60. Mais cette nouvelle orientation du patronat français est-elle suffisamment partagée par les chefs d'entreprise pour résister aux difficultés que fait naître la crise ? Et le spectre du néo-protectionnisme, qu'on voit poindre ici et là dans certaines déclarations, ne correspond-il, chez les patrons français, qu'à une tendance marginale et en perte de vitesse ?

* Membres du comité de rédaction de la revue *Economie et Humanisme*.

TENTER de répondre à de telles questions exige tout d'abord, même rapidement, de retracer les grandes lignes de l'évolution passée des positions patronales : on ne peut, en effet, isoler le protectionnisme de l'ensemble du système d'attitude et de positions des organisations patronales : protectionnisme et cartellisation sont les deux faces complémentaires de leur stratégie en matière économique, au moins jusqu'à la seconde guerre mondiale. Leur préoccupation principale est alors d'éviter les ravages de la concurrence sauvage, et de permettre à toutes les entreprises de survivre dans l'équilibre et la stabilité. Chacun y trouve son compte : les plus faibles sont assurés de la survie, et les plus gros s'attribuent de confortables rentes de situation sur des marchés protégés et organisés. Complétant cette stratégie économique, la politique sociale maternelle et autoritaire dans un système où l'entreprise est conçue comme un cercle familial étroit : cellule autonome semblable à d'autres cellules autonomes dont le patron est le chef naturel, à l'autorité incontestable.

Comme l'a souligné R. O. Paxton (3), la période de Vichy apparaît, du moins au départ, comme la réalisation des rêves du patronat. A ceux qui avaient vécu la crise des années 30 et le Front populaire comme les signes avant-coureurs de la fin, le corporatisme offre l'avantage de « faire d'une pierre deux coups : échapper à la fois à la lutte de classes et à la concurrence ».

Mais l'apparence est cependant trompeuse. Si l'idéologie du régime vichyste est le corporatisme, sa pratique est celle du renforcement de l'Etat et de l'interventionnisme croissant, en matière économique, du fait même de la situation. Et cet héritage ne sera pas remis.

Face à une telle stratégie cohérente et ordonnée, les organisations patronales se trouvent, à la libération, dans une position difficile. Elles ont hérité d'un Etat fort, mais l'achèvement de cette période délicate et la reconstruction de l'appareil patronal ne marqueront pas pour autant le retour à la liberté et au libre jeu des forces économiques. Les patrons français, dans une opinion publique hostile, mais l'achèvement de cette période délicate et la reconstruction de l'appareil patronal ne marqueront pas pour autant le retour à la liberté et au libre jeu des forces économiques.

Le pragmatisme est cependant la force principale des organisations patronales : R. Priouret (4) notait que « les organisations patronales n'ont pas de doctrine économique, et encore moins de doctrine politique ». Leur opposition aux projets n'empêche pas leur ralliement aux réalisations : auvent Georges Villiers, C.N.P.F. et les chefs d'entreprise nationaux devenant, dans les années 60, les chambres de l'Europe, et la « charte libérale » de 1965 sera, paradoxalement peut-être, le signal du ralliement à l'impérialisme industriel et à la mondialisation des relations économiques.

La crise ouverte des relations économiques internationales n'est pas l'occasion d'une révision de ces positions. Bien au contraire, le discours officiel du C.N.P.F. réaffirme sur les grands projets d'ouverture de l'économie française : « Communauté du charbon et de l'acier, traité de Rome, décolonisation — se feraient avec un patronat parfois hostile, souvent indifférent et rarement favorable.

En déduisant que les patrons français sont tous des exportateurs convaincus et rompus aux techniques du commerce international, serait cependant rapide. Pour beaucoup, en effet, les ventes à l'extérieur des frontières nationales ne représentent qu'une part relativement faible du chiffre d'affaires. Et c'est d'autant plus vrai que les entreprises sont de faible taille : ainsi pour 60 % les entreprises indépendantes (7) ayant moins de cent salariés exportent moins de 20 % de leur chiffre d'affaires. Ce taux passe à 68 % pour les entreprises indépendantes de plus de cent salariés, à 67 % pour les filiales de groupes nationaux ou multinationaux et à 48 % pour les établissements indépendants. On peut également noter que 47 % seulement de nos interlocuteurs déclarent avoir prévu, dans leur plan d'entreprise, des marchés étrangers à conquérir, et il ne s'agit pas, en général, des plus petites entreprises.

CES résultats d'une étude empirique ne surprendront guère. Chacun sait que la reconstruction de l'appareil productif français s'est faite, sous l'égide de l'Etat, et grâce à ses impulsions, au profit des grands groupes de taille nationale ou internationale. A cette occasion, les patrons français se sont débarrassés d'une partie de leurs complexes vis-à-vis de l'étranger, et sont même allés, par l'intermédiaire de leurs organisations nationales, jusqu'à tenter d'assumer une certaine gestion des relations professionnelles. Ont-ils pour autant recouvré la confiance dans leur avenir, qui leur permettait de se lancer résolument dans la concurrence internationale, en vue de rechercher l'appui et le secours de l'Etat ?

Si telles avaient été leurs certitudes, la

et réexpliquées aux adhérents. L'enquête que nous avons menée dans la région Rhône-Alpes nous a permis de découvrir, en effet, que, sur la vingtaine d'organisations professionnelles régionales ou locales visitées, la prise de position du C.N.P.F. sur l'Europe avait été discutée une fois dans une seule organisation. Certains permanents semblaient même l'ignorer. D'autres responsables n'ont pas hésité à critiquer ouvertement les documents préparatoires qui leur étaient transmis avant les assemblées de Lille : à leurs yeux, les problèmes abordés étaient traités dans l'optique des grandes entreprises, et leurs adhérents provinciaux, à la tête de petites ou moyennes entreprises, n'y retrouvaient guère leurs préoccupations.

Au niveau même des chefs d'entreprise, l'enquête menée montre que si les précédentes assemblées avaient été des faits relativement marquants (encore que 62 % des cent quarante et un interviewés se soient révélés incapables de citer correctement le thème de l'une des trois manifestations), celles de Lille, bien qu'elles fussent les plus récentes, ont été les moins citées.

Quant à la multinationalisation, il se dégage bien, parmi nos interlocuteurs, une courte majorité (52 %) pour penser qu'il s'agit là d'un phénomène inéluctable. Mais les commentaires qui accompagnaient fréquemment cette réponse prouvaient à l'évidence qu'une telle évolution n'était pas du goût des patrons : « Tout porte à y croire », « Hélas ! Je n'ai rien à dire », « C'est la mondialisation, le résultat final », et ceux qui ne croyaient pas au développement obligatoire de ce type d'entreprise n'étaient pas moins à leur égard. La grande entreprise devient trop administrative pour être dynamique. — La grosse affaire ne sait pas s'adapter. »

TOUTEFOIS, si les thèmes défendus dans les discours officiels du C.N.P.F. sont bien loin de représenter les idées et les opinions des patrons dans les entreprises, on ne peut en déduire que ces derniers sont restés les ardents défenseurs du protectionnisme d'antan. Pour autant qu'on puisse les comparer avec leurs homologues d'il y a quelques décennies, les patrons d'aujourd'hui n'ont plus les mêmes attitudes par rapport aux marchés extérieurs.

Tout d'abord, c'est dans notre échantillon un fait massif, ils pratiquent une certaine exportation : sur les cent quarante et un chefs d'entreprise interrogés, seuls 20 % déclarent écarter toute leur production dans les limites de l'Hexagone. Et une telle proportion serait encore plus réduite si l'on ne tenait pas compte du secteur bâtiment et travaux publics dont les marchés sont bien souvent strictement régionaux, voire locaux. De plus, et toujours sur l'ensemble, 60 % déclarent que la part de l'exportation dans leur chiffre d'affaires est accrue au cours des cinq dernières années (enquêtes réalisées en 1975).

Cette présence sur les marchés internationaux a fait perdre leurs complexes aux patrons français : seuls 13 % de nos interlocuteurs estiment que les entreprises françaises n'ont aucun statut dans la compétition internationale, et 50 % estiment qu'elles ne sont pas défavorisées.

En déduisant que les patrons français sont tous des exportateurs convaincus et rompus aux techniques du commerce international, serait cependant rapide. Pour beaucoup, en effet, les ventes à l'extérieur des frontières nationales ne représentent qu'une part relativement faible du chiffre d'affaires. Et c'est d'autant plus vrai que les entreprises sont de faible taille : ainsi pour 60 % les entreprises indépendantes (7) ayant moins de cent salariés exportent moins de 20 % de leur chiffre d'affaires. Ce taux passe à 68 % pour les entreprises indépendantes de plus de cent salariés, à 67 % pour les filiales de groupes nationaux ou multinationaux et à 48 % pour les établissements indépendants. On peut également noter que 47 % seulement de nos interlocuteurs déclarent avoir prévu, dans leur plan d'entreprise, des marchés étrangers à conquérir, et il ne s'agit pas, en général, des plus petites entreprises.

CES résultats d'une étude empirique ne surprendront guère. Chacun sait que la reconstruction de l'appareil productif français s'est faite, sous l'égide de l'Etat, et grâce à ses impulsions, au profit des grands groupes de taille nationale ou internationale. A cette occasion, les patrons français se sont débarrassés d'une partie de leurs complexes vis-à-vis de l'étranger, et sont même allés, par l'intermédiaire de leurs organisations nationales, jusqu'à tenter d'assumer une certaine gestion des relations professionnelles. Ont-ils pour autant recouvré la confiance dans leur avenir, qui leur permettait de se lancer résolument dans la concurrence internationale, en vue de rechercher l'appui et le secours de l'Etat ?

Si telles avaient été leurs certitudes, la

crise les aurait profondément bouleversés : d'ailleurs, ils ne pensent pas que cet événement soit purement conjoncturel et dû à l'action néfaste des producteurs de pétrole : à peine le quart des patrons estiment que la crise est due à l'augmentation des prix du pétrole, alors que les deux tiers en voient la cause dans la politique des pays riches, soit au niveau de l'inflation. Et plus de la moitié de nos interlocuteurs pensent que cette crise peut mettre en péril l'économie de marché. Les patrons français ont donc, en quelque sorte, le sentiment d'assister à la fin d'un monde.

Ce qu'ils voient disparaître, ce n'est pas le système capitaliste au sens strict. L'échéance électorale de mars 1978 n'est pas le centre de leurs préoccupations. Les patrons français ne sont pas, et de loin, les détracteurs du programme commun et des nationalisations qui y sont incluses. Mais — et le renforcement actuel, voulu par l'Etat, de grands groupes privés ne leur paraît guère différent — pour 70 %, les chefs d'entreprise pensent que la nationalisation des grands groupes ne modifiera guère leur situation, et même ceux qui affirment attendre une modification ne la voient pas forcément d'un œil maussade : « Rhône-Poulenc, c'est mon premier fournisseur, ça m'arrangerait peut-être ! » Une telle opinion n'est pas le propre des petits patrons propriétaires : les chefs d'établissements de grands groupes nationaux ou multinationaux ne seraient pas leur situation changer beaucoup, écrit un responsable d'organisation patronale, à ne plus dépendre d'une direction parisienne qui s'est donnée depuis longtemps des airs et des pratiques de ministère.

C'est plutôt dans leurs références à l'extension du pouvoir des multinationales qu'il faut chercher la clef de ce sentiment de fin de règne. Ce que les patrons voient disparaître, c'est l'initiative individuelle, la capacité de création, la possibilité de l'indépendance. Si la disparition des grandes entreprises régionales, appartenant par leur taille aux leaders dans leur branche, et par leur structure aux entreprises familiales, apparaît comme la marque la plus nette de ce changement. Pour les patrons, la collectivisation est déjà réalisée, avant même que la gauche n'arrive au pouvoir : le règne des grands groupes, des grandes organisations, c'est la fin du règne des patrons.

Le seul recours possible contre cette évolution, c'est le retour à des pratiques traditionnelles d'association, de syndicalisme patronal obligatoire. Au plus fort de l'expansion, à la fin des années 60 et au début des années 70, on a pu penser que les patrons français s'étaient enfin convertis à l'économie libérale au « laissez-faire, laissez-passer ». L'euphorie de la croissance et des bons résultats avait gommé les autres problèmes et pouvait leur laisser croire que la résolution des tensions sociales serait le simple produit de la croissance.

La crise actuelle révèle que leur adhésion au modèle de l'impérialisme industriel, de l'expansion et de l'ouverture des frontières n'a peut-être été qu'une adaptation pragmatique. Le protectionnisme d'autrefois n'était pas qu'une simple doctrine économique : il était l'un des aspects d'un mode d'organisation de la société qui permettait à chaque patron, abrité derrière un certain nombre de barrières et de règles, de préserver son indépendance. Ce goût de l'indépendance, de l'autonomie pour soi, y compris par rapport aux patronages sociaux, est resté la valeur prépondérante dans le système de pensée patronale (8).

Dans une situation nouvelle, plus difficile pour eux, il peut fort bien se faire que l'ouverture des frontières et la poursuite de l'expansion n'apparaissent plus comme les solutions les meilleures au maintien de ce projet d'indépendance. Dès lors, on peut penser que le patronat français, de la base au sommet, ne s'opposera pas avec la plus extrême vigueur à la renaissance de tendances protectionnistes.

- (1) R. Priouret : *Origines du patronat français*, Ed. Grasset, Paris, 1963, p. 61.
- (2) J. Ferry : *Rapport de synthèse. L'ouverture sur le monde et les impératifs politiques* à « Exporter pour survivre », E.T.E., janvier 1975, p. 213.
- (3) R.O. Paxton : *La France de Vichy*, Ed. Seuil, 1975.
- (4) *Op. cit.*, p. 250.
- (5) *Op. cit.*, p. 230.
- (6) Cf. J. Bunel, « L'unité du patronat », *Economie et Humanisme*, n° 229, « Patronat et Patronat », juillet/août 1977 (*Economie et Humanisme*, 90, quai Clemenceau, 69000 Lyon, prix du numéro spécifié : 21 F).
- (7) Nous entendons ici par entreprises indépendantes celles qui ne sont rattachées à aucun groupe national ou international. Les filiales sont des entreprises autonomes dont le capital est contrôlé ou possédé par un groupe. Les établissements dépendants n'ont, quant à eux, aucune autonomie juridique.
- (8) Cf. J. Saglio : « L'indépendance : Projet patronal », in *Economie et Humanisme*, n° 230.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3 :

L'ALBANIE, UN PETIT PAYS QUI NE PRETEND PAS SE POSER EN MODELE, par Yves Létourneau et Daniel Vigor.

La rente foncière est-elle éternelle ? par Jean Fontge.

PAGES 4 et 5 :

La stratégie du Front Polisario, après un an et demi de combats au Sahara occidental, par Hervé Wea-

Suite de l'article de Philippe Pons sur la gauche japonaise.

PAGES 6 et 7 :

LA FICTION DE L'AUTONOMIE AU KURDISTAN IRAKIEN, par Chris Kutschera.

Correspondance.

PAGE 8 :

CINEMA POLITIQUE : Ecrans arabes, par Ignacio Ramonet. Salah Abou Saïf et Diane de Saint-Mathieu.

PAGES 9 à 14 :

ISLAM ET POLITIQUE : Domination ou libération ? — Le jeu changeant des puissances coloniales, par H. Chérif. — En Afrique noire : distanciation et communisme, par Pierre Alexandre. — Le nouvel élan des Frères musulmans, par le Dr Abdel Asim Ramadan. — Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique, par Mikki Keddie. — Face à l'U.R.S.S. et aux nationalismes : pacte islamique et impérialisme, par Sami Massour. — Une nouvelle approche de l'islam sunnite, par Hassan Hanafi. — L'avenir communiste et islam en Union soviétique, par Hélène Carrère d'Encausse.

Dans les revues...

PAGE 15 :

Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur la politique en Italie autour du P.C. et la décomposition de l'E.C.

PAGES 16 à 19 :

LA THAILANDE, OU LA FRAGILITE DE LA MANIERE FORTE, reportage de Marcel Barang.

PAGE 20 :

Les livres du mois.

PAGES 21 à 25 :

Supplément sur la Catalogne : De la résistance à l'autonomie.

PAGES 26 à 29 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1977 a été tiré à 106 500 exemplaires.

Comme toutes les publications du « Monde », le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

AOÛT 1977

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (cassettes ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-6-71). Inscriptions en toute période de l'année.

Déclaration gratuite (n° 1714) à LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-83.

(Enseignement privé à distance.)

دعوى امر الشفل